CIRDIS
Centre interdisciplinaire de recherche
en développement international
et société
UQÀM

Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds

Actes du colloque étudiant

Sous la direction de
Marie Nathalie LeBlanc
et Stéphane Bernard

www.cirdis.uqam.ca

LES CAHIERS DU CIRDIS
COLLABORATION SPÉCIALE
No 2015-01

Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds

Actes du colloque étudiant

Les Cahiers du CIRDIS ï Collaboration spéciale
No 2015-01

Sous la direction de
Marie Nathalie LeBlanc
Stéphane Bernard

Les Cahiers du CIRDIS
Collaboration spéciale ð no 2015-01

Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds.
Actes du colloque étudiant

Sous la direction de Marie Nathalie LeBlanc et Stéphane Bernard

ISSN : 1929-1027
Dépôt légal : octobre 2015
Bibliothèque nationale du Québec

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société
Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada
H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca

Table des matières

INTRODUCTION.
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, MOUVEMENTS SOCIAUX ET INNOVATIONS DANS LES SUDS **6**
Stéphane Bernard et Marie Nathalie LeBlanc

STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE À L'ÉCHELLE DU BASSIN VERSANT TRANSFRONTALIER DE L'USUMACINTA (MEXIQUE ET GUATEMALA) **11**
Jérome Gandin

MOUVEMENTS SOCIAUX URBAINS ET MÉGA-ÉVÉNEMENTS SPORTIFS À RIO DE JANEIRO : UNE LUTTE POUR LE DROIT À LA VILLE **28**
Mathieu Labrie

LA MISE EN ŒUVRE PARADOXALE DE LA FISCALITÉ LOCALE AU BÉNIN. UNE ANALYSE PRÉLIMINAIRE DU REGISTRE FONCIER URBAIN **40**
Claire Simonneau

ÉCOLOGIE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOTOURISME DANS LES AIRES PROTÉGÉES DES PAYS DU SUD : LE CAS DE CHI PHAT DANS LA RÉGION DES CARDAMOMES AU CAMBODGE **55**
Jonathan Tardif

LA CONTRIBUTION DES TERRES DE FEMMES À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN BOLIVIE **73**
Cécile Collinge

VIOLENCE ET GENRE : LE RÔLE DES FEMMES EN SITUATION DE CONFLIT AU PÉROU **93**
Émilie Martinak

Introduction
Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds

Stéphane Bernard
Département de géographie, Université du Québec à Montréal

Marie Nathalie LeBlanc
Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

Ces actes réunissent les communications qui furent présentées lors du Colloque étudiant : *Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds*. Ce colloque, organisé par le CIRDIS en 2013, portait sur divers enjeux humains, naturels, urbains dans les pays du sud global qui interpellent les divers acteurs de mouvements sociaux nationaux, locaux et internationaux à travers des pratiques novatrices.

Nombreuses sont les études de cas récentes réalisées tant dans les milieux ruraux quôurbains qui tendent à démontrer que les processus à lôî uvre dans le cadre de la mondialisation néolibérale et lôintensification de la marchandisation des territoires qui en découle contribuent à la fermeture de lôaccès aux territoires sur lesquels se fondent la subsistance des populations locales. Cela est vrai tant du point de vue du substrat physique en lui-même (sols, forêts et ressources qui sôy trouvent et où se confrontent les droits dôusages communaux et la propriété foncière libérale) que de la participation au processus décisionnel qui vise à définir les règles qui encadrent lôaccès. Cela interpelle directement la gouvernance de ces «espaces» et évoque au passage les processus dôappropriations/dôexclusions qui sôy jouent projetant la discussion sur un répertoire élargi de relations sociales pouvant « contraindre ou faciliter lôaccès aux ressources ».

Autrement dit, lôétude des tenants et aboutissants de la mise en valeur des ressources territoriales y compris les ressources naturelles et humaines qui composent le territoire touchant la logique des modes de développement poursuivis par les États et les sociétés est au cî ur de la discussion portée par les six articles inclus dans ces actes. Ces derniers accordent une attention spéciale aux liens qui unissent le développement économique à la gestion et lôaménagement du territoire urbains et ruraux et aux transformations de lôorganisation de lôespace et des modes de vie qui en découlent. La question de lôappropriation des ressources et les problèmes dôaccès pour la subsistance des populations locales occupent une place de premier plan dans le champ des études sur le développement. Les « nouvelles conditions » régulent lôaccès aux ressources notamment à travers les formes dôappropriations foncières à lôî uvre, quôelles soient générées par la mise en place dôaires protégées pour le développement de lôécotourisme, de projets dôaménagements durables de bassins versants transfrontaliers portés par des communautés locales ou encore la mise en î uvre de nouveaux régimes et dôoutils de gestion du foncier dans les villes des pays en développement ï un préalable au développement de mégaprojets dôinfrastructures pour la tenue de grands événements internationaux comme la Coupe du monde de soccer ou les Jeux

olympiques ï sont autant dôexemples qui illustrent la complexité des nouvelles dynamiques foncières émergentes sur le globe. Tout cela découle de lôintensification de la convoitise sur les ressources foncières; dynamique dans laquelle la place des populations locales est constamment remise en question. Cela génère au passage de nombreuses tensions et des résistances alors que lôhégémonie du modèle occidentale et les « outils » de développement dont il fait la promotion se heurtent à la diversité et la complexité des réalités locales sur le plan culturel ce qui inclut les modes de gestions différentiels régulant lôaccès aux ressources. Il est ici question de lôarrimage des besoins des échelles locale, nationale et internationale et la complexité des jeux dôacteurs qui se confrontent.

Les recherches présentées illustrent le pluralisme des normes traversant les sociétés et les strates sociales face à la question du développement. Chacune des six études regroupées dans ces actes de colloque ont le mérite dôavoir impliqué des recherches de terrain (trois cas en milieu rural, deux autres en milieu urbain et un exemple à lôéchelle nationale). Ces travaux ont la caractéristique de focaliser sur des enjeux « locaux », mais qui ont lôavantage dôavoir été bien cadrés dans les contextes national, régional et global privilégiant ainsi une approche multi scalaire voir *trajective*, côest-à-dire celle qui arrime à la fois la logique et les besoins de développement des acteurs du « haut » (États et organismes internationaux) et du « bas » (les communautés locales) tout en illustrant toute la pertinence des approches multidisciplinaires pour étudier les questions de développement. Les quatre études évoquent et documentent des processus de résistances ce qui souligne les problèmes générés par la gouvernance néolibérale sur les populations et les territoires quôils habitent. Deux des études ont misé sur lôécologie politique comme cadre théorique ce qui constitue un choix judicieux, car il permet de concilier à la fois le regard géographique sur les territoires étudiés et de relever toute la complexité des acteurs à lôî uvre et des défis à relever. Sur le plan méthodologique, les six recherches ont utilisé une méthode mixte pour la collecte des données alliant entretiens, observations participantes, dépouillement de littérature et de sources secondaires, démarches au fondement même de la recherche sur le développement.

Lôétude de Jérome Gandin porte sur les stratégies de développement communautaire en vue dôétablir des modalités de développement durable à lôéchelle du bassin versant transfrontalier de lôUsumacinta, région géographique localisée des deux côtés de la frontière entre le Mexique et le Guatemala. Les résultats présentés se fondent sur la réalisation dôun terrain de neuf mois qui a permis au chercheur de cerner toute la complexité de la zone à lôétude. Lôauteur sôattarde à comprendre les conditions, les formes et les résultantes de la mobilisation des communautés du bassin versant dans la gestion des ressources naturelles. Il a ainsi pu saisir des nuances importantes qui guide lôélaboration de stratégies de développement par les communautés locales et qui découlent de lôapproche ethnographique quôil a adoptée. La recherche montre « *comment les populations se donnent les moyens leur permettant de choisir ce qui peut contribuer à améliorer leur qualité de vie de manière autonome tout en préservant leur environnement* ». Les résultats obtenus sur les perceptions locales des changements environnementaux et les attentes des populations en matière de développement local montrent que lôalliance binationale mise en place apparaît comme une véritable alternative aux approches traditionnelles de protection de lôenvironnement et de développement local. Ces connaissances doivent impérativement être transmises aux échelles « supérieures » des décideurs publics, car elles sont porteuses de changements tant pour réduire les impacts environnementaux dans la mise en valeur des

ressources que pour encourager la participation et la mobilisation des communautés locales dans la gestion du « patrimoine naturel et culturel » dans une optique intégrée suggérant la pertinence des approches *trajectives*.

Mathieu Labrie présente une étude des mouvements sociaux urbains en lien avec les méga-événements sportifs. Bien cadré dans le contexte de la mondialisation, la théorie des lieux centraux et les « pratiques » de développement néolibérales, lôarticle discute de la question cruciale de la capacité des États à intervenir dans leurs politiques de développement; la « gouvernance » étant une des grandes questions de lôheure dans le domaine des études sur le développement. De façon plus spécifique, la recherche se focalise sur la gouvernance urbaine avec à lôétude les méga-événements sportifs et les « actions collectives » des mouvements urbains avec comme « terrain dôétude » la ville de Rio de Janeiro au Brésil et le Comité Popular da Copa-RJ et pour trame de fond lôavènement prochain des Jeux olympiques et la Coupe du Monde de soccer. Ces deux « institutions internationales » sont fortement associées à la restructuration de la trame urbaine avec les grands projets dôaménagements quôils impliquent, mais influencent aussi les modalités mêmes de la gouvernance urbaine comme le décrit lôauteur avec les transformations des modes de gestion quôils imposent aux autorités nationales pour la tenue de tels événements et la réalisation de grands projets. Lôauteur démontre que la structure de gouvernance imposée par ces organismes pour la réalisation de ces mégaprojets aux « *standards internationaux* » oblige lôinstauration de « *mécanismes de dérégulation* » qui contournent les cadres institutionnels en place faisant au passage des acteurs privés et des institutions internationales les véritables maîtres dôî uvre oblitérant ainsi en grande partie les structures de gouvernances locales. « *Dans ce contexte, la théorie et la pratique du développement urbain sont mises de côté pour satisfaire les lois du marché et les standards des grandes organisations internationales* ». Lôauteur démontre que les forces en présence sont créatrices de « fractures socio-spatiales » et économiques. Le cadre théorique de cette recherche sôinscrit dans la lignée des études sur le « droit à la ville », et implique en filigrane la question de lôaccès au foncier et la régulation des stratégies de développement urbain (analyse de la structure dôopportunité et de la gouvernance) alors que sôintensifie le rôle de lôentreprise privée, des partenariats public-privé et comme réponse à cela lôintensification de la mobilisation de la société civile et des mouvements sociaux (résistance) dans la gestion des biens publics.

La recherche de Claire Simonneau cible la question des enjeux fonciers urbains et les problèmes de gouvernance par lôétude de la mise en î uvre du Registre foncier urbain au Bénin. Elle se cadre sur le problème de la « gestion foncière » et de son utilisation comme outil de développement par les différents acteurs. Dans le cas présent, lôarticle fait la lumière sur les processus locaux de mise en î uvre des réformes de la gestion urbaine et de leurs effets à long terme par lôétude dôun des instruments de prédilection promus par les institutions internationales de développement (dont la Banque mondiale) : la mise en place de registres fonciers urbains (RFU) sous la forme dôun Système dôinformation foncière (SIF) informatisé. Lôarticle sôintéresse au contexte de mise en î uvre de cet instrument dans trois municipalités béninoises. Lôapprofondissement de ces connaissances est fort à propos dans la mesure où lôapplication de ces réformes à la gestion des espaces urbains dans les pays en développement semble se traduire le plus souvent par des constats dôéchec si lôon se base sur les modes dôévaluation par résultats en fonction dôobjectifs prédéterminés comme cela est devenu la norme dans le domaine *main stream* du développement international. Encore une fois, lôétude démontre que ces systèmes provenant

de lôOccident se heurtent aux réalités locales plurielles des pays en développement, notamment en ce qui a trait aux modes dôoccupation du territoire urbain extralégales et coutumiers et surtout aux modes dôadministration préexistants préconisés par les administrateurs locaux qui répondent à des logiques « différentes » de celles que le « Nord » veut exporter au « Sud ». Lôanalyse entreprise se fonde sur une approche socio anthropologique et « *questionne lôappropriation des interventions de développement* » par lôanalyse de leur mise en î uvre (évaluation par résultats) comme méthode dôappréciation**.** Lôoriginalité de la recherche réside en lôapplication dôune « lentille » conceptuelle novatrice pour analyser les résultats. Lôauteure propose, données préliminaires à lôappui, que lôanalyse doit « *se concentrer sur la mise en î uvre des politiques, considérée alors comme un moment problématique. Il ne sôagit plus de mesurer des écarts vis-à-vis de la décision, mais de rendre compte des activités dôappropriation jalonnant la mise en î uvre. La mise en î uvre nôest plus regardée comme le résultat plus ou moins satisfaisant vis-à-vis dôobjectifs prédéfinis, mais comme un processus dynamique, valant aussi, voire surtout, pour sa dimension procédurale* ». Il sôagit dôune approche théorique porteuse qui relève au passage les jeux dôacteurs à lô î uvre à diverses échelles. Claire Simonneau suggère « *de considérer lôappropriation comme un phénomène dôadaptation de la politique au contexte local, et comme un phénomène de déformation par rapport au modèle. Côest ce processus de transformation quôil devient utile de comprendre pour analyser lôappropriation. En dôautres termes, ce que le travail dôévaluation conventionnel considère comme un échec, lôanalyse de lôaction publique le considère comme un phénomène normal, et la clé de compréhension de la mise en î uvre dôune politique* ». Les résultats présentés sont éclairants sur les questions des effets de la mise en î uvre des nouveaux régimes fonciers (RFU) et des jeux dôacteurs qui les sous-tendent alors que la conclusion ouvre plus globalement sur les enjeux fonciers et de pouvoir, côest-à-dire plus spécifiquement sur le jeu des intérêts locaux et des acteurs qui y î uvrent.

De son côté Jonathan Tardif a structuré son article autour du thème de la gouvernance environnementale par lôétude de la mise en place dôun projet de développement de lôécotourisme dans une aire protégée au Cambodge par une grande ONG environnementale. Il sôagit plus précisément de la région de Chi Phat dans le Massif des Cardamomes. Cela a permis à lôauteur de porter une appréciation sur les moyens « *par lesquels les acteurs sociaux (individus, groupes, organisations)* » gagnent ou perdent lôaccès aux ressources naturelles *par et pour* lôécotourisme et les effets de ces dynamiques sur la relation société-substrat environnemental ou, en dôautres mots, sur lôinterface entre le triptyque accès, conservation et développement des ressources. La recherche souligne toute la complexité du développement de lôécotourisme et lôimportance de la dimension politique dans cette forme de développement souvent considérée au dire de lôauteur comme une véritable panacée par les agences de développement international et national, mais qui, sous le regard attentif du chercheur et des résultats quôil a obtenus, doit être nuancé à la lumière de « *lôanalyse critique des pratiques et des discours qui lui sont associés* ». Il cherche à comprendre comment ces aires protégées modifient le régime dôaccès aux ressources suite à la mise en place dôune nouvelle réglementation foncière visant à encadrer les formes de mises en valeur du territoire. Évoquant la question des différentes approches que prend la conservation environnementale quant à lôaccès aux zones de conservation, allant de lôexclusion quasi-totale des populations locales à des degrés divers dôaccès aux forêts pour des activités de subsistance et la participation à lôélaboration même de ces projets, Jonathan Tardif conclut que, malgré le fait que ces projets soient considérés comme une réussite par de nombreux acteurs, « *ce succès sôappuie sur une image partielle et déformée de la réalité*», voire de véritables simulacres alors

quôil insiste sur le fait que les processus dôévaluation du projet ne tiennent pas compte de toute la complexité des processus à lôœuvre et répondent à des critères ne faisant pas consensus auprès des populations locales. Il ajoute que ces évaluations font trop souvent fi des impacts des changements économiques, sociaux et environnementaux plus complexes et qui ne sont pas pris en compte. De cette manière, « *bien que les aires protégées contribuent parfois aux objectifs de conservation et de développement en milieu rural, elles laissent souvent les communautés locales ainsi que les écosystèmes plus fragiles quôauparavant* ».

Tandis que les quatre contributions discutées précédemment traitent principalement dôenjeux liés aux ressources, à leur appropriation et aux modes de vie, les deux contributions qui suivent, tout en abordant les questions du développement et de la mobilisation collective centrent la discussion sur les rôles que jouent les femmes dans ces dynamiques.

Dans sa contribution, Cécile Collinge aborde la question de la souveraineté alimentaire et le rôle des terres appartenant aux femmes. Lôétude empirique traite de la région de Cochabamba en Bolivie où la population est majoritairement autochtone. Malgré des réformes agraires importantes au cours des dernières décennies, la présence de ressources naturelles significatives et une population plus ou moins nombreuse, la Bolivie est le pays le plus pauvre de lôAmérique du Sud. À travers une approche genre et développement, lôauteure montre que, dans le contexte dôun accès limité et précaire à la terre, les femmes contribuent de façon significative à lôautoconsommation et aux échanges locaux, à ceux de leur famille, de leur communauté et de leur région. À lôaide dôune série dôentretiens avec des paysannes, de lôélaboration de cartes mentales et dôobservations de la vie quotidienne, lôarticle trace un portrait des terres des femmes. Il décrit leur utilisation, tant pour lôagriculture que pour les échanges. Il analyse aussi la contribution des femmes dans lôalimentation des populations locales. La méthodologie repose sur des entretiens avec des paysannes, des cartes mentales et des observations. Lôarticle conclu que lôapport des paysannes à la souveraineté alimentaire nôest pas négligeable. Toutefois, il reste difficile de différencier les données sur les femmes de celles sur leur famille, surtout dans le cas des données qui concernent le type dôappropriation des terres et les aspects financiers. De fait, la pauvreté financière des femmes ne peut être dissociée de leurs pauvretés relationnelle, éducative et nutritive. Finalement, cette contribution souligne la porosité des frontières entre la ruralité et lôurbanité dans la mesure où plusieurs paysannes sont aussi des citadines. Les liens entre la ruralité et lôurbanité dans les activités des femmes favorisent la mise en place dôun réseau entre les terres des femmes et la souveraineté alimentaire.

Émilie Martinak, pour sa part, se penche sur la question de la mobilisation de ressources politiques et humaines. Son article examine le rôle des regroupements de femmes dans la lutte pour la survie en situation de conflit au Pérou. Il traite spécifiquement du rôle de ces regroupements populaires dans la lutte pour la paix, la dénonciation des violations des droits humains et la recherche des corps des victimes du conflit politique violent qui a sévi au Pérou dans les vingt dernières années. Tandis que 80% des disparus sont des hommes, les femmes andines ont su mettre en place des réponses collectives à la violence politique et elles sont devenues des actrices du changement social et politique. Après plusieurs actions collectives, dont les longues marches, elles ont vu le jour de la Commission de Vérité et Réconciliation (CVR). Aujourdôhui, malgré la fin du conflit, grâce à la politique du *Nunca más* (plus jamais) les femmes luttent pour préserver la mémoire du conflit. Elles ont mis en place diverses activités dôinformation et dôéducation sur ce passé violent.

Stratégies de développement communautaire à lôéchelle du bassin versant transfrontalier de lôUsumacinta (Mexique et Guatemala)

Jérôme Gandin
Département de géographie, Université Laval

Résumé

Cet article interroge la pertinence de la mobilisation des populations dans la protection de lôenvironnement et le développement local à lôéchelle dôun bassin versant transfrontalier. En sôintéressant à lô*alianza binacional de la cuenca del Usumacinta*, cet article propose une analyse contextuelle reposant sur les perceptions locales des changements environnementaux et les attentes des populations locales en matière de développement local. En utilisant des méthodes mixtes de recherche, associant analyses quantitatives et qualitatives, les résultats montrent que lôalliance binationale apparaît comme une véritable alternative aux approches traditionnelles de protection de lôenvironnement et de développement local.

Mots-clés

Bassin versant de lôUsumacinta, protection de lôenvironnement, développement local, initiative communautaire, peuples indigènes.

Introduction

Partagé entre le Mexique, le Guatemala et le Belize (Figure 1), le bassin transfrontalier de lôUsumacinta couvre une superficie de 73 076 km^2 (Kauffer, 2008), ce qui en fait le bassin le plus vaste dôAmérique centrale. Toutefois, le bassin versant de lôUsumacinta est davantage reconnu pour son importante richesse à la fois historique, naturelle et culturelle.

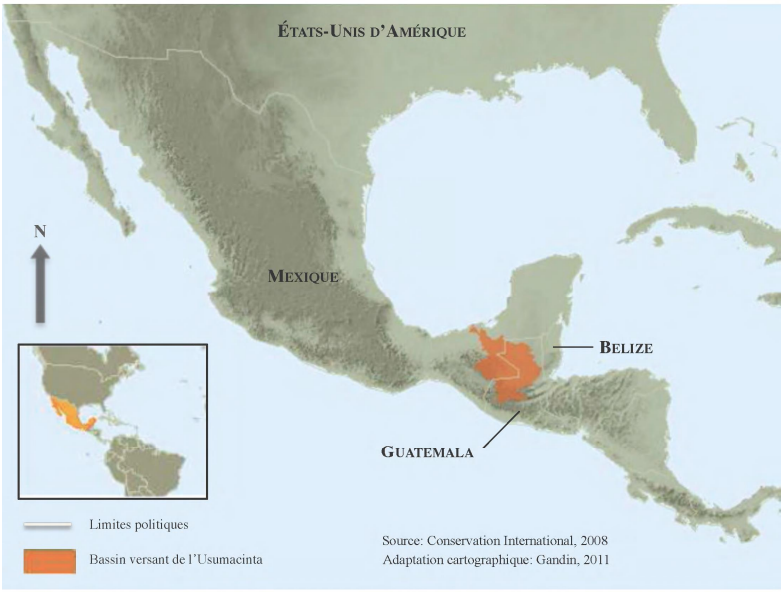


Figure 1: Localisation du bassin versant de lôUsumacinta

Longtemps délaissé par les gouvernements nationaux et considéré comme une périphérie (Kauffer, 2008), le bassin versant de lôUsumacinta est au cî ur depuis plusieurs décennies dôimportantes transformations, tant écologiques que sociales, économiques ou politiques. En raison de la richesse des ressources naturelles qui composent cet espace, le bassin de lôUsumacinta est en effet confronté à de fortes convoitises et suscite des enjeux géostratégiques à différentes échelles (March et Fernandez, 1998).

Cependant, les populations locales se situent en marge de ces processus de développement puisque la plupart dôentre elles vivent encore dans des zones isolées et marginalisées. De fait, la situation du bassin de lôUsumacinta est pour le moins paradoxale : les communautés locales figurent parmi les populations les plus pauvres dôAmérique centrale alors que les espaces occupés abritent une très grande richesse naturelle et de fortes potentialités de développement.

La richesse naturelle du bassin versant

Le bassin de lôUsumacinta se caractérise par une très grande richesse en ressources naturelles et par une diversité biologique parmi les plus élevées au monde (Hamann et Ankersen, 1996).

La « Forêt Maya » qui se situe au cî ur du bassin de lôUsumacinta constitue un habitat pour de nombreuses espèces de faune et flore (Cabrera et Cuc, 2002). De plus, on y recense aussi une multitude de lacs, lagunes, étangs et autres plans dôeau, comme les marais de la Laguna del Tigre dans la province guatémaltèque du Petén et ceux de Centla au Mexique, qui représentent deux zones humides reconnues mondialement pour leur importante biodiversité (Cabrera et Cuc, 2002).

En plus de la biodiversité, le bassin de lôUsumacinta peut également compter sur dôimportantes ressources naturelles, telles que le bois, le xate[1], le chicle[2], le gaz, des minerais ou encore le pétrole (March et Fernandez, 1998). Les ressources en eau du bassin de lôUsumacinta représentent pour leur part 30% des réserves dôeau douce totales du Mexique (Hamann et Ankersen, 1996).

Des terres convoitées et menacées, source de conflits

De telles caractéristiques géographiques et biophysiques font du bassin versant de lôUsumacinta un espace très important dôun point de vue géopolitique. Les intérêts divergents entre les acteurs et la pression croissante sur les ressources naturelles génèrent inévitablement des conflits (Cabrera, 2006). De fait, cette région est en effet lôenjeu de nombreuses revendications contradictoires, venant de différents groupes de paysans dépossédés de leurs terres, de communautés indigènes, de grandes entreprises dôexploration et dôexploitation des hydrocarbures, dôhydroélectricité, de tourisme, de bois, de plantes médicinales et dôautres essences végétales (Cabrera, 2006).

[1] Le xate est la feuille de trois espèces de palmier, à savoir le Chamaedorea ernesti-agustii, le Chamaedorea elegans et le Chamaedorea oblongata).

[2] La chicle est une gomme naturelle qui est traditionnellement utilisée pour faire des gommes à mâcher. Cette gomme est particulièrement présente dans les forêts de la région Mésoaméricaine.

Lœextraction pétrolière, initiée depuis plus de vingt ans, comme en témoignent les équipements pétroliers au Tabasco, au Campêche et au Petén, menace profondément lœéquilibre écologique du bassin versant (Cabrera et Cuc, 2002). La déforestation, aussi bien sous sa forme dœexploration (ouverture de routes et autres voies de communication) que sous sa forme dœexploitation, les technologies dœexploration (notamment, les technologies sismiques), la pollution des eaux, des sols et de lœair par les émissions de gaz et les autres activités, demeurent des enjeux environnementaux de première importance (Cabrera, 2006).

Cependant, il ne faut pas oublier lœimpact important de lœagriculture sur brûlis et les autres activités agricoles et sylvicoles pratiquées par les populations locales. Les tendances démographiques pèsent également lourdement sur la détérioration du bassin versant. Les indices dœaccroissement naturel et de natalité figurent parmi les plus élevés dœAmérique Latine et plusieurs problèmes comme le manque de terres, qui prévaut au Guatemala et au Mexique, les activités de contrebande de bois, de narcotrafiquants et les migrations, rendent difficile le contrôle de la protection de lœenvironnement (Cabrera, 2006).

La construction de plusieurs barrages hydroélectriques au Guatemala et au Mexique, les pressions démographiques qui sœexercent à travers les migrations, la croissance démographique ou encore la densité constituent autant dœautres facteurs qui mettent en péril lœécosystème du bassin versant tout entier (Hamann et Ankersen, 1996). Ces dynamiques viennent sœajouter à un contexte de crise politique et de conflits socioéconomiques. Paradoxalement, cœest dans cette région riche en matières premières et en ressources naturelles que sévissent les conditions de vie les plus difficiles (Hamann et Ankersen, 1996). Malgré cette grande richesse, plusieurs centaines de milliers dœhabitants, en particulier les communautés indigènes mayas, vivent encore dans des conditions de forte marginalité et de pauvreté.

À lœheure où les ressources naturelles, telles que lœeau, le bois, le pétrole ou encore les plantes médicinales suscitent lœintérêt croissant des grandes firmes internationales et que les réformes institutionnelles ne permettent pas une réelle participation publique, les communautés du bassin versant de lœUsumacinta sœengagent dans la gestion de lœenvironnement pour refuser la fatalité de leur déclin et défendre leur dignité aux yeux du monde entier.

Ces communautés perçoivent la protection de lœenvironnement comme une stratégie intéressante à la fois pour défendre leurs droits et pour adopter de nouvelles pratiques et activités afin de surmonter les difficiles réalités de leur quotidien et de préserver le patrimoine culturel et naturel du bassin de lœUsumacinta.

Méthodologie

Cet article vise à comprendre la mobilisation des communautés du bassin versant dans la gestion des ressources naturelles. Le caractère « local » de la gestion des ressources naturelles à travers la mobilisation des communautés constitue un progrès par rapport aux politiques dictées par les organisations internationales et/ou les États en quête de bénéfices économiques, politiques et stratégiques. Dans ce contexte socioculturel et politique, la place des populations locales dans la

pratique du développement durable trouve un cadre spatial pertinent, qui est rendu encore plus complexe par la mosaïque culturelle et ethnique de la région.

Lôétude de cas de plusieurs communautés vivant à proximité dôaires protégées, comme la réserve de biosphère Maya (Guatemala) et celle de Montes Azules (Mexique), est donc présentée ici afin de mieux comprendre les raisons, les formes et les effets de la mobilisation de ces communautés dans la protection environnementale. Par conséquent, le territoire de cette étude se limite plus précisément à la partie moyenne du bassin versant de lôUsumacinta, où les ressources naturelles de la forêt Maya, bien quôen partie protégées, offrent dôimportantes opportunités de développement.

En prenant lôexemple de lôalliance communautaire du bassin de lôUsumacinta, cette recherche vise à comprendre comment les populations se donnent les moyens de choisir ce qui peut contribuer à améliorer leur qualité de vie de manière autonome tout en préservant leur environnement. Dans le cadre de ce nouveau dispositif, elles expérimentent des formes localisées de régulation reflétant leurs besoins et leurs aspirations. En dôautres termes, cette étude nous amène à nous interroger sur la question suivante : Dans quelle mesure une alliance entre communautés locales permet-elle de contribuer à la protection environnementale et au développement économique et social dôun bassin versant transfrontalier ?

Dans le cadre de notre étude, nous avons mené une enquête ethnographique afin de comprendre les défis et les opportunités rencontrées par les communautés locales dans la conservation de la nature et le développement de la partie moyenne du bassin de lôUsumacinta. Étant donné que lôenquête ethnographique implique toujours un engagement personnel et de longue durée du chercheur, et donc une socialisation minimale par rapport au milieu enquêté (Havard Duclos, 2007), notre enquête repose sur trois séjours de terrain, totalisant une période de 9 mois.

Ces séjours avaient pour but de collecter des données de première main auprès des populations locales et des acteurs de la conservation et du développement. Le premier séjour, effectué en mai 2007, avait pour objectif de se familiariser avec le territoire dôétude et dôappréhender les réalités locales. Entre mai et septembre 2008, le deuxième séjour a permis de soumettre un questionnaire auprès de 510 personnes vivant dans onze communautés situées dans la partie moyenne du bassin de lôUsumacinta (trois au Mexique et huit au Guatemala). 61% des répondants sont des hommes et 39% sont des femmes. De plus, un répondant sur deux déclare faire partie dôun groupe ethnique indigène, dans le sens où il connaît et pratique une langue indigène. Compte tenu de la forte proportion de groupes ethniques indigènes, essentiellement maya, lôéchantillon est particulièrement représentatif du bassin de lôUsumacinta. Les populations indigènes représentent en effet plus de 22% dans lôétat mexicain du Chiapas (*Segretaria de Desarrollo Social del Estado de Chiapas*, 2003) et plus de 38% au Guatemala (*Instituto Nacional de Estadística de Guatemala*, 2006). Enfin, en termes dôéducation, la moitié des répondants a terminé lôécole primaire, 29% sont allés jusquôà la fin de lôécole secondaire et 8% ont étudié à lôuniversité.

A lôinverse, 12% des répondants affirment nôêtre jamais allés à lôécole. Ces données confirment la forte part dôanalphabétisme, qui touche particulièrement les adultes et les personnes âgées dans cette région. Indéniablement, lôanalphabétisme a été un des obstacles rencontrés lors de la collecte de données. Il a donc fallu mettre à profit les connaissances des enfants pour assurer la

lecture, la compréhension et le remplissage des réponses au questionnaire de manière efficace et fiable. Le troisième séjour, effectué entre janvier et mai 2009, a été consacré aux entrevues semi-dirigées afin dôapprofondir les résultats du questionnaire et recueillir le témoignage dôune quarantaine de paysans et agriculteurs en milieu rural ainsi que les points de vue dôune dizaine de professeurs, chercheurs et représentants dôorganismes de conservation de la nature et de développement.

En raison du peu dôinformations spécifiques liées à cet objet dôétude, cette recherche a suivi une démarche inductive. Parmi les multiples approches qui ont été formulées en écologie politique, nous avons retenu celle développée par Zimmerer et Bassett. Leur livre, « Political ecology : an integrated approach to geography and environment-development studies » publié en 2003, constitue en effet une avancée notable dans la compréhension des relations entre la société et la nature sous un angle géographique. Lôanalyse des interactions entre la société et lôenvironnement à différentes échelles et de manière interdisciplinaire constitue ainsi le cî ur de cette approche. Cet article privilégie donc une analyse multi scalaire et interdisciplinaire, dans le but dôamorcer une réflexion sur les qualités de la mobilisation communautaire en tant quôopportunité de développement local et de conservation de la nature.

Perception et mobilisation des communautés du bassin de lôUsumacinta dans la gestion des ressources naturelles

Pour comprendre ce qui motive les communautés à se mobiliser à lôéchelle du bassin transfrontalier de lôUsumacinta, il est indispensable dôexaminer les relations qui unissent les habitants et leur environnement. Lôanalyse des discours et des données récoltées sur le terrain fait ainsi ressortir un certain nombre dôinformations permettant dôétablir un portrait des communautés locales. Les résultats se concentrent principalement sur trois thèmes centraux, à savoir la perception de lôenvironnement, les attentes en matière de développement local et les motivations de la mobilisation des communautés locales dans le contexte du bassin transfrontalier de lôUsumacinta.

En raison de la forte présence de groupes ethniques indigènes, il existe une certaine sacralisation de la nature, qui implique des comportements respectueux et harmonieux. À la différence dôautres ethnies qui se réclament du mode de vie occidental et perdent progressivement leurs valeurs culturelles, les Lacandons[3] ont su garder jusquôà ce jour un mode de vie traditionnel et durable au cî ur de la forêt (Nations et Nigh, 1978). Dans leurs croyances, « quand un arbre tombe, côest une étoile qui disparaît dans le ciel ». Le savoir et les connaissances des peuples indigènes font lôobjet dôune grande attention de la part de la communauté scientifique étant donné quôils proposent une alternative aux techniques modernes dôagriculture mettant en péril les forêts tropicales humides (Schwartz, 1990).

Cependant, tous les peuples indigènes ne sont pas ou nôont pas toujours été respectueux de lôenvironnement. Dans le cas de la communauté indigène maya tzeltal, les pratiques agricoles ont

[3] Les Lacandons constituent un groupe ethnique appartenant à la famille des Mayas. Environ 700 Lacandons vivent aujourdôhui dans lôétat du Chiapas, au Sud-est du Mexique.

été délaissées au bénéfice de lôélevage suite à leur relocalisation dans la Selva Lacandona. Ce changement intervint au moment de lôattribution de terres ordonnée par le décret présidentiel de 1971 (Cabrera et Cuc, 2002). À la différence des deux autres communautés mayas qui ont été relocalisées suite à ce décret, en lôoccurrence les Lacandons et les Choles, les Tzeltales ont choisi de se tourner vers de nouvelles pratiques agricoles, notamment lôélevage. Originaires dôun milieu montagnard caractérisé par un écosystème de pinède, les Tzeltales se sont retrouvés dans un environnement totalement différent en sôinstallant au cî ur de la forêt humide de la selva maya. De fait, ils ont abandonné leurs pratiques adaptées à un écosystème montagnard de pinède pour se dédier à de nouvelles activités, au détriment parfois du maintien de lôéquilibre écologique. Depuis lôinstallation de ces communautés ainsi que de migrants venant dôautres États du Mexique, la déforestation sôest accélérée, causant la perte de plusieurs millions dôhectares de forêt. Le recul de la forêt liée aux incendies et à la déforestation est estimé à 571 093 hectares (Cabrera, 2006). Considérée comme un des poumons de la planète à lôinstar de lôAmazone, du bassin du Congo et de la forêt équatoriale en Indonésie, la forêt maya est victime dôune forte dégradation, au point que certains scientifiques parlaient déjà de disparition du paradis vert au début des années 1980 (Toledo, Núñez et Ferreira, 1983).

Les résultats de notre enquête montrent que les populations locales sôinquiètent globalement de la situation environnementale du bassin versant de lôUsumacinta. 29% des répondants pensent que la déforestation est le plus grand danger aujourdôhui dans le monde. La pollution, la pauvreté, les maladies et la guerre sont ensuite les réponses les plus citées avec respectivement 20%, 20%, 17% et 7% des répondants. Dôaprès les répondants, lôexploitation de bois, la déforestation et les incendies et feux de forêt sont considérées comme les trois plus grandes menaces pour le bassin de lôUsumacinta. Il est important de constater ici que les trois grandes menaces, ainsi que le plus grand danger cité par les répondants couvrent un aspect environnemental. Ces résultats traduisent le lien fort qui existe entre les populations locales, indigènes ou non, et lôenvironnement.

Ces processus rapides causent indéniablement dôimportants changements environnementaux, dont les principales victimes figurent avant tout parmi les populations qui vivent et sont dépendantes de leur milieu naturel. Bien quôil nôexiste aucune étude scientifique sur la déforestation et ses impacts a lôéchelle du bassin de lôUsumacinta, les profondes mutations causées par les activités anthropiques, notamment la déforestation, lôélevage, les incendies de forêt, sont perçues par les populations comme des menaces pour la durabilité de leur milieu de vie. Leurs témoignages soulignent en effet une évolution inquiétante des écosystèmes du bassin de lôUsumacinta.

Avec la diminution de la couverture forestière et le changement dôusage des sols, le bassin de lôUsumacinta connaît depuis quelques années des modifications en termes climatiques, hydrologiques et écologiques. Dôailleurs, certains de ces changements environnementaux suscitent des inquiétudes auprès des communautés locales, puisquôils ont des impacts dans leur vie quotidienne et même sur leur avenir. En effet, un répondant sur trois pense que son milieu de vie sera préservé dans vingt ans, alors que deux répondants sur trois envisagent le contraire. Ces résultats sont néanmoins à nuancer, car il nous a semblé durant notre séjour sur le terrain que les personnes interrogées avaient de la difficulté à se projeter dans lôavenir. La notion de temps, en lôoccurrence vingt ans, doit donc être considérée comme une variable subjective, appartenant à lôimaginaire et à la conscience de chaque individu. La preuve en est que les répondants, au

contraire, ont eu beaucoup plus de facilité et de spontanéité à réfléchir sur la situation présente. Les résultats entre la situation présente et la situation dans vingt ans apparaissent même dans des proportions semblables, mais inversées. 61% des répondants reconnaissent ainsi que la dégradation de lôenvironnement affecte leur quotidien, alors que 30% des répondants ne constatent aucune perturbation.

Ce chiffre élevé est à mettre en relation avec la part importante de personnes vivant de lôagriculture. En effet, dans le contexte du bassin transfrontalier de lôUsumacinta, lôagriculture de subsistance est la principale activité économique. Dôautres activités du secteur primaire, telles que lôélevage, la pêche, la sylviculture et les monocultures occupent une place non négligeable dans lôactivité économique du bassin. De fait, les populations locales sont à la fois dépendantes des ressources naturelles et vulnérables à la dégradation et aux changements environnementaux. Dans le cadre de notre recherche, 63.6% des répondants travaillent dans lôagriculture, 11% travaillent dans lôélevage, 9.8% dans le tourisme, 8.6% pour le commerce et 8.6% dans les transports pour ne citer que les principales activités économiques. Il arrive très fréquemment quôun agriculteur exerce au moins deux activités, comme lôélevage ou le tourisme, afin de subvenir à ses besoins et/ou à ceux de sa famille. Nous avons constaté ainsi quôun nombre croissant dôagriculteurs se tournent vers des activités du secteur secondaire ou tertiaire pour pouvoir faire face aux aléas climatiques causant la destruction partielle ou totale des cultures. Cependant, le manque dôemploi et dôalternatives aux activités du secteur primaire sôajoute à lôinsuffisance des aides gouvernementales et des programmes de développement.

Les attentes des populations locales en matière de développement local sont donc multiples et sôaccumulent à mesure que le temps passe. Pour 40.5% des répondants, lôagriculture est la principale potentialité de développement du bassin de lôUsumacinta. Le tourisme vient ensuite avec 26.5% des répondants. Quel que soit le secteur dôactivité, le gouvernement investit peu dans des projets de développement local, mais, comme le dit un membre de lôalliance, « si le gouvernement ne développe pas des projets pour les communautés côest tout simplement parce quôil nôa pas de moyens financiers. Il ne sôagit pas dôun manque dôintérêt ». Un fonctionnaire de la commission nationale des aires naturelles protégées du Mexique (CONANP) reconnaît que « la dégradation de lôenvironnement nôest pas liée à la pauvreté, mais aux politiques gouvernementales menées depuis les années 1970 ». Compte tenu de la grande richesse biologique de cet espace, la création dôaires protégées a été la principale solution apportée ces dernières décennies par les organismes internationaux et les gouvernements nationaux pour lutter contre la dégradation croissante de lôenvironnement causée par les activités anthropiques (Rodary, 2003). Les politiques environnementales se sont traduites principalement par une logique dôexclusion, dans la mesure où les populations qui vivaient à lôintérieur de ces aires protégées nouvellement délimitées nôont été ni informées ni consultées. Bien que les gouvernements aient récemment entrepris des réformes institutionnelles, visant à encourager la participation publique, ces populations demeurent exclues de tout processus de décision et de toute représentation au sein dôorganismes de gestion des ressources naturelles.

À lôinverse, les populations locales disent que la pauvreté est la cause même de la déforestation. « Nous, les pauvres, détruisons la forêt parce que nous nôavons rien dôautre que la terre pour pouvoir survivre », affirme un agriculteur. Les populations locales veulent en grande majorité protéger la nature, mais le manque dôemploi, les faibles revenus, la vulnérabilité face aux aléas

naturels, la dépendance de leur économie à lôagriculture de subsistance conditionnent leur situation de forte pauvreté. En conséquence, les populations locales nôont pas dôalternatives que de se tourner vers les ressources naturelles, comme le bois, pour subvenir à leurs besoins. Quoi quôil en soit, ces points de vue divergents traduisent la complexité des processus associés à la déforestation, et dans le contexte du bassin de lôUsumacinta.

Les populations locales sont davantage étonnées que des pays étrangers donnent des aides de plusieurs millions dôeuros aux gouvernements guatémaltèques et mexicains pour conserver la nature, mais que les communautés nôaient jamais reçu le moindre euro. Les paysans considèrent que les aides internationales sont interceptées par les ONG et que ces dernières ne servent que leurs intérêts particuliers. De manière quasi unanime, les paysans constatent que « les riches sont ceux qui détiennent le pouvoir. Ceux qui sôenrichissent sont donc les ONG parce quôelles absorbent les aides internationales pour financer leur bureau, leur personnel et leur voiture ». Un agriculteur déplore que « la forêt Maya nôest plus un paradis vert parce que la nature a tout simplement disparu. Côest seulement le paradis pour de nombreuses ONG, qui au nom de la conservation de la nature, absorbent les aides gouvernementales et internationales ». Un autre agriculteur pense que le manque de soutien des ONG aux communautés sôexplique par le fait que ces « organisations ont des projets très ciblés et définis en fonction dôintérêts politiques plutôt que sociaux ». De plus, les ONG comme les autres acteurs de la conservation de la nature « utilisent des termes techniques dont la population ne peut pas saisir le contenu ni le sens ». Bien quôil existe une myriade dôorganisations conversationnistes, le même constat est ressorti, quelles que soient la communauté rencontrée ou les personnes interrogées. Les populations locales ne bénéficient de lôaide et du support des ONG que dans des cas très rares et pour des raisons très spécifiques. Le manque de retombées économiques, la détérioration contenue de lôenvironnement et la communication défaillante avec les acteurs extérieurs renforcent, aussi bien au Mexique quôau Guatemala, ce sentiment dôabandon, déjà accentué par lôisolement géographique.

Dans ce contexte, certains paysans déclarent que les vraies personnes qui protègent la nature sont les communautés locales elles-mêmes. Puisque la majorité des répondants considèrent quôaucune politique gouvernementale ou aucune aide financière ou technique ne bénéficie aux communautés locales, les efforts de chaque paysan, villageois, agriculteur ou éleveur sont considérés comme les seules actions concrètes pour protéger lôenvironnement. Les personnes interrogées insistent sur le fait que ces efforts sont consentis de leur propre volonté, avec le peu de moyens dont elles disposent. Elles expliquent même que ces actions ont une dimension bien plus universelle que locale, comme en témoigne le discours dôun agriculteur : « il faut protéger la nature non pas seulement pour nous, mais pour toute la planète ».

Sôil est discutable de dire que les communautés sont réellement les seules à protéger concrètement lôenvironnement, nul doute quôelles sont les principales victimes de la dégradation environnementale. 45.8% des répondants pensent que les principales victimes de la dégradation de lôenvironnement sont les agriculteurs. Ce résultat devance deux autres victimes, à savoir « tous » et les éleveurs, avec respectivement, 41.5% et 17.5% de lôensemble des répondants. Par ailleurs, les communautés locales reconnaissent quôelles contribuent dans une forte mesure à la détérioration de lôenvironnement. Près de 40% des répondants pensent en effet que les responsables de la dégradation environnementale du bassin de lôUsumacinta sont les agriculteurs.

21% dôentre eux accusent le gouvernement, 14% pour les éleveurs et environ 10% pour les firmes multinationales.

Le gouvernement, même si 21% des répondants le considèrent comme responsable de la dégradation de lôenvironnement, est lôacteur en lequel 29.7% des répondants ont le plus confiance pour gérer les ressources naturelles. Ensuite, les agriculteurs, les organismes internationaux, les universités et les ONG sont les acteurs en lesquels les répondants font le plus confiance avec des valeurs respectives de 20.8%, 18.4%, 15% et 12.7%. De même, 30% des répondants considèrent que le gouvernement est lôacteur le plus compétent pour gérer les ressources naturelles et lutter contre la dégradation du bassin de lõUsumacinta. Par contre, les agriculteurs, bien quõils bénéficient dôune opinion favorable en termes de confiance, seulement 12.3% des répondants les considèrent comme compétents. À ce titre, on peut remarquer que les répondants se réfèrent davantage à un acteur extérieur, quõil soit au niveau national et/ou international, plutôt quôà leur communauté même. 75.8% dôentre eux considèrent que le gouvernement, les organismes internationaux, les ONG et les universités sont les acteurs les plus compétents, avec respectivement 30%, 22.7%, 12.6%, 10.5% des répondants. De fait, les compétences dans ce domaine se trouvent à lôextérieur de la communauté. Les agriculteurs (12.3%), les indigènes (2.5%), les ladinos (0.4%) et les éleveurs (0%) totalisent une valeur de 15.2% des répondants, les considérant comme compétents.

Après avoir présenté les perceptions et les attentes des communautés concernant le développement local et la protection de lôenvironnement, la prochaine section traite des conditions requises à la mise en place dôune dynamique locale de développement durable à lôéchelle dôun bassin versant. Pour comprendre en quoi lôalliance binationale du bassin de lõUsumacinta peut offrir une alternative aux programmes actuels, il convient dôexaminer la mobilisation des communautés et les projets bâtis ces dernières années en fonction de leurs propres besoins et leurs aspirations.

Lôalliance binationale du bassin de lõUsumacinta : véritable moteur dôun développement communautaire et dôune utilisation rationnelle des ressources naturelles ?

Face à la dégradation environnementale et au manque dôefficacité des politiques gouvernementales, plusieurs dizaines de communautés, tant du côté mexicain que guatémaltèque, ont décidé de se mobiliser pour la gestion des ressources naturelles du bassin de lõUsumacinta. À Sayaxche, au Guatemala, un accord a même été conclu entre plusieurs chefs de communautés le 10 novembre 2005, dans le but de mettre en î uvre un développement au bénéfice des populations locales tout en protégeant lôécosystème du bassin de lõUsumacinta. Notre recherche montre que 68% des répondants croient quôune alliance communautaire peut améliorer la situation socioéconomique des populations locales tout au sauvegardant le patrimoine culturel et naturel du bassin de lõUsumacinta. Toutefois, au-delà de son image et de sa notoriété, cette alliance nous interpelle davantage sur la portée dôune telle organisation à lôéchelle dôun bassin versant ayant pour caractéristique dôêtre transfrontalier. En dôautres termes, il convient de savoir

en quoi une alliance de communautés peut constituer un véritable moteur pour un développement local et une utilisation rationnelle des ressources naturelles ?

Les résultats de notre recherche nous livrent des éléments de réponses. Tout dôabord, il convient de définir cette alliance à travers la lecture des textes officiels. Dans ces derniers, cette alliance binationale se présente comme étant un rassemblement de communautés visant à promouvoir une coopération transfrontalière entre les régions qui composent le bassin moyen de lõUsumacinta, à savoir lôétat mexicain du Chiapas et la province guatémaltèque du Petén. Son principal objectif est de consolider le processus organisationnel des communautés situées dans le bassin, en promouvant un modèle de développement focalisé sur lôutilisation rationnelle et durable des ressources naturelles et du patrimoine culturel. Lôobjectif secondaire est une intégration économique de la région pour améliorer le niveau de vie de ses habitants et combattre la pauvreté. Ce processus de coopération communautaire binationale prend son origine dans le « Projet pour la gestion du bassin moyen du fleuve Usumacinta, entre le Guatemala et le Mexique », financé par lôAgence des États-Unis pour le développement international[4] et mis en application par « Defensores de la Naturaleza », organisation de la société civile basée au Guatemala et soutenue par la Fondation Kukulkán et lôONG. Pronatura. Plus précisément, les objectifs de cet accord visent à : 1) promouvoir la conservation des ressources naturelles de la partie moyenne du bassin, 2) identifier les principales menaces sur lôécosystème et ses causes, 3) établir des modèles de développement soutenable et 4) gérer la redistribution des fonds recueillis au bénéfice des communautés locales.

Les discours recueillis auprès de participants, de membres et de personnes extérieures à lôalliance apportent des informations supplémentaires concernant le rôle de cette organisation au sein du bassin de lõUsumacinta. Pour un des membres de lôalliance, la situation environnementale, sociale, économique et politique du bassin de lõUsumacinta est la même pour tous. « Nous sommes tous dans la même marmite » constate-t-il, avant dôajouter quô« en agissant de manière unie et solidaire entre toutes les communautés, il est possible de surmonter les problèmes ». De fait, lôaction de lôalliance ne se limite pas à une seule communauté, pas plus quôelle ne sôarrête à la frontière entre le Mexique et le Guatemala. « Les efforts doivent être consentis non pas par une seule ou une poignée de communautés, mais par chaque personne qui vit dans le bassin de lõUsumacinta. Il faut travailler tous ensemble et unis ».

En raison de la superficie du bassin et de la grande diversité culturelle, politique, sociale, économique ou encore écologique qui le caractérise, lôalliance tente dôapporter des solutions aux problèmes qui affectent lôensemble des populations. Selon les répondants de notre enquête, lôalliance doit centrer son action sur : 1) lôamélioration de lôinformation sur la protection de lôenvironnement et la gestion des ressources naturelles (pour 71,5% des répondants), 2) la mise en place dõune gestion intégrée des ressources en eau (pour 50,5% des répondants) et 3) lôamélioration des relations avec les acteurs de la protection de lôenvironnement (pour 42,3% des répondants). Ces attentes prioritaires des communautés confirment donc la mission même de lôalliance, qui est de faciliter le dialogue et lôéchange dôinformations entre les communautés, mais aussi et surtout avec les différentes institutions agissant dans la gestion des ressources naturelles.

[4] LôAgence des États-Unis pour le Développement International est plus connue sous lôappellation siglique U.S.A.I.D. (United States Agency for International Development)

Concrètement, lôalliance a î uvré dans les directions suivantes : 1) développer de multiples activités pour réduire les menaces et la vulnérabilité des populations locales face aux catastrophes naturelles; 2) favoriser la participation des populations locales à la gestion publique en matière de patrimoine naturel et culturel, en demandant aux autorités un contrôle et une surveillance accrus, pour éviter la déprédation de la nature, particulièrement importante dans les zones transfrontalières; 3) favoriser la participation des communautés pour faciliter le diagnostic, lôélaboration et la gestion de projets; 4) favoriser lôéducation environnementale et les programmes de protection environnementale; promouvoir des projets dôécotourisme.

Lôalliance ne souhaite pas apporter de lôaide aux communautés sans que celles-ci sôinforment, apprennent et se forment pour pouvoir être elles-mêmes capables dôaider une autre communauté ou tout simplement de se venir en aide à elle-même. Un membre de lôalliance rapproche cette idée à lôadage : ñIl ne sert à rien de donner des poissons aux communautés sans leur apprendre comment pécherò. Un autre membre renforce cette position en différenciant lôapproche de lôalliance de celle employée par les ONG et autres acteurs de la conservation de la nature et du développement local. « Il ne sert à rien dôinjecter des millions de dollars dans de grands projets de développement en assistant les populations si celles-ci ne sont pas capables de se valoriser et de prendre leur destinée en main ».

Cette forme de mobilisation communautaire a identifié certaines alternatives, dans les domaines politiques, juridiques, légaux, économiques, sociaux et environnementaux, et qui requièrent des efforts plus intégrés. Les alternatives proposées par cette alliance cherchent en effet à promouvoir des activités basées sur un modèle de développement qui prend en considération la vision propre et les besoins des communautés. Des auberges et restaurants écotouristiques, des services de taxi et de pirogues ou encore la vente de produits artisanaux ont été impulsés par lôalliance et parfois même subventionnées par des acteurs extérieurs, gouvernementaux ou autres.

Lorsque lôaccent est mis sur les limites de la mobilisation des communautés, certaines personnes nôhésitent pas à répondre que « le principal obstacle de la mobilisation est les communautés elles-mêmes, en raison de lôextrême pauvreté et des faibles moyens dont elles disposent ». 85% des répondants nôont par exemple jamais participé à une réunion sur le thème de la protection de lôenvironnement et de la gestion des ressources naturelles. Dôautres déplorent le manque dôattention du gouvernement et lôabsence dôune réelle politique de développement intégré à lôéchelle de la région, qui pourraient encourager lôalliance et la participation des communautés dans divers projets. Par ailleurs, 92% des répondants ne connaissent pas lôalliance binationale bien que le questionnaire ait été effectué dans les villages et communautés où des personnes ont participé à des activités de cette alliance. Lors des entrevues, les personnes interrogées nous ont dit pour la plupart quôelles avaient participé à quelques réunions, mais quôelles sôen souvenaient vaguement. Elles ont ajouté que des réunions dôinformation avaient été tenues suite aux réunions de lôalliance pour partager lôinformation et les connaissances avec les personnes restées au village. Toutefois, la circulation de lôinformation ne semble pas avoir été efficace au sein des communautés si bien que lôalliance ne connaît pas une notoriété remarquable.

Finalement, la mobilisation des communautés à travers lôexemple de cette alliance cherche à élever le niveau et la qualité de vie des habitants du bassin de lôUsumacinta, en développant des activités économiques compatibles avec la conservation du patrimoine naturel et culturel de la

région. Les résultats de notre enquête de terrain montrent que lôalliance binationale du bassin de lôUsumacinta a permis certaines avancées. Pour le président de lôalliance, « le principal succès de lôalliance est la création et la reconnaissance dôune base juridique ».

Lôalliance a réussi également à intervenir dans un espace binational en organisant des activités et en signant des accords de coopération entre les communautés et les autorités publiques locales. Ainsi, lôalliance sôest approprié un espace qui sur le plan politique et gouvernemental apparaissait jusquôalors vide, car il était et demeure encore marqué par lôabsence dôun organisme de gestion du bassin versant, une faiblesse de la coopération et des négociations entre Mexique et Guatemala et révélant au passage un problème de gouvernance en raison de lôisolement géographique notamment. Au-delà des limites et des réussites, côest le message et le discours que véhicule cette alliance qui est le plus important. Lorsquôil est entendu, lôalliance a le potentiel de contribuer à la prise en compte de la dégradation de lôenvironnement et de la nécessité de suivre des pratiques agricoles ou domestiques plus respectueuses de lôenvironnement.

Discussion : les conditions dôun développement communautaire à lôéchelle dôun bassin versant transfrontalier

À la lecture des résultats de notre enquête de terrain, nous avons démontré que les communautés se mobilisent autour des enjeux de développement local et lôutilisation rationnelle des ressources naturelles. En regroupant diverses structures et en organisant des activités de sensibilisation, de formation et dôéducation, lôalliance binationale du bassin de lôUsumacinta donne aux communautés les moyens de faire face aux problèmes de leur quotidien. Même si lôalliance existe de manière épisodique, en fonction des ressources financières et matérielles dont elle dispose, elle montre néanmoins des résultats statistiques significatifs qui dénotent une certaine efficacité de fonctionnement et une adhésion des communautés à ses valeurs et à sa mission. De fait, il est légitime de sôinterroger sur la capacité de cette alliance à influencer les politiques de développement et a fortiori, le concept de développement durable.

Globalement, la volonté de protéger la nature reste marquée par une « logique dôexclusion » qui, depuis le XIX^{e} siècle, a présidé à la création dôaires protégées (Rodary, 2003; Depraz, 2008). La création dôaires protégées est critiquable sur deux points de vue, au moins. Dôun côté, elles transfèrent, et donc accroît, la pression des activités humaines sur les autres territoires, qui ne sont pas eux-mêmes protégés. De lôautre, cette approche élitiste a le très grave défaut de ne pas prendre en compte les intérêts des populations qui, jusque-là, vivaient dans ces espaces dits « protégés ». Avec lôémergence de la société civile internationale, via lôavènement des nouvelles technologies dôinformation et de communication (N.T.I.C.) et la diversification des acteurs internationaux, un nouveau modèle de gouvernance environnementale se met en place à lôintérieur duquel les populations locales sont désormais considérées comme un acteur incontournable (Zimmerer, 2006). La mondialisation environnementale tend à redéfinir la pratique du développement durable, en prenant davantage en compte les populations locales dans les projets et la gestion des ressources naturelles (Zimmerer, 2006). Lôapproche plus globale qui sôesquisse depuis une trentaine dôannées sôappuie sur la notion de développement durable. Elle postule notamment que les questions environnementales doivent être lôaffaire de tous. La « conservation

intégrée » doit désormais concilier protection de la nature et développement local pour répondre aux objectifs du développement durable.

La notion de durabilité amène à s'intéresser aux deux courants qui polarisent le débat autour de la question de la conservation des ressources naturelles et du développement durable. D'un côté, la logique du *top-down* fait référence à la volonté d'un État pour appliquer les recommandations émanant des organisations internationales et des bailleurs de fonds afin de préserver leurs propres milieux naturels. Concrètement, les gouvernements entreprennent des réformes institutionnelles, pour encourager la participation publique et le partage de la responsabilité environnementale dans la pratique du développement durable. Cette logique passe donc d'un niveau d'analyse mondial ou national au local par l'intermédiaire de réformes et de politiques nationales. À l'inverse, la logique du *bottom-up* consacre une gestion des ressources naturelles par la base, qui prend en compte prioritairement les besoins des populations locales. En conséquence, les projets de conservation et de gestion communautaire des ressources naturelles s'inspirent des usages et des propositions des populations locales, contrairement à la logique du *top-down* qui n'implique pas nécessairement l'information et la consultation des populations dans l'élaboration et la mise en place de politiques environnementales.

Toutefois, les politiques de développement durable mises en place à l'aube du XXI^{e} siècle peuvent être légitimement discutées du fait de leur caractère contradictoire notable. Il existe en effet un double processus antagonique à l'heure actuelle. D'un côté, la globalisation néolibérale qui s'étend sur tous les continents et imbrique les économies à toutes les échelles, consacre l'apparition « d'un ordre global » dont les relations sociales sont pénétrées par la logique de la « valorisation du capital » (Altvater, 1998 ; Leff, 2004) voire de marchandisation de la nature. De l'autre côté, la « globalisation de la résistance » incarne une opposition systématique et croissante à la néolibéralisation en tant que projet politique, économique, et culturel (Ashman, 2004), mais elle manifeste également un mécontentement et une méfiance croissants à l'égard des acteurs traditionnels (Forero, 2006; Van Cott, 2005) et l'État (Nye, 1997). Pour certains auteurs, une réelle participation publique passe nécessairement par la prise en compte des choix des populations locales concernant leurs propres vies et leur propre futur (Cernea, 1998 ; Scoones et Thompson, 1999 ; Cling et al., 2002 ; Levy, 2002). La participation des populations locales dans la gestion des ressources naturelles intéresse d'autant plus les scientifiques qu'elle suscite une attention accrue de la part des décideurs et des politiciens ces dernières décennies en raison de la pression croissante de l'homme sur l'environnement et l'échec d'un grand nombre de politiques environnementales.

Le concept de développement durable basé sur des initiatives communautaires a rencontré des difficultés majeures dans sa mise en pratique. Il est montré que les fondements sur lesquels repose la gestion communautaire des ressources naturelles supposent une discussion plus approfondie sur ces conditions d'application. L'application sans précaution pourrait en effet provoquer des effets dévastateurs aussi bien pour les ressources que pour les populations (Ballet, 2007). L'échec de cette politique s'explique principalement par des raisons liées à la prise en compte des intérêts des populations locales de manière marginale (Hobley, 1992 ; Sarin, 1995), au détournement des retombées économiques et à l'identification des bénéficiaires (Pimbert et Pretty, 1995), au manque de critères pertinents pour évaluer la réussite de la durabilité des projets (Western et al., 1994) ainsi qu'à la durée trop courte des activités mises en place et du décalage

entre les savoirs locaux et lôexpertise technique apportée (Western et al., 1994). Lôéchec des politiques de développement durable est également lié à une pratique trop réductrice. En effet, il est indispensable dôintégrer les dimensions sociales et culturelles dans lôélaboration de projets de développement durable qui jusquôà maintenant englobent les seules dimensions écologiques, biologiques, politiques et économiques (Manuel-Navarette et al., 2006). Ces auteurs exhortent donc les praticiens du développement durable à un effort de contextualisation et dôintégration des connaissances locales, comme alternative aux logiques systématiques du « top-down » ou du « bottom-up ».

En prenant position sur le fait que la gestion des ressources naturelles ne reflète pas seulement une mondialisation « par le haut », mais également une alchimie des croyances, des valeurs, des usages impulsés « par le bas », cette recherche espère contribuer au renforcement dôune science interdisciplinaire de la conservation, caractérisée par « une compréhension sophistiquée des interactions socioécologiques » (Berkes, 2004). Lôintégration de nouvelles dimensions, notamment culturelle, et la contextualisation apparaissent comme des clés de voûte pour les politiques de développement durable présentes et à venir. La conceptualisation actuelle du développement durable avec ses trois piliers (efficacité économique, solidarité sociale, responsabilité écologique) nôa décidément pas pris en compte le culturel comme clé du développement. « Le culturel nôa pas sa place. On ne reconnaît pas le fait que le développement durable nôest pas seulement entravé par les effets de lôinteraction entre environnement et économie, mais aussi par les interactions systématiques entre environnement et culture, et entre économie et culture » (Esoh, 2004). Dôune manière générale, il nôy a pas « une prise en compte systématique de la diversité culturelle et de lôinterculturel à tous les niveaux dôintervention des politiques de développement » (Esoh, 2004). Par conséquent, le concept de développement durable ne peut se rattacher à un modèle de pensée unique, comme lôont souvent supposé les planificateurs de projets. Les acteurs de la conservation transposent de manière systématique les projets dôune région à lôautre bien que les réalités locales, déjà complexes, varient considérablement. Bien plus quôun simple cas particulier, cet article appelle à dresser des comparaisons avec dôautres bassins transfrontaliers et dôautres régions du monde.

Dans la mesure où la pratique du développement se doit de dépasser la vision dôun modèle unique et uniformisé et ne peut se transposer dôune région à une autre, sans tenir compte des spécificités du contexte local, lôétude de cas de la gestion des ressources naturelles du bassin versant de lôUsumacinta apporte de nouvelles connaissances à la fois théoriques et scientifiques en matière de gestion intégrée par bassin versant et de conservation de la nature. Un des manques dans lôétude des bassins versants est justement lôabsence dôune analyse, à différentes échelles, des interactions agissant au sein de cette unité géographique (Pacheco-Vega, 2007). Cette étude privilégie lôinterdisciplinarité pour approfondir la notion de durabilité, qui cherche à comprendre le caractère fondamental des interactions entre la nature et la société et à préserver ces interactions dans des trajectoires plus durables » (Kates et al. 2001).

Conclusion

Cet article montre que les communautés du bassin versant de lôUsumacinta perçoivent la protection de lôenvironnement comme une stratégie intéressante à la fois pour défendre leurs droits et pour adopter de nouvelles pratiques environnementales. Malgré les fortes potentialités de développement, les tendances démographiques, lôinstabilité politique, les conditions socioéconomiques et le manque de moyens des gouvernements dessinent un panorama plutôt inquiétant en ce qui concerne la durabilité du bassin versant de lôUsumacinta. Préoccupées par la situation et délaissées des projets de développement, les communautés ont choisi de sôorganiser et de mettre en place des activités afin de surmonter les problèmes de santé, dôalimentation, dôhygiène et dôéducation auxquels elles font face quotidiennement. Lôalliance binationale du bassin de lôUsumacinta ne peut résoudre toute seule les problèmes environnementaux de cette région. Néanmoins, elle illustre lôimportance de reconnaître que lôutilisation et la gestion des ressources naturelles sont des questions complexes et ne peuvent se réduire à des résultats simplistes de recherches monodisciplinaires. Une analyse pluridisciplinaire, basée sur des sources multiples dôinformation, doit constituer la première étape à suivre pour identifier des solutions aux problèmes liés à la gestion des ressources naturelles (Buch-Hansen et. al., 2006). En dépit des faibles moyens économiques et techniques dont elle dispose, elle a réussi à rassembler les organisations communautaires et trouver des alternatives au bénéfice des populations et de lôéquilibre écologique du bassin de lôUsumacinta.

En agissant à lôéchelle dôun bassin transfrontalier, lôalliance démontre toute lôimportance dôintégrer les communautés locales dans la formulation et lôexécution des politiques, ainsi que la nécessité de tenir compte des particularismes géographiques, sociaux, économiques, politiques ou encore culturels inhérents au contexte de cet espace. Désormais, il est primordial de reconsidérer les politiques de développement et de conservation de la nature, car les approches traditionnelles de la conservation de la nature ne peuvent plus répondre aux défis actuels et futurs. Il est nécessaire dôapprofondir la réflexion autour du concept de développement durable et de privilégier des approches intégrant plus de disciplines et de dimensions.

Bibliographie

Altvater, E. (1998) « Global Order and Nature ». In R. Keil, D. B. J. Bell, P. Penz & L. Fawcett (Eds.) Political Ecology. Global and Local (pp. 19-45), London : Routledge

Ashman, S. (2004) Resistance to Neoliberal Globalisation: A Case of ôMilitant Particularismô? Politics, 24(2), 143-153.

Ballet, J. (2007) La gestion en commun des ressources naturelles, une perspective critique, dossier n°2, Développement durable et territoires.

Berkes, F. (2004) Rethinking community-based conservation, Conservation Biology, Blackwell Publishing, Volume 18, Numéro 3, Juin 2004, pp. 621-630(10)

Buch-Hansen, M. et. al. (2006) Rethinking Natural Resource Management in Thailand, Journal of Political Ecology, Volume 13, http://jpe.library.arizona.edu/volume_13/hansen.pdf

Carebra, J. (2006) Diagnostico general y participación comunitaria en la cuenca internacional del rió Usumacinta (Guatemala-Mexico), [En ligne] URL : http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=974368. Consulté le 16 mai 2008.

Cabrera. J. et Cuc, P. (2002) Ambiente, conflicto y cooperación en la cuenca del rió Usumacinta, FUNPADEM, Proyecto conflicto y cooperación ambiental en cuencas internacionales centroamericanas, San José (Costa Rica) 44 pages.

Cernea, M. (1998) La dimension humaine dans les projets de développement, les variables sociologiques et culturelles, Paris, Karthala.

Cling, J.-P., M. Razafindrakoto et F. Roubaud (dir.) (2002), Les Nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, Paris, DIAL-Economica.

Depraz, S. 2008) Géographie des espaces naturels protégés Genèse, Principe et enjeux territoriaux. Armand Colin, 320 pages.

Esoh E. (2004) Interculturaliser le développement durable, in actes du colloque Développement durable : Leçons et perspectives, (Université de Ouagadougou, 4- 6 juin 2004), Agence Universitaire de la Francophonie, Agence Intergouvernementale de la Francophonie, Tome 1, pp 71-80.

Forero, J. (2006) Latin Americaôs populist shift, the New York Times, 20 avril 2006

Hamann, R. et Ankersen, T.T. (1996) The Usumacinta river, Building a Framework for Cooperation between Mexico and Guatemala, article soumis lors de la table ronde tenue à San Cristobal de Las Casas (Mexico), les 25 et 26 juillet 1996.

Havard Duclos, B. (2007) Les coûts subjectifs de lôenquête ethnographique, SociologieS, Transferts, Dilemmes éthiques et enjeux scientifiques dans lôenquête de terrain, [En ligne] URL : http://sociologies.revues.org/index182.html. Consulté le 25 septembre 2009.

Hobley, M. (1992) Policy, rights and local forest management: the case of Himachal Pradesh, India, Rural Development Forestry Network Paper, n°13b, London: ODI

Kates, R.W., Clark, W. C., Corell, R., Hall, J.M. et al. (2001) Sustainability Science, Science, Vol. 292, pp. 641ï 642

Kauffer, E. (2008) Transboundary river basins in Southern Mexico: water issues and constraints in international relations, article soumis lors du 13e congrès mondial de lôeau, Montpellier (France)

Leff, E. (2004) Saber Ambiental: sustentabilidad, racionalidad, complejidad, poder (4th ed.), Mexico City: Siglo XXI Editores.

Lévy, M. (dir.) (2002) Comment réduire pauvreté et inégalités. Pour une méthodologie des politiques publiques, Paris, IRD-Karthala.

Manuel-Navarette, D., Slocombe, S. et Mitchell, B. (2006) Science for Place-based Socioecological Management : Lessons from the Maya Forest, Ecology and Society n°11.

March, I.J. et Fernandez, J.C. (1998) La Gran Cuenca del Usumacinta: Una Contradicción regional, Présentation lors du XX Coloquio de Antropología e Historia Regionales, ñAgua Medio Ambiente y Desarrollo en Méxicoò, El Colegio de la Frontera Sur, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México.

Nations, J.D. et Nigh, R.B. (1978) Cattle, Cash, Food and Forest: The Destruction of the American Tropics and the Lacandon Maya : Alternative, Culture and Agriculture, Bulletin of the Anthropological Study Group on Agrarian Systems, N°6, Departement of Anthropology, University of California-Davis.

Nye, J. S. (1997) In Government We Donôt Trust, Foreign Policy, 108 (99-111).

Pimbert, M. et Pretty, J. (1995) Parks, people and professionals: putting ñparticipationò into protected area management, UNRISD Discussion Paper n°57

Rodary, E., Castellanet, C. et Rossi, G. (2003) Conservation de la nature et développement : lôintégration impossible ?, Gret Karthala, Paris, 308 pages.

Sarin, M. (1995) Regenerating indiaôs forests: reconciling gender equity with joint forest management, IDS Bulletin 26 (1): 83-91

Schwartz, N. (1990) A social history of Petén, Forest Society, Guatemala, 367 pages.

Scoones, I. et Thompson, J. (1999) La reconnaissance du savoir rural : savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation, Paris, Karthala

Toledo, A., Núñez, A. et Ferreira, H. (1983) Cómo destruir el paraíso: El desastre ecológico del sureste / How to destroy the paradise: The southestern ecologic disaster, Océano, México, D.F, 151 pages.

Van Cott, D.L. (2005) From movements to parties in Latin America: the evolution of ethnic Politic, New York: Cambridge University Press

Western, D. Wright, M. et Strum, S. (eds) (1994) Natural connections: perspectives in community-based conservation, Washington DC: Island Press.

Zimmerer, K.S. et Bassett, T.J. (2003) Political ecology: an integrated approach to geography and environment-development studies, Development Studies, Guilford, New York, 310 pages.

Zimmerer, K.S. (2006) Globalization and new geographies of conservation, University of Chicago Press, 400 pages.

Mouvements sociaux urbains et méga-événements sportifs à Rio de Janeiro : une lutte pour le droit à la ville

Mathieu Labrie
Doctorant en études urbaines, Institut national de la recherche scientifique et
Centre urbanisation culture société

Résumé

À lôaire de la métropolisation où la compétition inter-urbaine pousse les villes à développer des « stratégies proactives et entrepreneuriales », lôorganisation de méga-événements sportifs se présente comme une opportunité de développement urbain sans pareil. Pour des pays en transition, ce type dôévénement est également perçu comme une chance de briller aux yeux de la communauté internationale. Côest sur cette stratégie de développement urbain quôont misé les acteurs politiques et économiques de Rio de Janeiro au Brésil. En effet, pour tenter de redynamiser lôéconomie locale, la *Ville merveilleuse* accueillera tour à tour la Coupe du monde de soccer (2014) et les Jeux olympiques (2016). Des investissements publics de plus de 60 milliards US$ seront nécessaires pour transformer la ville aux standards de la FIFA et du CIO. Dans un pays où les inégalités socio-économiques battent des records, lôopposition au projet est criante. Inspiré de lôapproche par structure dôopportunité politique et du droit à la ville dôHenri Lefebvre, cet article porte sur la relation entre le régime de gouvernance particulier aux méga-événements sportifs et les actions collectives mises de lôavant par les mouvements urbains à Rio de Janeiro. Les données et les résultats présentés sont le fruit dôun terrain de recherche réalisé à Rio de Janeiro en 2011 dans le cadre de notre maîtrise en études urbaines où nous avons suivi, par le biais de lôobservation participante, le *Comité Popular da Copa- RJ* dans leur quête de justice sociale et du droit à la ville.

Introduction

Le début des années 1970 est marqué par une accélération et un accroissement des échanges économiques sur la planète. Cette transformation du système capitaliste correspond à la fin du système dôaccumulation fordiste, apparu après la Deuxième Guerre mondiale, et au début de la mondialisation économique[5]. Dans ce contexte, le rôle de lôÉtat dans lôéconomie nationale sôest transformé et les politiques macro-économiques, traditionnellement orientées vers la régulation dôun marché national, sont devenues peu efficaces pour réguler un espace économique de plus en

[5] Jessop, Bob. « Globalisation, Cities and the Global Economy». Chap. in *Urban Movements in a Globalising World*, p. 81-100. Londres: Routledge, 2000.

plus ouvert et mondialisé[6]. Cette période d'instabilité macro-économique marque également d'importantes crises et une remise en question du système politique keynésien de l'État providence. Cette conjoncture s'est alors montrée favorable à l'émergence des valeurs néolibérales comme stratégie de relance de l'économie[7].

Avec cette mutation de la réalité économique, nous observons d'importantes transformations dans l'espace politique et socio-économique. Ces transformations se font au profit des métropoles qui deviennent alors les lieux centraux d'accumulation de richesse[8], « [...] plus que jamais, la force d'un pays est dans ses métropoles »[9]. Ces nouvelles stratégies de développement urbain sont mises en avant pour favoriser les investissements étrangers et améliorer le statut de la ville dans des compétitions internationales, ce qui modifie le rôle des gouvernements urbains. Ceux-ci, par la transformation des moyens et des finalités de leur gestion, passe d'un modèle « managérial » à « entrepreneurial », c'est-à-dire, basé sur les pratiques de l'entreprise privée[10]. Ainsi, une plus grande place est réservée aux secteurs privés et à la société civile dans la gestion du bien public diminuant ainsi le rôle et les responsabilités de l'État. Ce véritable changement de paradigme dans la gestion publique est appuyé par de grands organismes internationaux qui, comme l'OCDE, font la promotion de la gouvernance et des partenariats publics privés (PPP) dans la réalisation de grands projets urbains (OCDE, 2010).

Les méga-événements comme stratégie de développement

Les transformations de la ville contemporaine associées à la métropolisation ont favorisé une augmentation de la valorisation et du désir pour certaines élites nationales d'accueillir des méga-événements sportifs comme les Jeux olympiques ou la Coupe du Monde de soccer[11]. Ce désir est motivé par la visibilité sur la scène internationale et le développement accéléré qui sont créés par l'accueil de tels événements. De plus, la venue de ces compétitions internationales est une opportunité pour des pays en transition de changer leur image aux yeux de la communauté internationale[12].

Le processus de réalisation des méga-événements sportifs internationaux correspond en tous points aux valeurs et politiques néolibérales de gestion présentées précédemment. Gaffney (2010)

---

[6] Brenner, Neil et Nick Theodore. « Cities and the Geographies of Actually Existing Neoliberalisation ». *Antipode*, vol. 34, no. 3, p.349-378, 2002.

[7] Peck, Jamie et Adam Tickell. « Neoliberalizing Space ». *Antipode*, vol. 34, no. 3, p. 380-404, 2002.

[8] Jessop, Bob. « Globalisation, Cities and the Global Economy». Chap. in *Urban Movements in a Globalising World*, p. 81-100. Londres: Routledge, 2000.

[9] Manzagol, Claude et Chistopher R. Bryant. *Montréal 2001 Visages et défis d'une métropole*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, p. 4.

[10] Harvey, David. « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation in urban governance in late capitalism ». Chap. in *Spaces of capital: Towards a critical geography*, New York: Routledge, 2001, p. 345-368.

[11] Andranovich, Greg et al. « Olympic cities: lessons learned from Mega-Event Politics ». *Journal of Urban Affairs*, vol. 23, no. 2, 2001, p. 113-131.

[12] Broudehoux, Anne-Marie. « Civilizing Beijing : Social beautification, civility, and citizenship at the 2008 Olympics ». Chap. in *The Olympics, Mega-events and Civil Societies: Globalization, Environment, Resistance*. London: Macmillan, 2011.

affirme que ces méga-événements internationaux imposent *a neoliberal shock doctrine,* car leur mise sur pied est accompagnée dôune réorganisation majeure de lôespace urbain et dôune concentration du capital public dans des intérêts privés. Cette réorganisation est caractérisée par la place importante quôoccupent des acteurs non gouvernementaux dans le processus décisionnel des différentes facettes de lôorganisation de lôévénement ce qui met en place un régime de gouvernance particulier. Des chercheurs comme Gaffney (2010) et Gusmao de Oliveira (2011) parlent de « gouvernance extra-légale » et dôautres comme Hayes et Kamarichas (2011), Forster (2006) et Chappelet (1991) de « gouvernance globale ». De façon sommaire, ces différentes appellations désignent la prise en charge de différents secteurs économiques et politiques traditionnellement réservés à lôÉtat, par des organismes sportifs internationaux (FIFA, COI) et de grandes corporations pendant la préparation et le déroulement de lôévénement. Cette nouvelle structure de gouvernance permet la réalisation des projets dôinfrastructure nécessaire à la réalisation des événements par la mise en place de plusieurs mécanismes légaux et économiques de dérégulation qui contournent le cadre institutionnel et légal en place[13]. Les termes et les conditions de ces projets sont donc planifiés et négociés par les organismes internationaux et les acteurs du secteur privé par le biais de concours internationaux. Dans ce contexte, la théorie et la pratique du développement urbain sont mises de côté pour satisfaire les lois du marché et les standards des grandes organisations internationales[14].

Cette production de la ville spectacle, soumise aux forces homogénéisatrices dôune conception néolibérale et moderne de lôurbanité, est créatrice de fractures socio-spatiales et économiques à lôintérieur de la ville[15]. La création dôespaces «exclusifs» alors réservés aux classes sociales privilégiées, aux dépens des moins fortunés, met en évidence lôabsence de démocratie et lôhégémonie du capital dans le processus urbanistique[16].

Des jeux pour qui?

Comme lôont noté plusieurs chercheurs, lôémergence de mouvements de résistance aux méga-événements sportifs ne date pas dôhier. Suite à notre revue de la littérature, il apparaît que le premier mouvement ouvertement opposé à la tenue dôun événement sportif dôampleur internationale est le « Citizens for Coloradoôs future », un regroupement citoyen qui sôest opposé aux JO de 1976 à Denver. Les seuls JO dôailleurs, à avoir été relocalisés suite à sa nomination comme ville hôte, par un exercice de référendum populaire[17]. Ceci dit, comme le dénote Lenskyj (2008), la résistance aux méga-événements sportifs sôest amplifiée dans les villes candidates et hôtes parallèlement aux mouvements altermondialistes. Côest ce qui explique en partie, pourquoi

[13] Vainer, Carlos. *Cidade de Exceçao: Reflexoes a Partir do Rio de Janeiro.* Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2010.

[14] Gusmao de Oliveira, Nelma. La ville de Rio de Janeiro et la conquête du rêve olympique: une trajectoire trans-échelle. Centre dôétudes et de recherches sur le Brésil, UQAM, 2011

[15] Broudehoux, Anne-Marie. « The Social and Spatial Impacts of Olympic Image Construction: The case of Beijing 2008». Chap. in *A Handbook of Olympic Studies*. London : Palgrave Macmillan, 2011a.

[16] Harvey, David. Le capitalisme contre le droit à la ville néoliberalisme, urbanisation, résistance. Paris: Éditions Amsterdam, 2011.

[17] Essex, Stephen et Brian Chalkley. « Mega-sporting Events in Urban and Regional Policy: a History of the Winter Olympics ». *Planning Perspectives,* vol. 19, no 2, 2004, p. 201-232.

la grande majorité des documents consultés traite dôévénements sôétant réalisés après les années 2000, par exemple; les cas de Sydney 2000, Turin 2006 et Vancouver 2010[18]. À lôexception de quelques textes qui abordent la Coupe de 2010 en Afrique du Sud[19], les recherches sur les mouvements urbains sôopposant aux Coupes du monde de soccer restent rares et peu étoffées.

Les travaux répertoriés portent principalement sur les processus organisationnels des mouvements de résistance et sur les enjeux de leur lutte. Dans lôensemble des travaux, on décrit les mouvements comme ponctuels, à portée locale, voire nationale et non soutenue dans le temps. Dans un texte traitant de la résistance au JO de Vancouver 2010, Boykoff affirme que: « *In fact, it might be more accurate to call anti-Olympic resistance an «event coalition» since the activism is barely sustained trough time and from site to site* »[20]. Bien entendu que les caractéristiques inhérentes à lôorganisation et la mobilisation varient selon les cas. Pour les JO de Turin 2006 par exemple, plusieurs organisations et associations vouées à différentes causes et actives à des échelles politiques différentes se sont mobilisées[21]. Pour en nommer quelques une; *Greenpeace*, Amnistie Internationale, des organisations nationales comme *Lilliput Network* et *Greens Group* et des regroupements citoyens comme *Nolimpiadi Committee*. Les différentes formes que prennent les mobilisations sont variables selon plusieurs facteurs endogènes et exogènes qui selon lôapproche de la mobilisation des ressources, sôinséreraient dans les trois dimensions suivantes: le degré dôorganisation interne, les éléments structuraux des collectivités et le contexte politique[22].

Malgré le caractère ponctuel de ces mobilisations évoqué précédemment par Boykoff, nous avons tendance à croire que les mouvements démontrent une certaine pérennité. Tel quôaffirmé par Dansero *et al*. (2011) dans un article traitant des JO de Turin 2006, les mouvements des différentes villes hôtes ou candidates échangent entre eux par le biais de réseaux qui échappe aux cadres politiques et économiques formels. Ils donnent lôexemple des villes de Cape Town 2004, Berlin 2000, Atlanta 1996 et Barcelone 1992. Selon nous, ces échanges participent à la création dôun réseau international de résistance. Ce qui nous laisse croire que même si les activités de mobilisation se concentrent dans les villes hôtes ou candidates elles sont soutenues sur des périodes dépassant lôorganisation des événements.

[18] Dansero, Egidio et al. « Olympic Games, Conflicts and Social Movements: The Case of Torino 2006 ». Chap. in *The Olympics, Mega-events and Civil Societies: Globalization, Environment, Resistance*, p. 195-218. London: Pelgrave Macmillan; Lenskyj, Helen. *The best olympics ever? Social impacts of Sydney 2000.* Albany : SUNY Press, 2002, 262 p.; Shaw, Christopher. *Five Ring Circus, Myths and Realities of the Olympic Games.* Gabriola Island : New society, 2008, 320 p.

[19] Roult, Romain. « Quand la ville se fait belle pour accueillir la Coupe du monde de football ». Chap. in *Géopolitique de la coupe du monde de football 2010 : enjeux de pouvoir et rivalités sportives autour dôun méga-événement.* Montréal: Éditions du Septentrion ï Série Geopolitique, 2010.

[20] Boykoff, Jules. « The Anti-olympics ». *New Left Review,* no 67, 2011, p. 46.

[21] Dansero, Egidio et al. *Op.cit*

[22] Chazel, François. « Mobilisation des ressources ». Chap. in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 364-370. Paris: Presses de Sciences Po, 2009.

Les enjeux de la mobilisation

Les travaux portant sur la résistance aux méga-événements sportifs mettent en évidence le caractère répétitif des enjeux des luttes dans des contextes politiques et géographiques différents. Afin dôéviter de faire une liste exhaustive des enjeux, nous avons dénoté des catégories principales soit; les problèmes liés à lôaccès au logement et à la propriété pour les populations locales (incluant les expropriations et lôembourgeoisement), lôatteinte des libertés civiles et des droits de lôhomme, la criminalisation de la pauvreté, la dégradation de lôenvironnement, la concentration de fonds publics dans des intérêts privés et les droits des travailleurs[23]. La place et la priorité que prend chacun des enjeux dans la lutte dépendent de la nature et de lôampleur du projet de la ville hôte. À Vancouver en 2010, par exemple, la lutte environnementale autour de la construction du *Sea-to-Sky Highway* dans le secteur *Eagleridge Bluffs* fut une des plus importantes, du moins au point de vue médiatique, dans la phase de préparation des JO. En Afrique du Sud, la question des fonds publics concentrés dans des installations sportives a pris plus de place.

Lôapproche du processus politique

Nous utilisons, dans cet article, lôapproche dite du processus politique (*political process*) comme cadre théorique[24].Cette approche, acceptée dans la théorie des nouveaux mouvements sociaux, vise lôanalyse des mouvements sociaux selon leur contexte dôémergence (figure #1). En bref, on suppose que lôémergence des mouvements sociaux se fait (ou ne se fait pas) selon une analyse des opportunités politiques et des contraintes perceptibles par les agents qui jugent que leur situation sociale pourrait être transformée par lôaction collective.

> *By the concept of political opportunity, I mean consistent ï but not necessarily formal or permanent ï dimensions of the political environment that provide incentives for collective action by affecting peopleôs expectations for success of failure. By political constraints, I mean factors ï like repression, but also like authorities capacity to present a solid front to insurgents ï that discourage contention.*[25]

Elle se distingue des précédentes parce quôelle se concentre sur des facteurs externes au mouvement. Contrairement à lôapproche par la mobilisation des ressources popularisée dans les années 1950 par des chercheurs comme McCarthy, Zald, Ash et Obershall, qui se concentre sur des facteurs internes à la mobilisation pour expliquer lôémergence des mouvements sociaux[26].

---

[23] Lenskyj, Helen. *The best olympics ever? Social impacts of Sydney 2000.* Albany : SUNY Press, 2002, 262 p.; Preuss, Holger. « Problematizing Arguments of the Opponents of Olympic Games ». Chap. in *Global and Cultural Critique: Problematizing the Olympic Games*, p. 197-218. London & Ontario: International Center for Olympic Studies, 1998.; Shaw, Christopher. *Five Ring Circus, Myths and Realities of the Olympic Games.* Gabriola Island : New society, 2008, 320 p.

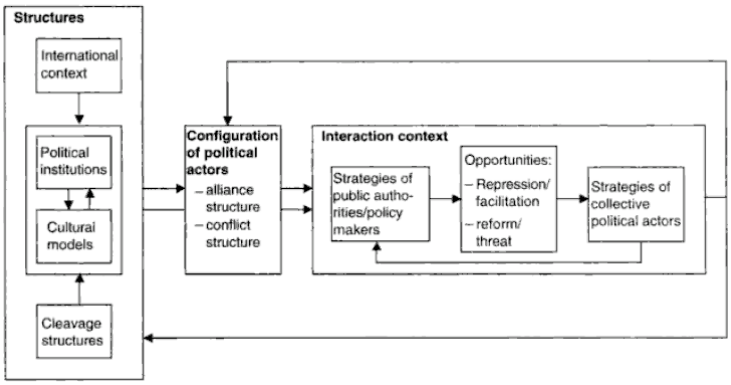
[24] McAdam, Doug. Political Process and the development of Black Insurgency, 1930-1970. Chicago : The University of Chicago Press, 1982.

[25] Tarrow, Sydney. *Power in Movement Social Movements and Contentious Politics.* New York: Cambridge University Press, 1998.

[26] Crossley, Nick. *Making Sense of Social Movments.* Buckingham : Open University Press.

Au centre de cette approche, on retrouve le concept de structure dôopportunité politique, qui fait référence à la structure et à lôorganisation des différentes échelles de pouvoir politique dans un lieu donné. « Political opportunity structures influence the choice of protest strategies and the impact of social movements on their environment »[27]. Elle peut être caractérisée comme ouverte ou fermée selon la facilité quôont les mouvements sociaux à interagir avec le système politique en place. Lôanalyse de la structure dôopportunité politique passe principalement par la caractérisation des institutions politiques formelles en place et du modèle culturel.

Figure 1 : Cadre conceptuel pour lôanalyse du contexte politique[28]



La caractérisation des institutions politiques formelles en place est possible par lôévaluation de plusieurs indicateurs tels que le degré de centralisation, le type de système électoral, lôaccessibilité institutionnelle et la forme des espaces de représentativité. Le modèle culturel selon Kriesi renvoie à « *the stable elements of the cultural repertoire in a given political system that influences the eliteôs and the publicôs reaction to challengers* »[29]. Les indicateurs utilisés pour faire lôanalyse du modèle culturel sont: les stratégies historiquement dominantes et le degré de légitimation du discours et des idées par la société, qui sont influencés par lôaction des médias et des politiciens. Cette légitimité populaire sera accordée (ou non) au discours des mouvements sociaux selon les idées quôils défendent. La structure des opportunités politiques peut également être influencée par dôautres variables tels le contexte international ou le clivage politique interne au pays. Par clivage politique, nous voulons dire le contexte des conflits sociaux et culturels présents dans la sphère politique dôune société donnée.

Ainsi, à partir des principes et des concepts proposés par lôapproche du processus politique, nous dresserons un portrait du mouvement de résistance populaire qui sôest mobilisé à Rio de Janeiro en réaction à lôorganisation de la Coupe du monde 2014 et des Jeux olympiques de 2016. Notre analyse permet également de mettre en lumière le régime de gouvernance urbaine à lôû uvre dans le contexte spécifique des méga-événements sportifs.

---

[27] Kitschelt, Herbert. « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear movements in four democracies ». *British Journal of Political Science*, no 16, p. 58.

[28] Kriesi, Hanspeter. « Political Context and Opportunity ». Chap. in *The Blackwell Companion to Social Mouvements*, p. 67-90. Oxford: Blackwell, 2004.

[29] Kriesi, Hanspeter. *Op.cit.*, p. 72.

Études de cas : Rio de Janeiro, la Coupe du monde et les Jeux olympiques[30]

La Coupe du monde de 2014 aura lieu dans 12 villes brésiliennes réparties sur lôensemble de son territoire, faisant ainsi de ce tournoi celui nécessitant le plus de transport aérien pour les compétiteurs dans lôhistoire de la FIFA[31]. Afin de rénover ou de construire lôensemble des stades et des infrastructures de transport nécessaire à lôévénement, plus de 20 milliards $ US en fonds public seront investis. Ce montant est approximatif en raison de lôopacité du processus dôorganisation, mais représente une augmentation de 170 % par rapport aux coûts initiaux estimés en 2009 par le Comité brésilien de football CFB. Selon le chercheur Christopher Gaffney, professeur invité à lôUniversité Fédérale Fluminense à Niteroï, le gouvernement fédéral investira plus de R$100 milliards entre 2010-2016 en projet urbain afin dôatteindre les standards fixés dans les dossiers de candidature. La ville de Rio de Janeiro entreprend des travaux dôenvergure; trois autoroutes, un village Olympique, la rénovation du stade Maracana et la revitalisation de la zone portuaire. Lôensemble de ces travaux additionné de politiques publiques hygiénistes provoque des déplacements de population importants. Selon des groupes de la société civile, plus de 170 000 personnes seront touchées dans le pays. Déjà en août dernier on évoquait le chiffre de 150 000. En tenant compte du fait que le Brésil compte dôemblée un déficit de 5 millions de logements sur lôensemble de son territoire, on est en droit de se demander où ces personnes seront relocalisées.

Afin de justifier les investissements massifs dans les infrastructures sportives et les expropriations, le gouvernement brésilien, le Comité olympique brésilien et le Comité brésilien de football vantent la pérennité de lôhéritage olympique. Dès le début cependant, lôimportance de construire de nouveaux stades dans des villes qui nôont pas de marché pour soutenir leur occupation à long terme a été mise en doute. On pense notamment aux stades de Cuiaba (lôArena Pentanal, R$ 600 millions) et de Manaus (Arena Amazônia, R$ 533 millions) où lôon présentera quatre matchs de la Coupe du monde. « Quôaurait-on pu financer avec les mêmes montants ? », ont souligné certaines associations issues de la société civile.

Ce plan, basé sur des partenariats publics privés prévoit également la reconversion de 70 % des bâtiments du village olympique de Rio de Janeiro après les compétitions. Les édifices seront principalement transformés en condominiums de luxe et en centres commerciaux. Là encore, certains se questionnent sur la pertinence dôune reconversion commerciale là où la construction de ce village « temporaire » provoque le déplacement de plus de 450 familles de la communauté de Vila Autodromo. Cette communauté avait fait face aux mêmes menaces lors des Jeux panaméricains de 2007.

---

[30] Les données suivantes sont le fruit dôun séjour de plus de trois mois à Rio de Janeiro à lôété 2011. Il est important de souligner lôaide de lôAssociation des universités et des collèges du Canada qui a travers son programme Étudiant pour le développement nous a permis de réaliser ce voyage. Nous voudrions également remercier les membres de lô*Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional* de lôUniversité fédérale de Rio de Janeiro qui nous guidé et appuyé sur le terrain et dans nos recherches.

[31] Selon Christopher Gaffney, professeur invité à lôUniversité Fédérale Fluminense à Niteroï, billet sur son blogue le 24 octobre 2011 (http://www.geostadia.com/2011/10/copa-gangrenosa-gangrene-cup.html).

Cêest dêailleurs sur lêenjeu du droit au logement que les Comités populaires de la Coupe du monde (*Comitê Popular da Copa*) concentrent la plupart de leurs énergies. Ce réseau de comité de citoyens, organisé dans chacune des douze villes hôtes, est mobilisé afin de dénoncer les violations des droits de lêhomme vécues au Brésil dans le cadre de ces événements. Composé de militants de toutes les classes sociales, cette coalition de groupe articulé au niveau national représente un acteur majeur de lêopposition populaire au Brésil. Le mouvement qui a débuté à Rio de Janeiro, sêest formé autour dêanciens membres du *Comitê Social do Pan*, un mouvement au programme similaire actif à lêépoque des Jeux panaméricains de 2007 à Rio de Janeiro.

Les Comités dénoncent, entre autres, les méthodes violentes utilisées par les autorités pour procéder aux expropriations, qui, du reste, ne sont pas limitées aux sites sportifs ou à leur proximité : elles visent explicitement des secteurs jugés sensibles, soit, dans le cas de Rio de Janeiro, des favelas situées dans des sites qui paraissent particulièrement prometteurs que ce soit en raison de leur proximité au centre-ville ou de leur situation géographique privilégiée. De manière générale, les expropriations sont menées sans préavis et sans informations. En lêabsence dêun protocole rigoureux, la ville semble procéder sans planification aux déplacements ce qui plonge les résidents des quartiers visés dans un état de stress constant. Raquel Rolnik, rapporteuse spéciale de lêONU sur le logement, a dêailleurs déposé en mai dernier un rapport où elle révélait la gravité de lêatteinte aux droits des habitants de ces communautés. Lêactuel et très médiatisé cas du quartier Pinheirinho situé à Sao Jose Dos Campos dans lêÉtat de São Paulo, où les évictions ont mené à des affrontements entre habitants et forces de lêordre, démontre la colère et la tension qui règne dans les zones touchées par les travaux. Lêindemnisation, lorsquêelle sêapplique, prend généralement deux formes; monétaire ou une relocalisation dans un des quartiers planifiés situés en périphérie de la ville. Il est à noter que lêindemnisation est basée sur le nombre de bâtiments. Ce qui signifie quêune maison intergénérationnelle où cohabitent trois familles serait compensée par un seul logement avec deux chambres fermées. Qui plus est, les activités commerciales résidentielles très communes dans les quartiers populaires ne sont compensées dêaucune manière et interdites dans les nouveaux logements fournis par lêétat. Certains résidents ne comprennent pas tout ce quêimplique leur relocalisation en terme de style de vie et dêopportunités économiques futures et sont plutôt tentés par les sommes offertes par les autorités.

Sur un autre front, les Comités dénoncent la mise en place de mesures législatives exceptionnelles imposées par les grands organismes internationaux. Lêimpopulaire *Lei geral da Copa* (Loi générale de la coupe du monde) prévoit une modification du code législatif carioca. Lêarticle 11 interdit notamment la vente de biens et de nourritures dans un rayon de deux kilomètres autour des sites événementiels. Cette mesure prive donc des milliers de vendeurs ambulants de leur revenu et surtout de profiter de lêachalandage touristique durant les compétitions. Lêarticle 37 prévoit même la formation de tribunaux « spéciaux » pour le traitement des jugements et des requêtes en lien avec les événements. Tout indique que la *Lei geral da Copa* sera adoptée en commission parlementaire ce mois-ci.

Le gouvernement brésilien est lié par le même type de contrat avec le CIO. LêActe olympique (loi 12.035), adopté par le gouvernement fédéral brésilien en 2009 légifère notamment sur les statuts dêimmigration et octroi des pouvoirs unilatéraux et « extraordinaires » au gouvernement brésilien avant et pendant les compétitions. Il peut, entre autres, intervenir dans le cadre de tout

contrat public, si cela est fait dans le but dôoptimiser les performances des JO. Cette clause est dôailleurs utilisée pour privatiser des biens immobiliers publics en les transférant au Comité olympique brésilien (COB). On pensera aussi à des édifices publics comme les installations portuaires carioca qui juridiquement sont pourtant tenus de conserver un usage public, mais ont été cédés aux entrepreneurs privés. Ce contexte où lôexception événementielle devient la règle met en place des dispositifs légaux qui favorisent un urbanisme basé sur lôaccumulation du capital au profit de certains acteurs seulement, tout en limitant sérieusement les usages alternatifs de lôespace public. Par exemple, cette loi prévoit également lôannulation des contrats de publicité pour les espaces situés sur des propriétés fédérales ou à lôaéroport, du 5 juillet au 26 septembre 2016. De plus, lôActe olympique prohibe lôutilisation de symboles ou de slogans se rapprochant de ceux proposés par le CIO, à des fins artistiques ou commerciales.

Pour faire avancer leur cause et lutter pour lôinclusion sociale et le respect des Droits de lôhomme dans lôorganisation de la Coupe du monde et des Jeux olympiques, les Comités populaires de la Coupe développent un répertoire dôactions collectives variées. Dans un contexte médiatique fortement monopolistique, ils nôont dôautres choix que dôutiliser des médiums de communication alternatifs; blogues, réseaux sociaux et assemblés populaires afin dôinformer les citoyens sur leurs droits et dénoncer les injustices quôils vivent. Lôarticulation dôactions nationales est également mise de lôavant pour démontrer lôunion des citoyens dans cette lutte. En décembre dernier, les douze villes hôtes ont présenté à leur population des représentants des Comités respectifs ainsi quôun dossier intitulé « Les méga-événements sportifs et la violation des Droits de lôhomme au Brésil »[32]. Ce document aborde spécifiquement les questions liées aux droits des travailleurs, à lôhabitation, à la participation citoyenne, aux services publics et à lôenvironnement dans le contexte des méga-événements sportifs.

Quels seront les impacts de cette mobilisation populaire sur lôorganisation des événements? Impossible, évidemment, dôêtre « contre » la Coupe du monde dans un pays où le foot occupe une place si importante. Les luttes sôarticulent davantage autour dôenjeux plus spécifiques. La grogne populaire a notamment rendu le gouvernement Rousseff plus sensible à la tarification des compétitions afin de permettre aux populations les plus pauvres dôy assister. Ce gouvernement cherche en outre à ne pas projeter lôimpression dôêtre totalement soumis aux volontés des institutions internationales. Le 2 mars, il faisait dôailleurs savoir à la FIFA quôil ne reconnaîtrait plus son secrétaire général, Jérôme Valcke, comme interlocuteur, suite à des propos peu flatteurs que ce dernier aurait tenus au sujet des travaux de constructions de stades.

Il est possible que les jeux et la Coupe du monde servent au moins de facteur de sensibilisation voire de mobilisation de la population, surtout autour de lôaccès au logement et à lôespace public. Seul le temps nous le dira. Mais jusquôà maintenant, cette lutte, qui apparaît avec des forces variées dans les différentes villes hôtes, nous pousse à nous questionner sur la nature des événements sportifs internationaux aujourdôhui. Est-ce que les principes organisateurs et les intérêts économiques doivent primer sur la fête? Peut-on réellement arriver à une formule gagnant-gagnant? Chose certaine, le cas du Brésil nous démontre lôampleur des conflits politiques, économiques et sociaux aujourdôhui inhérents à lôorganisation dôévénements que nombre dôÉtats et villes espèrent obtenir.

[32] http://comitepopulario.wordpress.com/

Conclusions préliminaires

Ce portrait général nous permet de mettre certains phénomènes en évidence et guidera notre réflexion future. Dôabord, cette situation conflictuelle entre des membres de la société civile et certaines élites brésiliennes suggère des problèmes liés au modèle de gouvernance. Il nous apparaît que si les mécanismes institutionnels de consultation citoyenne promue au départ par le CIO avaient été mis en place en amont du processus dôappel dôoffres et de construction des infrastructures, certains groupes auraient pu utiliser ces canaux afin de participer selon les principes de bonne gouvernance au projet olympique.

Pour ce qui est de la dimension des stratégies et des pratiques du CPCO-RJ, nous remarquons que le mouvement de résistance priorise des actions locales à portée internationale. Ainsi, lôattention médiatique internationale qui est réservée à ces événements sportifs internationaux est mise à profit par les groupes dôopposition dans lôélaboration de leurs actions collectives et ce même si la presse brésilienne tant à ignorer le mouvement de résistance. Les groupes se tournent davantage vers des médias alternatifs ou étrangers pour faire passer leurs messages. Ainsi, le désir des élites du Brésil et de Rio de Janeiro de refaire leur image est utilisé comme levier par les leaders des mouvements sociaux.

Enfin, une revue des écrits existants sur le thème des mouvements de résistance aux méga-événements sportifs nous a permis de constater que malgré les différentes réalités des villes hôtes, les enjeux des luttes sont similaires. Nous supposons donc que cette réalité renvoie à la standardisation des exigences des organismes internationaux et à la répétition dôun modèle dominant de développement urbain. Même si cette affirmation semble à première vue simpliste, nous pensons quôelle pourrait constituer la base dôun mouvement international plus unifié qui dénoncerait la menace récurrente que représente ce modèle de développement pour les principes des droits de lôhomme, lôaccès au logement et le droit à la ville.

Remerciements

Nous tenons à remercier nos collègues de lôIPPUR à lôUniversité Fédérale de Rio de Janeiro et particulièrement le prof. Carlos Vainer pour leur générosité tout au long de cette recherche. Aussi, soulignons lôappui financier du CRSH et du programme *étudiants pour le développement* de lôAUCC qui a rendu possible la réalisation de ce projet.

Bibliographie

Andranovich, Greg et al. « Olympic cities: lessons learned from Mega-Event Politics ». *Journal of Urban Affairs*, vol. 23, no. 2, 2001, p. 113-131.

Boykoff, Jules. « The Anti-olympics ». *New Left Review*, no 67, 2011, p. 41-59.

Brenner, Neil et Nick Theodore. « Cities and the Geographies of Actually Existing Neoliberalisation ». *Antipode*, vol. 34, no. 3, p.349-378, 2002.

Broudehoux, Anne-Marie. « Civilizing Beijing : Social beautification, civility, and citizenship at the 2008 Olympics ». Chap. in *The Olympics, Mega-events and Civil Societies: Globalization, Environment, Resistance*. London: Macmillan, 2011.

Broudehoux, Anne-Marie. «The Social and Spatial Impacts of Olympic Image Construction: The case of Beijing 2008». Chap. in *A Handbook of Olympic Studies*. London : Palgrave Macmillan, 2011a.

Chazel, François. « Mobilisation des ressources ». Chap. in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 364-370. Paris: Presses de Sciences Po, 2009.

Comitês Populares da Copa. Dossiê da articulaçao nacional dos comitês populares da Copa : Mégaeventos e violacoes de direitos humanos no Brasil. Document public produit par lôarticulation nationale des Comitês Populares da Copa, 2011.

Crossley, Nick. *Making Sense of Social Movments.* Buckingham : Open University Press, 2002.

Dansero, Egidio et al. « Olympic Games, Conflicts and Social Movements: The Case of Torino 2006 ». Chap. in *The Olympics, Mega-events and Civil Societies: Globalization, Environment, Resistance*, p. 195-218. London: Pelgrave Macmillan, 2011.

Essex, Stephen et Brian Chalkley. « Mega-sporting Events in Urban and Regional Policy: a History of the Winter Olympics ». *Planning Perspectives*, vol. 19, no 2, 2004, p. 201-232.

Gusmao de Oliveira, Nelma. La ville de Rio de Janeiro et la conquête du rêve olympique: une trajectoire trans-échelle. Centre dôétudes et de recherches sur le Brésil, UQAM, 2011.

Harvey, David. « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation in urban governance in late capitalism ». Chap. in *Spaces of capital: Towards a critical geography*, p. 345-368. New York: Routledge, 2001.

Harvey, David. Le capitalisme contre le droit à la ville néoliberalisme, urbanisation, résistance. Paris: Éditions Amsterdam, 2011.

Hayes, Graeme. et John Kamarichas. The Olympics, Mega-events and Civil Societies: Globalization, Environment, Resistance. London: Pelgrave Macmillan, 2011.

Jessop, Bob. « Globalisation, Cities and the Global Economy». Chap. in *Urban Movements in a Globalising World*, p. 81-100. Londres: Routledge, 2000.

Kitschelt, Herbert. « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear movements in four democracies ». *British Journal of Political Science*, no 16, p. 57-85.

Kriesi, Hanspeter. « Political Context and Opportunity ». Chap. in *The Blackwell Companion to Social Mouvements*, p. 67-90. Oxford: Blackwell, 2004.

Lenskyj, Helen. The best olympics ever? Social impacts of Sydney 2000. Albany : SUNY Press, 2002, 262 p.

Lenskyj, Helen. Olympic Industry Resistance. Challenging Olympic Power and Propaganda. Albany: University of New York Press, 2008.

Manzagol, Claude et Chistopher R. Bryant. *Montréal 2001 Visages et défis dûne métropole*. Montréal: Les Presses de lôUniversité de Montréal, 1998, 256 p.

McAdam, Doug. Political Process and the development of Black Insurgency, 1930-1970. Chicago : The University of Chicago Press, 1982.

OCDE. Les unités consacrées aux partenariats public-privé, une étude des structures institutionnelles et de gouvernance. Presses de lôOCDE, 2010.

Peck, Jamie et Adam Tickell. « Neoliberalizing Space ». *Antipode*, vol. 34, no. 3, p. 380-404, 2002.

Preuss, Holger. « Problematizing Arguments of the Opponents of Olympic Games ». Chap. in *Global and Cultural Critique: Problematizing the Olympic Games*, p. 197-218. London & Ontario: International Center for Olympic Studies, 1998.

Roult, Romain. « Quand la ville se fait belle pour accueillir la Coupe du monde de football ». Chap. in *Géopolitique de la coupe du monde de football 2010 : enjeux de pouvoir et rivalités sportives autour dûun méga-événement*. Montréal: Éditions du Septentrion ï Série Geopolitique, 2010.

Shaw, Christopher. *Five Ring Circus, Myths and Realities of the Olympic Games.* Gabriola Island : New society, 2008, 320 p.

Tarrow, Sydney. *Power in Movement Social Movements and Contentious Politics.* New York: Cambridge University Press, 1998.

Vainer, Carlos. *Cidade de Exceçao: Reflexoes a Partir do Rio de Janeiro.* Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2010.

La mise en î uvre paradoxale de la fiscalité locale au Bénin. Une analyse préliminaire du Registre foncier urbain

Claire Simonneau, Ph.D.
Faculté de lôaménagement, Université de Montréal

Résumé

Les réformes de la gestion urbaine, prônées par les agences internationales de développement dans les années 1980 et 1990, ont marqué durablement le paysage technique et institutionnel des villes dôAfrique subsaharienne. Ma recherche doctorale vise à comprendre les effets réels de ces réformes, à travers le prisme de la mise en î uvre locale dôun système dôinformation foncière à but fiscal, instrument clé de ces réformes. Les Registres fonciers urbains (RFU) dans trois municipalités béninoises constituent une étude de cas multiples.

Lôarticle expose les fondements de ces réformes, puis le cadre conceptuel et méthodologique de mon projet de recherche. Il présente ensuite une partie des résultats préliminaires sous la forme dôun paradoxe : alors que le RFU est avant tout un outil de mobilisation de ressources financières, contribuant à lôautonomie financière des municipalités, il est marginalisé au sein de lôadministration municipale et peu valorisé par les élus. Lôinterprétation de ce paradoxe passe par un approfondissement du point de vue des acteurs et un élargissement du champ dôanalyse à dôautres enjeux que lôenjeu fiscal, notamment des enjeux électoralistes, fonciers, et de rente liée à lôinformation foncière.

Une problématique dôappropriation des interventions de développement

Les réformes de la gestion urbaine, conçues dans les années 1980 et mises en î uvre dans les années 1990 dans les pays en développement, représentent un moment important dans lôhistoire des interventions de développement en milieu urbain. Plurisectorielles, prônant des bouleversements institutionnels et politiques forts, concrétisées par de nombreux transferts dôinstruments de gestion, elles ont marqué durablement le paysage technique et institutionnel des villes dôAfrique subsaharienne.

Mon projet de recherche doctorale se concentre sur lôétude de la mise en î uvre de ces réformes, et sôinscrit dans une problématique dôappropriation des interventions de développement : il sôagit de comprendre les processus locaux de mise en î uvre de ces réformes, et leurs effets sur le long

terme. À travers le prisme dôun instrument de ces réformes, le Registre foncier urbain au Bénin, je cherche à comprendre leurs effets après la fin des projets de développement.

Lôarticle présentera les fondements des réformes de la gestion urbaine et le cadre conceptuel et méthodologique de mon projet de recherche. Il exposera ensuite une partie de ses résultats préliminaires, et en particulier un paradoxe de la mise en î uvre du Registre foncier urbain concernant son application fiscale. Finalement, je proposerai dôinterpréter ce paradoxe à lôaune des connaissances scientifiques en matière dôenjeux fonciers, et dôenjeux politiques locaux de la mobilisation de ressources financières en Afrique subsaharienne et au Bénin[33].

1. Contexte sectoriel : les réformes internationales de la gestion urbaine

1.1 De lôintervention sur le cadre bâti aux réformes de la gestion urbaine

Dôabord formulées par la Banque Mondiale, les réformes de la gestion urbaine sont nées de lôéchec de ses premiers projets urbains des années 1970, circonscrits aux quartiers pauvres et au secteur de lôhabitat. Les autres agences de développement, notamment les coopérations bilatérales, suivront rapidement ces propositions[34]. Le changement concerne lôéchelle spatiale, tout dôabord : abandonnant une intervention ciblée sur lôamélioration des quartiers pauvres, dont les résultats se sont révélés décevants, la Banque suggère de penser la ville dans sa globalité. La ville est alors conçue comme un lieu de productivité moteur de lôéconomie nationale. Il est également question dôéchelle des partenaires locaux. Les projets précédents étaient menés en collaboration avec les États nationaux, dont les administrations ont été jugées inefficaces. La Banque fait alors la promotion de la décentralisation; des gouvernements urbains autonomes étant considérés plus aptes à répondre aux besoins des populations. Ce changement dôinterlocuteur va de pair avec lôidée que lôadministration publique à elle seule ne peut prendre en charge les questions urbaines : la délégation au secteur privé de la délivrance de certains services, la collaboration avec les communautés et les organisations non gouvernementales sont alors prônées. En 1992, la notion de « gouvernance » fait lôobjet dôun document de politique dédié[35]. Enfin, cette stratégie renouvelée implique une nouvelle ampleur des interventions; il ne sôagit plus dôintervenir sur le cadre bâti, mais bien sur le fonctionnement institutionnel des villes. Il sôensuit que tous les secteurs sont concernés par cette nouvelle stratégie notamment les infrastructures, les finances publiques, les politiques foncières, et lôenvironnement. La Banque se donne le mandat de mettre en place les conditions dôune gestion efficace de la ville par des

[33] Cet article a été rédigé en hiver 2013, dans le cadre du colloque étudiant « *Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds*" organisé par le CIRDIS. Le texte présente donc des résultats préliminaires de mon travail de doctorat. Je remercie les organisateurs du colloque ainsi que les évaluateurs pour leurs commentaires constructifs sur ce travail.

[34] Pour une analyse critique de ce « virage » de la Banque, voir Osmont, A., *La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*. Paris: Karthala, 1995, 309 p. ; et Jones, G. A. and P. M. Ward, « The World Bank's 'New' Urban Management Programme: Paradigm Shift or Policy Continuity?,» *Habitat International,* vol. 18, pp. 33-51, 1994.

[35] World Bank, « Governance and Development,» The World Bank, Washington D.C. 1992.

institutions, des outils et des procédures adaptés. En définitive, il sôagit de substituer lôadministration centralisée des villes, jusque-là en vigueur, à leur *gestion* impliquant des outils et un nouveau jeu dôacteurs inspirés du secteur privé[36].

Lôimportance de ces réformes se mesure par cette théorisation du rôle de la ville dans le développement, mais aussi par lôeffort de conception dôoutils adaptés au contexte des pays en développement, et lôampleur des financements pour appliquer ces réformes. Elles ont ainsi marqué durablement les villes dôAfrique subsaharienne, par la décentralisation aujourdôhui en vigueur dans la majorité des pays, et par des outils toujours en place.

1.2 Les systèmes dôinformation foncière, instruments clés des réformes

Les instruments de gestion ont une place importante dans la concrétisation de ces réformes et les Systèmes dôinformation foncière (SIF) en représentent un instrument clé. Définis comme une base de données urbaine à lôéchelle de la parcelle, ils permettent de récolter des données sur lôassiette fiscale des taxes urbaines, donc dôaméliorer lôautonomie financière des gouvernements urbains, et de fournir de lôinformation fiable aux décideurs publics, contribuant à améliorer leurs capacités de gestion urbaine et foncière et de planification des investissements[37].

Ils sont parfois présentés comme des cadastres « simplifiés », marqués par une « approche minimaliste » de leurs concepteurs, visant à trouver le bon compromis entre précision et coût de lôinstrument. Lôutilisation des technologies informatiques de production et de stockage de lôinformation va dans ce sens[38]. Incarnant les principes des réformes de la gestion urbaine, ils représentent un prisme pour analyser lôappropriation de ces réformes.

2. Cadre conceptuel et méthodologique

La problématique de lôappropriation des réformes de la gestion urbaine implique un ancrage dans le cadre théorique de lôanalyse des politiques publiques. Ce cadre doit être précisé et ne se confond pas avec le travail dôévaluation des politiques de développement conventionnel, réalisé par les agences internationales elles-mêmes.

[36] Cohen, M., « Learning by doing: World Bank lending for urban development, 1972-82,» The World Bank, Washington D.C. 1983 ; Dunkerley, H. B., Ed., *Urban Land Policy. Issues and Opportunities*. Washington D.C.: Oxford University Press for the World Bank, 1983, 214 p ; Mattingly, M., « Urban Management in Less Developed Countries, » The World Bank, Washington D.C. 1995 ; World Bank, « Urban Policy and Economic Development. An Agenda for the 1990s » The World Bank, Washington D.C. 1991.

[37] Dale, P. F. and J. D. McLaughlin, *Land Information Management. An introduction with special reference to cadastral problems in Third World countries*. Oxford: Oxford University Press, 1989, p ; Durand-Lasserve, A., « Conditions de mise en place des systèmes d'information foncière dans les villes d'Afrique subsaharienne francophone », The World Bank, Washington D.C. 1993.

[38] Perrin, L., « Les techniques d'information foncière, » *Études foncières*, vol. 45, pp. 26-32, 1989.

2.1 De lôévaluation des politiques de développement à lôanalyse de leur mise en î uvre

Lôétape de lôévaluation fait aujourdôhui partie intégrante des politiques de développement telles quôelles sont menées par les agences internationales. Par une mise en regard des résultats et des impacts réels vis-à-vis de ceux attendus, le travail dôévaluation permet de pointer les succès et les échecs dôune politique et a pour finalité dôaméliorer la formulation des politiques, en tirant des leçons de ces échecs[39]. Dôaprès les travaux contemporains en matière dôanalyse des politiques publiques, une telle démarche est limitée en raison dôune conception linéaire des politiques selon laquelle les différentes étapes dôune politique se suivent chronologiquement et logiquement : identification dôun problème, mise à lôagenda, décision, mise en î uvre (et évaluation). La mise en î uvre nôest alors quôune étape parmi dôautres; en cas dôéchec, ces évaluations mettent souvent lôaccent sur les dysfonctionnements administratifs (modes dôorganisation, de coordination et de contrôle hiérarchique)[40].

Or, les recherches récentes en la matière proposent dôune part, une vision plus complexe des politiques publiques via le concept dôaction publique, et dôautre part, un intérêt particulier pour lôétape de mise en î uvre[41]. La notion dôaction publique, en remplacement de « politiques publiques » reflète le constat dôune complexification des conditions de lôaction de gouverner : augmentation du nombre dôacteurs en jeu, montée en puissance de problématiques transversales (environnement, etc.), apparition de méthodes de gouvernement issues du secteur privé (contractualisation, négociation, etc.). Née en Occident, la notion peut utilement être reprise pour étudier la mise en î uvre des politiques en Afrique subsaharienne, où lôaction de gouverner est particulièrement complexe en raison dôun important pluralisme des normes traversant les sociétés africaines et dôune forte dépendance à lôaide internationale[42].

Selon cette vision, lôanalyse doit se concentrer sur la mise en î uvre des politiques considérée alors comme un moment problématique. Il ne sôagit plus de mesurer des écarts vis-à-vis de la décision, mais de rendre compte des activités dôappropriation jalonnant la mise en î uvre. La mise en î uvre nôest plus regardée comme le résultat plus ou moins satisfaisant vis-à-vis dôobjectifs prédéfinis, mais comme un processus dynamique, valant aussi, voire surtout, pour sa dimension procédurale.

Ces développements théoriques se rapprochent des positions récentes prises par les analystes des politiques de développement, lesquels sont surtout issus de la discipline de lôanthropologie. Ainsi selon Mosse[43] :

---

[39] Baré, J.-F., Ed., L'évaluation de politiques de développement. Approches pluridisciplinaires. Paris: L'Harmattan, 2001, 356 p.

[40] Sutton, R., « The policy process : an overview, » Overeas Development Institute, London 1999.

[41] Mégie, A., « Mise en oeuvre, » in *Dictionnaire des politiques publiques*, L. Boussaguet, *et al.*, Eds., Paris: Presses de Sciences Po, 2010, p.343-350.

[42] Enguéléguélé, M., « Quelques apports de lôanalyse de lôaction publique à lôétude du politique en Afrique subsaharienne, » *Politique et Sociétés*, vol. 27, pp. 3-28, 2008.

[43] Mosse, D., « Introduction : the ethnography of policy and practice, » in *Cultivating development : an ethnography of policy and practice*, D. Mosse, Ed., London: Pluto Press, 2005, p.1-20.

> *For many working in development, getting theory right is the key to addressing the failures and disappointments of development. (é) What if, instead of policy producing practice, practices produce policy? (é) It does not ask whether, but rather how development works* (p.2).

Lôadoption dôune telle approche théorique implique alors de considérer lôappropriation comme un phénomène dôadaptation de la politique au contexte local et comme un phénomène de déformation par rapport au modèle. Côest ce processus de transformation quôil devient utile de comprendre pour analyser lôappropriation. En dôautres termes, ce que le travail dôévaluation conventionnel considère comment un échec, lôanalyse de lôaction publique le considère comme un phénomène normal et la clé de compréhension de la mise en î uvre dôune politique[44].

Cette approche théorique est complétée par le choix dôune entrée par un instrument des réformes de la gestion urbaine. Ce choix suit la logique des réformes elles-mêmes : largement instrumentées, elles ont emprunté au courant du *New Public Management* une croyance dans la dimension performative des instruments et une tendance au transfert « brut » dôinstruments, sans débat systématique sur les objectifs[45]. Il sôagit également de donner une substance concrète à lôanalyse de la mise en î uvre des réformes de la gestion urbaine, de « découper » le problème, en respectant au mieux les réalités locales.

2.2La mise en î uvre des Registres fonciers urbains béninois comme étude de cas multiples

Sur le plan méthodologique, ma recherche sôappuie sur une étude de cas multiples. Ce choix permet dôancrer lôanalyse dans un contexte local précis (celui des villes béninoises), en considérant des cas comparables (le même instrument), mais de faire varier les situations pour dégager des processus récurrents et les éléments structurants des mécanismes de mise en î uvre[46].

Le Registre foncier urbain (RFU) est un système dôinformation foncière destiné aux gouvernements urbains, visant principalement lôamélioration des revenus de la fiscalité locale (application fiscale), mais aussi la connaissance du patrimoine foncier des communes (application foncière) et la mise à disposition dôune information urbaine pour les décideurs publics (application aménagiste). Élaboré à partir de 1989 au Bénin dans le cadre dôun projet de développement de la coopération française, il suit les principes des réformes de la gestion urbaine (décentralisation, objectif dôautonomie financière, appel au secteur privé) tout en sôappuyant sur des éléments favorables du contexte local : à la suite de la chute du régime communiste de Kérékou, une nouvelle constitution est élaborée qui annonce la décentralisation politico-administrative. Lôexistence dôune procédure de lotissement maîtrisée et appliquée dans les villes béninoises et un soutien de la coopération internationale en matière de planification permet

[44] Darbon, D., Ed., La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation. Paris: Karthala, 2009, 286 p.

[45] Lascoumes, P. and P. Le Galès, « L'action publique saisie par ses instruments, » in *Gouverner par les instruments*, P. Lascoumes and P. Le Galès, Eds., Paris: Presses de Sciences Po, 2005

[46] Stake, R. E., *Multiple case study analysis.* New York: Guilford Press 2006, 342 p.

également lôaccès à une base cartographique de bonne qualité et un découpage parcellaire déjà stabilisé[47].

Trois villes ont été sélectionnées parmi les 22 villes détenant un RFU : Cotonou, Porto-Novo et Bohicon. Le choix a été fait en fonction de caractéristiques urbaines et administratives : notre enquête semblait plus pertinente en milieu urbain dense et dynamique sur le plan économique où lôoutil et son application fiscale sont théoriquement rentables. Il sôagissait également dôétudier des situations où la phase dôinstallation de lôoutil, soutenue sur le plan financier et technique par lôaide internationale, était terminée; le but étant dôobserver une appropriation proprement locale suite au projet de développement.

2.3 Une collecte des données via des enquêtes de terrain

De par sa capacité à révéler le point de vue des acteurs, en prenant en compte le contexte du phénomène observé, lôenquête de terrain de type socioanthropologique paraît la méthode la plus adaptée aux objectifs de recherche. Elle se définit comme une situation dôinsertion prolongée et/ou répétée du chercheur dans le milieu dôenquête, intégrant deux outils de collecte principaux, lôobservation et lôentretien, et dôoutils de collecte secondaires, comme les sources écrites[48].

Une première collecte de données a ainsi été effectuée en septembre 2012[49] via une enquête de terrain dans les trois municipalités sélectionnées. Environ cinquante entrevues semi-dirigées ont été effectuées auprès des acteurs impliqués dans la mise en î uvre du RFU (agents municipaux, agents des services de lôÉtat, acteurs privés) ou dans son financement (agents dôorganismes de coopération internationale). Quelques séquences dôobservation participante de la mise en î uvre du RFU ont pu être réalisées (réunion, séance de travail sur les documents fiscaux, distribution des avis dôimposition) ainsi quôune revue de documents municipaux.

3. Résultats préliminaires : le paradoxe de la fiscalité locale

Lôenquête de terrain a mis à jour un paradoxe important : alors que le RFU a pour objectif de permettre lôautonomie financière des communes via lôamélioration des revenus fiscaux, il est peu valorisé au sein des municipalités. La fiscalité locale est pourtant la principale source de financement des communes béninoises et les concepteurs du RFU prévoyaient que les institutions municipales sôemparent de lôoutil. Deux phénomènes montrent que le RFU et le service municipal qui en est responsable sont plutôt isolés au sein du jeu dôacteurs.

[47] Perier, R., « Le RFU : conception, mise en oeuvre et résultats, » presented at the Systèmes d'Informations foncières et fiscalité locale, Parakou, 1993 ; SERHAU-SA. (2011, 31 janvier 2011). *RFU : Registre Foncier Urbain.* Available: http://www.bj.refer.org/benin_ct/cop/serhau/source/rfu.htm

[48] Cefaï, D., Ed., *L'enquête de terrain.* Paris: La Découverte/M.A.U.S.S., 2003, 615 p ; Olivier de Sardan, J.-P., « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie., » *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie,* vol. 1, pp. 71-109, 1995.

[49] Au moment de la rédaction du présent article en hiver 2013. Cette enquête a bénéficié dôune approbation éthique par le Comité dôéthique pluridisciplinaire de lôUniversité de Montréal.

3.1 Une double marginalisation du RFU au détriment de sa rentabilité

Les enquêtes ont permis de constater une marginalisation du service RFU au sein de lôadministration municipale dans les trois communes, perceptible dans les activités de mise à jour de la base de données. Cette marginalisation remet en question *in fine* la position des élus vis-à-vis de lôoutil.

Le RFU, comme toute base de données, doit nécessairement être à jour pour remplir correctement ses fonctions. Pour lôapplication fiscale, il est important que lôinformation sur les contribuables soit actualisée afin dôéviter des avis dôimposition adressés à un ancien propriétaire et afin de maximiser les revenus fiscaux. Ainsi, les services chargés du RFU ont comme mandat lôactualisation de la base de données en continu. Or, les villes principales connaissent un marché foncier très actif qui sôopère largement en dehors de tout enregistrement légal. Deux moyens dôactualisation ont ainsi été prévus : dôune part, un échange dôinformation entre le service RFU et les autres services municipaux; dôautre part, des enquêtes annuelles ciblées[50].

Le service RFU pourrait tout dôabord bénéficier des informations du service des affaires domaniales, ce dernier étant chargé de lôenregistrement de ces transactions foncières quand les propriétaires en font effectivement la démarche. Or, on constate une rétention dôinformation de la part du service des affaires domaniales dans toutes les communes. Quelques tentatives de décloisonnement ont été tentées. À Cotonou, en 2012, une « fiche dôinformation foncière » avait été mise en place entre le service RFU et le service des affaires domaniales, encadrée par un arrêté municipal[51]. Cependant son caractère récent nôa pas permis de juger de son efficacité. En outre, les deux services sont relativement éloignés dans la ville et la fiche doit être transmise manuellement; les « oublis » de transmission seront donc difficiles à contrôler. À Porto-Novo, les deux services sont au contraire situés dans le même bâtiment, sur le même palier. Une procédure a été mise en place obligeant tout administré voulant faire enregistrer une mutation foncière à passer par le service RFU pour obtenir une fiche dôidentification cadastrale, pièce devenue obligatoire pour le dossier dôenregistrement de la mutation. Cependant, selon les agents du service RFU, ni leurs collègues du service des affaires domaniales, ni les élus visant ce dossier, nôexige cette pièce de manière systématique. De nombreuses mutations ne sont ainsi pas prises en compte dans la base de données du RFU, alors même quôelles sont validées par lôinstitution communale. Par ailleurs, des informations concernant la voirie et les équipements publics pourraient être échangées entre le service RFU et les services techniques de la ville puisquôelles entrent dans le calcul de lôimpôt. Dans toutes les municipalités étudiées, ce sont plutôt des rapports de concurrence entre les deux services qui ont été observés.

Plusieurs agents des services RFU ont mis en cause la volonté du maire vis-à-vis de ces relations entre services municipaux. Dans des situations où les agents nôont pas de relation hiérarchique entre eux, il leur est difficile dôimposer la collaboration. Le maire aurait au contraire ce pouvoir dôordonner la coopération entre les services; ce nôest cependant pas ce qui se passe.

[50] Perier, R., « Le RFU : conception, mise en î uvre et résultats, » presented at the Systèmes d'Informations foncières et fiscalité locale, Parakou, 1993.

[51] Arrêté (objet : réguler les mutations intervenant sur le tissu foncier du territoire de la ville de Cotonou), 2007.

Les enquêtes annuelles de terrain sont donc le moyen privilégié de mise à jour de la base de données du RFU, même si ces enquêtes servent parfois à recueillir une information déjà disponible au sein de lôadministration municipale. Or, les agents des services RFU enquêtés déplorent en général le manque de moyens financiers accordés dans le budget municipal pour la réalisation de ces enquêtes (pour lôembauche dôagents enquêteurs, le matériel dôenquête, le carburant, etc.). Il en résulte une sélection très stricte des cibles dôenquêtes. Par exemple, à Bohicon, la priorité semble donnée aux quartiers nouvellement construits, au détriment de la mise à jour concernant les quartiers déjà inclus dans la base de données. La conséquence de ces maigres moyens est aussi la qualité médiocre des données dôenquête. Ainsi, à Porto-Novo, les enquêtes de 2012 ont été réalisées par des agents municipaux afin de réduire les dépenses, et non par des agents dôenquête occasionnels comme habituellement, et comme ce qui était prôné par les concepteurs du RFU. Ces agents municipaux étaient, selon le chef du service RFU de Porto-Novo, peu motivés et difficiles à encadrer[52].

Si le budget municipal traduit les priorités du conseil municipal, alors il reflète une mise à lôécart du service RFU. Lôoutil implique en effet une dépense régulière pour sa maintenance; cette maintenance rigoureuse est garante des revenus fiscaux, et par là même, de la rentabilité de lôoutil. Cette logique systémique ne semble pas avoir été intégrée par les élus locaux. Côest ce que confirment dôailleurs les opérations de restauration des bases de données réalisées entre 2004 et 2006, pour tous les RFU mis en place avant 1999. Ces restaurations ont consisté en des enquêtes exhaustives extrêmement coûteuses et en totale contradiction avec la logique systémique de lôoutil.

3.2Une décentralisation fiscale partielle

Lôapplication de la fiscalité locale au Bénin fait lôobjet dôun partage des tâches entre administration fiscale dôÉtat et administration locale. Cette spécificité est importante pour comprendre les tensions autour de la mise en î uvre du RFU et est issue de lôhistoire de la décentralisation. Si la décentralisation fut annoncée dans la Constitution en 1990, elle ne sera effective quôen 2003 avec la dernière loi encadrant les élections municipales. Entre 1990 et 2003, un système de « transition » était alors en vigueur. Des administrations déconcentrées, des préfectures et sous-préfectures ont été mises en place selon un découpage qui sera repris à la décentralisation. Les trois villes principales, Cotonou, Porto-Novo et Bohicon, bénéficiaient dôun statut spécial de « circonscriptions urbaines » et disposaient de compétences élargies. La fiscalité locale a été mise en place avant la décentralisation effective et nôa pas été modifiée; elle revenait ainsi aux préfectures, sous-préfectures et circonscriptions urbaines avant 2003, et aux communes après 2003. Elle est constituée de quatre taxes locales principales en milieu urbain : la taxe sur le foncier bâti, la taxe sur le foncier non bâti et deux taxes sur les activités économiques (la patente et la licence).

La mise en place du RFU a donné le pouvoir aux administrations communales (préfectorales avant 2003) de récolter lôinformation fiscale. Cependant, la compétence dôémettre les avis

[52] Les agents dôenquête occasionnels sont en général des jeunes diplômés de niveau baccalauréat (fin du lycée public). Ils bénéficient dôune formation de quelques jours avant dôaller sur le terrain.

dôimposition et de recouvrer lôimpôt est restée dans les mains de lôadministration fiscale dôÉtat via ses services déconcentrés (les centres des impôts des petites entreprises).

Ce partage des tâches avait été pensé lors de la conception du RFU : des protocoles dôaccord entre la ville (représentée par le maire ou le préfet avant 2003) et lôadministration fiscale (représentée par la Direction générale des impôts et des domaines du ministère des Finances) ont ainsi été mis en place avec le RFU. Ces protocoles représentent un engagement volontaire des deux parties, réitéré chaque année fiscale, et un partage des responsabilités particulières (fourniture de personnel, matériel, etc.) au-delà des compétences légales. Des objectifs de recouvrement dôimpôts sont également mentionnés. Or, la signature de ces protocoles dôaccord est problématique dans deux des trois communes étudiées : aucun protocole nôa été signé depuis 2006 à Bohicon et depuis 2009, à Porto-Novo. Finalement, la mise en î uvre de la fiscalité locale se fait dans un contexte de tensions quotidiennes où le partage des tâches nôest jamais stabilisé et où les institutions communales et dôÉtat ne sôentendent pas. De lôavis des principaux concernés (agents de lôadministration fiscale déconcentrée et du service RFU), ce sont les relations interpersonnelles qui permettent dôeffectuer les tâches indispensables, trouvant à chaque conflit une solution de compromis, hautement provisoire compte tenu de lôabsence de soutien de leur hiérarchie respective et de la forte rotation du personnel de lôadministration fiscale.

En définitive, le principal outil de mobilisation de revenus communaux est marginalisé au sein même de lôadministration communale et ne bénéficie pas du soutien des élus, pourtant indispensable, au moins dans les relations avec lôadministration fiscale dôÉtat. Comment comprendre cette situation paradoxale ?

4. Lôanalyse dôune « inaction publique » : vers une compréhension fine des rapports locaux à la fiscalité

La compréhension de ce paradoxe passe dôune part, par un approfondissement des positions et des points de vue des acteurs en jeu, et dôautre part, par un élargissement de lôanalyse à dôautres enjeux que la fiscalité.

4.1 Enjeux institutionnels et personnels de lôinformation foncière

La concurrence entre le service RFU et les autres services au sein de lôadministration communale peut être interprétée à lôaune des enjeux de la possession foncière dans le contexte béninois.

Être propriétaire foncier et immobilier représente une aspiration sociale partagée dans la société béninoise[53], mais aussi une assurance sociale importante[54]. Comme dans la plupart des pays dôAfrique subsaharienne, les mécanismes dôaccès au sol au Bénin sont caractérisés par leur complexité. Le cadre légal encadrant la propriété au Bénin est inspiré du dispositif colonial et

[53] Lassissi, S. A., *Comprendre le foncier béninois*. Porto-Novo: Centre National de Production des Manuels Scolaires, 2006, 486 p.

[54] Moser, C., « The asset vulnerability framework : reassessing urban poverty reduction strategies, » *World Development,* vol. 26, pp. 1-19, 1998.

identifie la procédure de l'immatriculation et la délivrance d'un titre foncier comme la seule voie d'accès à la propriété. Largement inaccessibles à la population (durée et coût de la procédure, connaissance fine de l'administration nécessaire), ces démarches sont très rares et les titres fonciers couvrent moins de 1% du territoire[55]. Dans les espaces urbains, l'accès au sol s'appuie plutôt sur des pratiques néo-coutumières en périurbain, voire marchandes en milieu urbain dense, basées sur des conventions de vente sous seing privé[56]. Dans tous les cas, la possession foncière qui en résulte reste extra-légale. Dans cette extralégalité généralisée, « sécuriser » cette parcelle, autrement dit, s'assurer que le statut de propriétaire ne soit pas remis en cause par l'administration ou une tierce personne, représente un enjeu fondamental[57]. La reconnaissance de la possession prend donc alors une importance cruciale pour les populations et l'information foncière produite par l'administration devient une ressource stratégique[58] pour la sécurisation foncière.

Sur le plan institutionnel, cette importance stratégique des procédures de reconnaissance de la possession, plus ou moins encadrées légalement, semble bénéficier à l'institution municipale. Les différentes procédures coexistant au Bénin (lotissements[59], procédure d'affirmation des conventions de vente) permettent à l'institution municipale d'instaurer son autorité, de construire sa légitimité sur ce pouvoir de reconnaissance, selon une logique « néocoloniale[60] ».

Sur le plan individuel, celui des agents chargés des procédures, cette dimension stratégique apporte aux fonctions de production ou de détention de l'information foncière (relative aux propriétaires) des avantages financiers et en termes de pouvoir. Elle encourage des pratiques de clientélisme et de marchandisation des services liés à la reconnaissance de la possession, pratiques qui semblent s'être accentuées avec la mise en î uvre de la décentralisation[61]. Certains interlocuteurs parlent même d'une « mafia » du foncier, opérant en particulier lors des opérations de lotissement, lesquelles mêlent acteurs privés (géomètres-experts), administration municipale (service des affaires domaniales) et élus. La transparence et la circulation de l'information foncière, prônées par les concepteurs du RFU, menacent alors ce système mafieux et ses rentes.

Dans les municipalités étudiées, ces enjeux semblent plus importants que celui de la rentabilité du dispositif de fiscalité locale aux yeux des acteurs municipaux extérieurs au service RFU. La

[55] Comby, J., « Rapport sur la réforme du droit foncier au Bénin, » 1998.

[56] Durand-Lasserve, A., *et al.*, « La nouvelle coutume urbaine. Évolution comparée des filières coutumières de la gestion foncière urbaine dans les pays d'Afrique subsaharienne. Neuf études de cas, » Programme de recherche urbaine pour le développement 2004.

[57] Payne, G., *Land, rights and innovation. Improving tenure security for the urban poor*. London: ITDG Publishing, 2002, 332 p ; UN-Habitat, « Secure Land Rights for All, » UN-Habitat, Global Land Tool Network, Nairobi 2008.

[58] Expression suggérée par Le Meur : Le Meur, P.-Y., « L'information foncière, bien commun et ressource stratégique. Le cas du Bénin, » *Dossiers zones arides (IIED)*, vol. 147, Mai 2008.

[59] ou lotissement-remembrement. Il consiste dans la rationalisation de la trame viaire de quartiers, et la reconnaissance de l'installation de populations par l'octroi d'une « attestation de recasement » donnant le droit d'engager une demande de « permis d'habiter » , titre révocable et personnel d'occupation du domaine immatriculé au nom de l'État.

[60] Comby, J., « Sortir vraiment du système foncier colonial, » presented at the Repenser les moyens d'une sécurisation foncière urbaine. Le cas de l'Afrique de l'ouest, Université de Montréal, 2012.

[61] Kakai, S. H. F., « Government and Land Corruption in Benin, » Land Deal Politics Initiative 2012.

rétention dôinformation des services des affaires domaniales vis-à-vis des services RFU peut donc être considérée comme une conséquence de ces tractations autour de la possession foncière et autour de la reconnaissance de cette possession. La marginalisation du service RFU au sein de lôadministration serait alors non pas lôéchec de lôintégration de lôoutil, mais au contraire, une adaptation réussie à un contexte particulièrement hostile aux principes de transparence et de collaboration dont il est porteur[62].

4.2Élus et fiscalité locale : enjeux électoralistes et symboliques

Lôattrait des élus pour la fiscalité locale était une hypothèse forte des concepteurs du RFU. Le RFU avait comme finalité de renforcer la rentabilité de la fiscalité et contribuer à rendre les communes autonomes sur le plan financier vis-à-vis de lôÉtat. Or, cêest plutôt le constat dôun faible soutien des élus vis-à-vis de lôoutil RFU et ses applications fiscales[63] qui traverse mes résultats dôenquête et la littérature grise sur le sujet. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette réticence des élus vis-à-vis de la fiscalité locale.

Tout dôabord, la fiscalité locale est difficile à assumer sur le plan politique vis-à-vis de lôélectorat. Ce sont des taxes directes, sans contrepartie immédiate; les contribuables doivent se déplacer chaque année pour les payer. Un certain incivisme fiscal dénoncé par les acteurs de la filière fiscale (agents des services municipaux et fiscaux déconcentrés) prouve cette réticence. Le discours ambiant émanant des contribuables[64] est aussi celui dôune institution municipale inefficace et corrompue, à lôimage de lôadministration dôÉtat, et à laquelle on ne veut pas « donner de lôargent ». Mais lôincivisme fiscal est plus souvent évoqué à propos des autochtones, autrement dit des ménages ou collectivités familiales possédant la terre en vertu de la coutume, voire dôune descendance royale, et refusant de payer les taxes foncières[65]. Or, le comportement des élus et des agents municipaux semble plutôt relever dôune acceptation de ces exemptions de fait. Il semble que la référence à la coutume reste hautement respectée dans le contexte béninois, y compris en milieu urbain et administratif; de manière générale, les élus ne se confrontent pas aux notables coutumiers ou descendants royaux. En somme, la légitimité coutumière paraît plus valable que la légitimité de la municipalité à taxer le foncier.

Dôautres sources de revenus sont également disponibles pour les municipalités, bien quêelles fournissent des revenus moindres. Les revenus domaniaux comprennent les revenus obtenus par la production dôactes administratifs relatifs au domaine. Le lotissement est le plus « payant » de ces revenus et on voit se développer dans les municipalités en expansion rapide, une « course au

[62] Certains agents affirment ainsi se mettre volontairement à lôécart des acteurs des affaires domaniales et des lotissements.

[63] Si des entretiens directs avec des élus nôont pas pu être menés, les analyses sôappuient sur des entretiens avec des représentants des élus, des acteurs de la filière fiscale, et les documents municipaux qui reflètent les priorités du conseil communal (notamment le budget municipal et les comptes administratifs).

[64] discours recueillis par quelques rencontres informelles avec des contribuables et la presse locale.

[65] enquête de terrain et Leclerc-Olive, M. and A. Keita, « Les villes : laboratoire de démocratie ?, » Programme de recherche urbaine pour le développement, Paris 2004.

lotissement[66] », qui produit un revenu important et plus immédiatement disponible. Le phénomène est perceptible à Bohicon[67], ville en expansion récente, où le produit des actes domaniaux représentait 47% des recettes municipales en 2009, et 50% en 2010[68].

Mais surtout, la disponibilité potentielle de sources de revenus plus valorisées symboliquement peut expliquer le faible attrait des élus pour la fiscalité locale. Les dotations de l'État et les projets de développement sont particulièrement visés dans les discours des élus locaux[69]. Ces sources semblent mieux valorisées par les populations, non seulement parce qu'elles ne sollicitent pas leur portefeuille, mais aussi, probablement parce qu'elles font écho à des symboles importants dans la construction du pouvoir local au Bénin. Ainsi, selon Metodjo, la « capacité de courtage » des institutions d'État et internationales est un rouage fondamental dans la construction de la notabilité du maire[70] : un bon maire serait celui qui démontre sa capacité à aiguiller un projet de développement vers « sa » ville, et non celui qui gère avec efficacité la fiscalité locale. La situation de dépendance à l'aide et le fait que l'aide internationale vise de plus en plus à travailler directement avec les communes, sans forcément passer par les instances étatiques, semblent renforcer ce phénomène. L'aide internationale, en particulier les coopérations française et allemande, a exercé une forte pression pour la mise en î uvre de la décentralisation depuis les années 1990[71]. Récemment, les pressions portaient sur la mise en î uvre d'un fonds d'appui aux communes[72] par lequel doivent transiter les dotations de l'État aux collectivités selon une logique de péréquation et le soutien international direct aux communes. La forte médiatisation de ces ambitions des agences d'aide véhicule l'idée d'une aide internationale (et de dotations nationales dans une moindre mesure) disponible, prête à être décaissée, qu'il s'agit, pour les hommes de pouvoir, de capter; elle contribue par la même occasion à discréditer aux yeux des élus des moyens aussi coûteux financièrement et politiquement que la fiscalité locale.

[66] Dorier-Apprill, E., « Information géographique : un outil pour la décision municipale ou un produit de rente ? SIG et registre foncier urbain à Porto Novo et dans sa zone péri-urbaine (Bénin). » Laboratoire Population, Environnement, Développement (IRD-Université de Provence) 2005.

[67] Cotonou et Porto-Novo sont au contraire des municipalités de superficie réduite, dont le territoire est pratiquement entièrement loti depuis plus de vingt ans.

[68] Mairie de Bohicon and Impact Consultants, « Commune de Bohicon.Plan de Développement Communal, 2ème génération. Rapport diagnostic, » Mairie de Bohicon 2012.

[69] Discours recueilli à travers les documents municipaux, mais aussi les documents du regroupement des élus locaux, l'Association nationale des communes du Bénin. Voir par exemple ANCB, « Auto-évaluation de la gouvernance locale au Bénin, » Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) 2007.

[70] Metodjo, A. K. A., « Décentralisation, démocratisation et pouvoir local au Bénin. Logiques de construction de la notabilité de maire," »Master de recherche Etudes Africaines, Science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2007.

[71] Dorier-Apprill, E., « Information géographique : un outil pour la décision municipale ou un produit de rente ? SIG et registre foncier urbain à Porto Novo et dans sa zone péri-urbaine (Bénin). » Laboratoire Population, Environnement, Développement (IRD-Université de Provence) 2005.

[72] Le Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC).

Conclusion

La mise en î uvre du RFU pose problème. En place depuis plus de vingt ans dans certaines municipalités, lôoutil fait pourtant lôobjet de marginalisation au sein de lôadministration municipale et dôun très faible soutien des élus. Cela entraîne non seulement des dysfonctionnements par rapport au modèle prévu par ses concepteurs, mais surtout, une perte de rentabilité exponentielle de lôoutil.

Et pourtant, lôoutil est toujours en place. Il « fonctionne » malgré tout et selon des mécanismes autres que la poursuite dôune fiscalité locale rentable. La marginalisation des services RFU pourrait constituer un signe dôadaptation de lôoutil à un contexte complexe, marqué par les enjeux fonciers et de pouvoir, tandis que le faible soutien des élus révélerait plutôt une survalorisation dôautres sources de financement municipal. Lôimage qui en résulte est celle dôune gestion urbaine et dôune fiscalité locale hautement soumises aux jeux dôintérêts locaux, loin de lôefficacité gestionnaire prônée par la Banque Mondiale par ses réformes.

Lôanalyse préliminaire présentée dans cet article invite à poursuivre le travail de recherche dans le sens dôune compréhension plus fine des mécanismes de réception des interventions de développement, pensée comme un complément aux évaluations conventionnelles. En comprenant mieux leur environnement de mise en î uvre, en mettant en lumière le rôle des acteurs et des enjeux locaux dans leurs usages et les innovations qui peuvent en découler, il sôagira de contribuer à améliorer les actions de lôaide internationale. Dans un pays où la légitimité de lôinstitution municipale semble encore instable, lôexistence dôoutils de gestion urbaine peut constituer un point dôancrage fort pour la construction de cette légitimité municipale et pour lôamélioration du cadre de vie urbain; à condition que les institutions sôen emparent.

Bibliographie

ANCB, «Auto-évaluation de la gouvernance locale au Bénin,» Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) 2007.

Baré, J.-F., Ed., Lôévaluation de politiques de développement. Approches pluridisciplinaires. Paris : LôHarmattan, 2001, 356 p.

Cefaï, D., Ed., *Lôenquête de terrain*. Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 2003, 615 p.

Cohen, M., «Learning by doing : World Bank lending for urban development, 1972-82,» The World Bank, Washington D.C. 1983.

Comby, J., «Rapport sur la réforme du droit foncier au Bénin,» 1998.

Comby, J., «Sortir vraiment du système foncier colonial,» presented at the Repenser les moyens dôune sécurisation foncière urbaine. Le cas de lôAfrique de lôouest, Université de Montréal, 2012.

Dale, P. F. and J. D. McLaughlin, Land Information Management. An introduction with special reference to cadastral problems in Third World countries. Oxford : Oxford University Press, 1989, p.

Darbon, D., Ed., La politique des modèles en Afrique. Simulation, dépolitisation et appropriation. Paris : Karthala, 2009, 286 p.

Dorier-Apprill, E., «Information géographique : un outil pour la décision municipale ou un produit de rente ? SIG et registre foncier urbain à Porto Novo et dans sa zone péri-urbaine (Bénin).» Laboratoire Population, Environnement, Développement (IRD-Université de Provence) 2005.

Dunkerley, H. B., Ed., *Urban Land Policy. Issues and Opportunities*. Washington D.C. : Oxford University Press for the World Bank, 1983, 214 p.

Durand-Lasserve, A., «Conditions de mise en place des systèmes d'information foncière dans les villes d'Afrique subsaharienne francophone.,» The World Bank, Washington D.C. 1993.

Durand-Lasserve, A., *et al.*, «La nouvelle coutume urbaine. Évolution comparée des filières coutumières de la gestion foncière urbaine dans les pays d'Afrique subsaharienne. Neuf études de cas,» Programme de recherche urbaine pour le développement 2004.

Enguéléguélé, M., «Quelques apports de l'analyse de l'action publique à l'étude du politique en Afrique subsaharienne,» *Politique et Sociétés,* vol. 27, pp. 3-28, 2008.

Jones, G. A. and P. M. Ward, «The World Bank's 'New' Urban Management Programme : Paradigm Shift or Policy Continuity?,» *Habitat International,* vol. 18, pp. 33-51, 1994.

Kakai, S. H. F., «Government and Land Corruption in Benin,» Land Deal Politics Initiative 2012.

Lascoumes, P. and P. Le Galès, «L'action publique saisie par ses instruments,» in *Gouverner par les instruments*, P. Lascoumes and P. Le Galès, Eds., Paris : Presses de Sciences Po, 2005.

Lassissi, S. A., *Comprendre le foncier béninois*. Porto-Novo : Centre National de Production des Manuels Scolaires, 2006, 486 p.

Le Meur, P.-Y., «L'information foncière, bien commun et ressource stratégique. Le cas du Bénin,» *Dossiers zones arides (IIED),* vol. 147, Mai 2008.

Leclerc-Olive, M. and A. Keita, «Les villes : laboratoire de démocratie ?,» Programme de recherche urbaine pour le développement, Paris 2004.

Mairie de Bohicon and Impact Consultants, «Commune de Bohicon.Plan de Développement Communal, 2ème génération. Rapport diagnostic,» Mairie de Bohicon 2012.

Arrêté (objet : réguler les mutations intervenant sur le tissu foncier du territoire de la ville de Cotonou), 2007.

Mattingly, M., «Urban Management in Less Developed Countries,» The World Bank, Washington D.C. 1995.

Mégie, A., «Mise en oeuvre,» in *Dictionnaire des politiques publiques*, L. Boussaguet, *et al.*, Eds., Paris : Presses de Sciences Po, 2010, p.343-350.

Metodjo, A. K. A., «Décentralisation, démocratisation et pouvoir local au Bénin. Logiques de construction de la notabilité de maire,"»Master de recherche Etudes Africaines, Science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2007.

Moser, C., «The asset vulnerability framework : reassessing urban poverty reduction strategies,» *World Development*, vol. 26, pp. 1-19, 1998.

Mosse, D., «Introduction : the ethnography of policy and practice,» in *Cultivating development : an ethnography of policy and practice*, D. Mosse, Ed., London : Pluto Press, 2005, p.1-20.

Olivier de Sardan, J.-P., «La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie.,» *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie*, vol. 1, pp. 71-109, 1995.

Osmont, A., La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement. Paris : Karthala, 1995, 309 p.

Payne, G., Land, rights and innovation. Improving tenure security for the urban poor. London : ITDG Publishing, 2002, 332 p.

Perier, R., «Le RFU : conception, mise en oeuvre et résultats,» presented at the Systèmes d'Informations foncières et fiscalité locale, Parakou, 1993.

Perrin, L., «Les techniques d'information foncière,» *Études Foncières*, vol. 45, pp. 26-32, 1989.

SERHAU-SA. (2011, 31 janvier 2011). *RFU : Registre Foncier Urbain*. Available : http://www.bj.refer.org/benin_ct/cop/serhau/source/rfu.htm.

Stake, R. E., *Multiple case study analysis*. New York : Guilford Press 2006, 342 p.

Sutton, R., «The policy process : an overview,» Overeas Development Institute, London 1999.

UN-Habitat, «Secure Land Rights for All,» UN-Habitat, Global Land Tool Network, Nairobi 2008.

World Bank, «Urban Policy and Economic Development. An Agenda for the 1990s.,» The World Bank, Washington D.C. 1991.

World Bank, «Governance and Development,» The World Bank, Washington D.C. 1992.

Écologie politique du développement de lôécotourisme dans les aires protégées des pays du Sud : le cas de Chi Phat dans la région des Cardamomes au Cambodge

Jonathan Tardif
Doctorant en géographie, Université de Montréal

Résumé

Lôécotourisme est souvent perçu comme une panacée capable de concilier le développement économique, la protection de lôenvironnement et le bien-être des communautés autour des aires protégées des pays en développement. La réalité sur le terrain est cependant tout autre, car le caractère complexe, politique et transcalaire de lôécotourisme est trop souvent négligé lors de la mise en î uvre des interventions. Le but de ce projet de recherche est ainsi de jeter un nouvel éclairage sur le développement de lôécotourisme dans les aires protégées des pays du Sud, et ce, à travers une analyse critique des pratiques et des discours qui lui sont associés. Adoptant un cadre théorique dérivé de lôécologie politique, nous chercherons à comprendre comment lôécotourisme affecte lôaccès aux ressources naturelles pour différents acteurs sociaux. Lôapproche méthodologique sôappuie sur une étude de cas essentiellement qualitative (une forêt protégée au sud-ouest du Cambodge et les communautés riveraines) qui fait appel à lôanalyse documentaire et discursive, à lôobservation participative ainsi quôà des entretiens semi-dirigés auprès dôacteurs clés. Les résultats préliminaires montrent que bien que le projet soit considéré comme un succès par de nombreux acteurs, ce succès sôappuie sur une image partielle et déformée de la réalité.

Mots-clés: Écotourisme, conservation, aires protégées, Cambodge, écologie politique, accès aux ressources naturelles, exclusion.

Introduction

Les aires protégées sont une composante importante de la stratégie de conservation de la biodiversité de la plupart des pays. Loin dôêtre neutre, leur création, éminemment politique, sôaccompagne généralement de changements économiques, sociaux et environnementaux non négligeables[73]. Ces espaces ont par ailleurs une histoire; souvent utilisés par les communautés

[73] Brechin, S. R., G. Murray et C. Benjamin. « Contested Ground in Nature Protection: Current Challenges and Opportunities in Community-Based Natural Resources and Protected Areas Management ». Chap. in *The SAGE handbook of environment and society*, p. 553-577. Los Angeles & London : SAGE, 2007 ; West, P., J. Igoe et D. Brockington. « Parks and peoples: The social impact of protected areas ». *Annual Review of Anthropology*, vol. 35 (2006), p. 251-277.

locales et dôautres acteurs depuis des décennies, leur apparition soudaine et les nouvelles règles qui en découlent concourent à modifier les dynamiques locales et régionales, parfois de façon drastique[74]. Ainsi, bien que les aires protégées contribuent parfois aux objectifs de conservation et de développement en milieu rural, elles laissent souvent les communautés locales ainsi que les écosystèmes plus fragiles quôauparavant[75].

Côest dans ce contexte quôon se tourne de plus en plus vers lôécotourisme, souvent perçu comme une panacée capable de concilier le développement économique, la protection de lôenvironnement et le bien-être des communautés[76]. Apparu de façon plus formelle au tournant des années 1990 dans les programmes des grandes ONG environnementales, lôécotourisme sôest depuis taillé une place de choix parmi les outils utilisés par les acteurs de la conservation « intégrée »[77]. Des milliers de projets ont été mis en place dans les pays en développement au cours des deux dernières décennies, mais les résultats jusquôici sont bien en deçà des attentes[78].

Une des raisons de ces échecs répétés ï qui ne semblent pas refroidir gouvernements, organisations diverses et communautés dans leur promotion de lôécotourisme ï est liée au fait que les interventions et la recherche en écotourisme ne tiennent généralement pas compte de la complexité inhérente à ce type dôactivité[79]. Par exemple, lôintroduction dôun projet dôécotourisme entraîne souvent la création de nouvelles organisations et dôarrangements institutionnels à plusieurs échelles qui viennent modifier les relations de pouvoir déjà en place. Ces interventions de type « projet », la plupart du temps menées par des organisations nationales ou internationales, sôinscrivent dans une logique de résultats à court terme. Par ailleurs, ces interventions tendent vers une interprétation simpliste et apolitique du système dans lequel elles sôinscrivent afin de faciliter leur mise en î uvre[80]. En ce sens, les « succès » de certaines dôentre elles, proclamés un peu hâtivement par leurs promoteurs, se doivent dôêtre réévalués à la lumière dôune approche qui

[74] Borrini-Fayerabend, G., M. Pimbert, M. T. Farvar, A. Kothari et Y. Renard. *Sharing power. Learning-by-doing in co-management of natural resources throughout the world*, Tehran : IIED and IUCN/CEESP/CMWG, 2004.

[75] Scherl, L. M., A. Wilson, R. Wild, J. M. Blockhus, P. Franks, J. A. McNeely et T. McShane. 2004. *Can protected areas contribute to poverty reduction ? Opportunities and limitations*. Gland & Cambridge : IUCN, 2004 ; Adams, W. M. et J. Hutton. « People, Parks and Poverty: Political Ecology and Biodiversity Conservation » *Conservation and Society*, vol. 5, no 2 (2007), p. 147-183.

[76] Goodwin, H. « In pursuit of ecotourism ». *Biodiversity and Conservation*, vol. 5, no 3 (1996), p. 277-291 ; Honey, M. *Ecotourism and sustainable development : who owns paradise?*, Washington, DC : Island Press, 2008 ; OMT (Organisation mondiale du tourisme) et PNUE (Programme des Nations Unies pour lôenvironnement). *Sommet mondial de lôécotourisme - Rapport final*. Madrid : OMT & PNUE, 2002.

[77] Rodary, E. et C. Castellanet. « Introduction. Les trois temps de la conservation ». Chap. in *Conservation de la nature et développement : lôintégration impossible ?*, p. 5-44. Paris : Karthala, 2003.

[78] Hugues, D. M. « Cadastral Politics: The Making of Community-Based Resource Management in Zimbabwe and Mozambique ». *Development and Change*, vol. 32, no 4 (2001), p. 741-768 ; Southgate, C. R. J. « Ecotourism in Kenya : The Vulnerability of Communities ». *Journal of Ecotourism*, vol. 5, no 1 (2006), p. 80-96.

[79] Agrawal, A. et K. Redford. *Poverty, Development, and Biodiversity: Shooting in the Dark?*. New York : WCS Institute, 2006 ; Farrell, B. H. et L. Twining-Ward. « Reconceptualizing tourism ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, no 2 (2004), p. 274-295.

[80] Brockington, D., R. Duffy et J. Igoe. *Nature unbound : conservation, capitalism and the future of protected areas*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2008 ; Duffy, R. « Neoliberalising Nature : Global Networks and Ecotourism Development in Madagasgar ». *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 16, no 3 (2008), p. 327 - 344.

reconnaît de façon explicite le caractère complexe, politique et transcalaire du développement de lôécotourisme.

Aux fins de ce projet de recherche, nous avons choisi dôapprocher lôécotourisme par lôécologie politique, un champ de la recherche qui insiste notamment sur la nature politique des problèmes environnementaux envisagés dans leurs dimensions matérielle et discursive à plusieurs échelles[81]. À ce jour, lôécologie politique a rarement été mobilisée afin dôéclairer les dynamiques qui découlent du développement de lôécotourisme autour des aires protégées[82]. Partant de ce cadre général, nous allons centrer lôanalyse sur les concepts dôaccès et dôexclusion en lien avec les ressources naturelles. Ces derniers ont toujours été au cî ur des préoccupations de lôécologie politique, mais ils seront ici réinterprétés à la lumière de travaux récents qui attirent lôattention sur un plus vaste répertoire de relations sociales pouvant contraindre ou faciliter lôaccès aux ressources naturelles[83]. Une des prémisses dôune telle approche est que lôexclusion est inévitable; tout projet dôécotourisme entraîne nécessairement lôexclusion de certains acteurs.

Nous croyons que dôinsister sur les concepts dôaccès et dôexclusion, revus notamment à travers le prisme de la littérature scientifique sur la conservation, le tourisme et la gouvernance environnementale, permet de faire « éclater la bulle de lôécotourisme »[84] de façon innovante. Étant donné les transformations rapides et multidimensionnelles en matière dôaccès aux ressources naturelles en opération actuellement dans les pays du Sud, il importe de sôintéresser au *comment* et au *qui* de lôexclusion, par et pour lôécotourisme, afin de comprendre les nombreuses reconfigurations socio-écologiques en cours.

Questions de recherche, objectifs et hypothèses

Le but de ce projet de recherche est de jeter un nouvel éclairage sur le développement de lôécotourisme dans les aires protégées des pays du Sud à travers une analyse critique des pratiques et des discours qui lui sont associés. Plutôt que de masquer la complexité inhérente à ce type dôintervention, nous cherchons à lôexposer. Notre travail est donc guidé par une question principale qui découle des préoccupations et des enjeux présentés en introduction:

- *Comment lôécotourisme développé à lôintérieur des aires protégées des pays du Sud vient-il modifier lôaccès aux ressources naturelles pour différents acteurs sociaux?*

Notre attention se porte donc sur les *moyens* par lesquels différents acteurs sociaux (individus, groupes, organisations) obtiennent, contrôlent ou perdent lôaccès aux ressources naturelles, par et

[81] Neumann, R. P. *Making political ecology*. New York : Oxford University Press, 2005 ; Robbins, P. *Political ecology : a critical introduction*. Malden, MA : Blackwell, 2004.

[82] Campbell, L. M., N. J. Gray et Z. A. Meletis. « Political ecology perspectives on ecotourism to parks and protected areas ». Chap. in *Transforming Parks and Protected Areas: Policy and governance in a changing world*, p. 200-221. New York : Routledge, 2008.

[83] Hall, D., P. Hirsh et T. M. Li. *Powers of exclusion: Land dilemmas in Southeast Asia*. Honolulu : University of Hawaiôi Press, 2011 ; Ribot, J. C., et N. L. Peluso. 2003. « A Theory of Access ». *Rural Sociology*, vol. 68, no 2 (2003), p. 153-181.

[84] Carrier, J. G. et D. V. L. Macleod. « Bursting the Bubble: The Socio-Cultural Context of Ecotourism ». *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 11, no 2 (2005), p. 315-334.

pour lôécotourisme, ainsi que les implications de cela sur les relations sociales et les dynamiques socio-écologiques. Plusieurs sous-questions peuvent être soulevées en lien avec notre question principale. Par exemple, quels changements découlent de la création et du maintien des aires protégées et du développement de lôécotourisme? Comment ces changements ont-ils influencé les pratiques locales en matière dôutilisation des ressources naturelles? Qui gagne et qui perd, côest-à-dire qui gagne accès et qui est exclu des bénéfices liés aux ressources naturelles? Quels sont les principaux processus qui entrent en jeu ainsi que les moyens utilisés?

Ce projet sôarticule par ailleurs autour de quatre objectifs spécifiques en lien avec le but et les questions de recherche:

1. Identifier les ressources, les intérêts et les stratégies des acteurs impliqués dans la définition et la mise en î uvre de lôécotourisme et de la gestion des ressources naturelles sur le territoire sélectionné.
2. Déterminer les principaux acteurs sociaux qui sont exclus et ceux qui gagnent dans lôaccès aux ressources naturelles.
3. Révéler les processus clés qui affectent lôaccès aux ressources naturelles à lôintérieur et en périphérie des aires protégées et qui découlent de lôintroduction dôun projet dôécotourisme.
4. Tester les revendications théoriques en matière dôaccès et dôexclusion et, au besoin, proposer des modifications qui tiennent compte de la réalité spécifique à lôécotourisme et/ou aux aires protégées.

Notre hypothèse principale est que lôécotourisme dans les aires protégées, tant par les discours mobilisés en son nom que dans ses manifestations concrètes sur le terrain, entraîne généralement lôexclusion dôune partie de ceux pour qui lôinitiative est mise en place, côest-à-dire les acteurs les plus marginalisés. Ces derniers ne sont cependant pas les seuls à se voir limiter lôaccès aux ressources naturelles. Les processus qui entrent en jeu sont multiples, complexes et font intervenir des acteurs à plusieurs échelles.

La suite de cet article est divisée en quatre brèves sections. Nous allons dôabord développer davantage sur le rôle joué par lôécotourisme à lôinterface conservation/développement, principalement dans les pays en développement. Nous présenterons ensuite le cadre théorique qui a été adopté afin dôorienter la collecte et lôanalyse des données. La troisième section aborde les aspects méthodologiques de la recherche. La section finale discute de certains résultats préliminaires, le projet nôétant pas encore terminé (fin prévue en décembre 2013).

Lôécotourisme à lôheure de la conservation intégrée

Le tourisme est lôun des phénomènes socio-économiques majeurs du 21^{e} siècle. Depuis le début des années 1950, il sôest ramifié, diversifié, multiplié au point de devenir lôun des plus importants secteurs économiques planétaires et parmi ceux qui croissent le plus vite. En 2009, le nombre dôarrivées de touristes internationaux a atteint 880 millions et les recettes du tourisme international dans le monde se sont élevées à plus de 850 milliards de dollars US, soit plus de 2,3

milliards de dollars US par jour[85]. Dans ce contexte, la plupart des gouvernements, au Nord comme au Sud, voient le tourisme comme une activité économique stratégique, mais également comme un outil de développement et de conservation[86]. La croissance a été particulièrement impressionnante dans les pays en développement et les pays émergents qui ont vu leur part de touristes internationaux passée de 32 % en 1990 à 47 % en 2009[87]. Bien que lôécotourisme représente encore aujourdôhui un segment marginal du tourisme, il est significatif pour au moins deux raisons[88]: 1) il a connu une croissance phénoménale au cours des dernières années; 2) les revendications que font ses promoteurs ont des implications importantes pour un grand nombre dôacteurs, souvent les plus marginalisés. Mais encore faut-il sôentendre sur la nature de lôobjet en question.

Définir lôécotourisme

Depuis plus de deux décennies maintenant, lôécotourisme est associé au développement durable en milieu rural dans les pays du Sud. Se réclamant du tourisme durable, lôécotourisme allait dôabord être popularisé par des textes publiés à la fin des années 1980 et le début des années 1990 par des ONG environnementales[89]. Ces dernières voyaient dans lôécotourisme une façon concrète de concilier la protection de la biodiversité et lôagenda « développementiste », surtout dans les aires protégées. Il est le reflet dôune approche plus générale adoptée par bon nombre dôintervenants, soit celle dôintégrer des objectifs de conservation et de développement au sein dôun même projet, dôune même intervention[90].

Mais de quoi parle-t-on exactement quand on parle dôécotourisme? Dans la littérature, on ne sôentend pas sur une définition[91]. Une des plus souvent évoquées est celle de *The International Ecotourism Society* pour qui lôécotourisme est une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de lôenvironnement et au bien-être des populations locales[92]. Le terme, nous dit Ziffer[93] (1989, 5) dans une des premières études exhaustives sur lôécotourisme,

---

[85] UNWTO (United Nations World Tourism Organization). *UNWTO Tourism Highlights - 2010 Edition*, Madrid : UNWTO, 2010.

[86] Telfer, D. J. et R. Sharpley. *Tourism and Development in the Developing World*. London & New York : Routledge, 2008 ; Duffy, R. *A Trip Too Far : Ecotourism, Politics and Exploitation*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2002.

[87] UNWTO, 2010, *op. cit.*

[88] Mowforth, M. et I. Munt. Tourism and sustainability : development, globalisation and new tourism in the Third World. London & New York : Routledge, 2009.

[89] Boo, E. *Ecotourism: the potentials and pitfalls*. Washington, DC : World Wildlife Fund, 1990 ; Ziffer, K. A. *Ecotourism : the uneasy alliance*. Washington, DC : Conservation International, 1989.

[90] Blaikie, P. « Is small really beautiful? Community-based natural resource management in Malawi and Botswana ». *World Development*, vol. 34, no 11 (2006), p. 1942-1957 ; Rodary et Castellanet, 2003, *op. cit.* ; Adams, W. M. *Against extinction : the story of conservation*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2004.

[91] Fennell, D. A. « A Content Analysis of Ecotourism Definitions ». *Current Issues in Tourism*, vol. 4, no 5 (2001), p. 403-421 ; Donohoe, H. M., et R. D. Needham. 2006. "Ecotourism: The Evolving Contemporary Definition." *Journal of Ecotourism*, vol. 5, no 3 (2006), p. 192-210.

[92] TIES (The International Ecotourism Society). *What is ecotourism?* The International Ecotourism Society 2011 [1990]. [En ligne] http://www.ecotourism.org, consulté le 9 mai 2011.

[93] Ziffer, K. A., 1989, *op. cit.*

« has eluded firm definition because it is a complex notion which ambitiously attempts to describe an activity, set forth a philosophy, and espouse a model of development. » Pour certains auteurs, lôadoption dôune définition stricte est la seule façon dôajuster nos actions en fonction des caractéristiques uniques de lôécotourisme[94]. Pour dôautres, lôaccent doit plutôt être mis sur les principes qui le sous-tendent, notamment lôamélioration du bien-être des communautés locales, leur participation dans la gestion et la gouvernance des projets et une contribution à la protection du milieu naturel[95]. Tardif[96] (2005) fait par ailleurs remarquer que chacun de ces principes peut porter à confusion et est sujet à de multiples interprétations. Malgré les débats entourant le sens précis du terme, on sôentend généralement pour dire que lôécotourisme doit en quelque sorte satisfaire des objectifs de conservation et de développement[97].

Aux fins de cette thèse, notre attention sera tournée vers le tourisme à lôintérieur et/ou en périphérie des aires protégées et qui est présenté et conçu par ses promoteurs comme une forme dôécotourisme communautaire intégrant au moins trois objectifs centraux: la conservation de la biodiversité, le développement socio-économique (la plupart du temps ramené à la réduction de la pauvreté) et la participation des communautés. Dans la section suivante, nous allons proposer un cadre dôanalyse ancré dans lôécologie politique qui permet de tenir compte de la nature complexe des enjeux entourant lôécotourisme et de saisir les transformations en matière dôaccès et dôexclusion quôentraîne ce type dôintervention autour des aires protégées des pays en développement.

Lôécologie politique comme approche théorique

Bien que diverses, les recherches en écologie politique partagent lôidée que les changements environnementaux et les conditions écologiques sont le produit de processus politiques. Cela implique trois présupposés fondamentaux dans lôapproche de tout problème[98]: 1) les coûts et les bénéfices associés aux changements environnementaux ne sont pas distribués également parmi les acteurs; 2) ce qui renforce ou réduit les inégalités sociales et économiques existantes; 3) et donc, mène à des implications politiques en ce que ça modifie les relations de pouvoir entre les acteurs. Une perspective dérivée de lôécologie politique insiste sur le fait que les succès et les échecs relatifs des stratégies de conservation de la biodiversité (p. ex. lôécotourisme) ne peuvent être expliqués complètement quôà travers lôanalyse des contextes historiques, culturels et politico-économiques spécifiques à lôintérieur desquels les aires protégées et les projets associés sont implantés[99].

---

[94] Björk, P. « Ecotourism from a Conceptual Perspective, an Extended Definition of a Unique Tourism Form ». *International Journal of Tourism Research*, vol. 2, no 3 (2000), p. 189-202.

[95] Honey, 2008, *op. cit.*; OMT et PNUE, 2002, *op. cit.*

[96] Tardif, J. Évaluation du développement de lôécotourisme dans le parc national Zabaïkalskii, en Sibérie: en route vers un développement durable?, Mémoire de maîtrise, Institut des sciences de lôenvironnement, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2005.

[97] Brockington et al., 2008, *op. cit.*

[98] Bryant, R. L. et S. Bailey. *Third World political ecology*. London & New York : Routledge, 1997.

[99] Neumann, 2005, *op. cit.*

Les concepts d'accès et d'exclusion ont toujours été au cœur des préoccupations de l'écologie politique. En accord avec Corbera[100] (2012), nous croyons que le concept d'exclusion développé par Hall et al.[101] (2011) est en position dialectique par rapport à celui d'accès tel que présenté par Ribot et Peluso[102] (2003). Nous avons donc choisi de mettre ceux-ci en relation dans la construction de notre cadre théorique.

L'accès aux ressources naturelles

Dans la littérature scientifique, la notion d'accès aux ressources naturelles est généralement réduite à sa dimension légale et institutionnelle. Par exemple, Schlager et Ostrom[103] (1992) définissent l'accès comme le droit d'entrer sur une propriété physique (p. ex. un certain terrain, une forêt délimitée). Pour Platteau[104] (2003), l'accès fait référence au droit que possède une personne de pénétrer le domaine de la ressource (p. ex. forêt), mais aussi à celui d'y extraire des produits (p. ex. du bois). Quelques auteurs ont adopté une approche plus globale du concept d'accès, sans toutefois tenter de le théoriser[105]. Dans un article paru il y a quelques années, Ribot et Peluso[106] (2003) ont proposé une théorie de l'accès qu'ils définissent comme *la capacité d'un acteur de tirer profit des ressources naturelles*. Cette façon de concevoir l'accès attire l'attention sur un plus vaste répertoire de relations sociales qui peuvent contraindre ou faciliter les acteurs à tirer des bénéfices des ressources. La notion de pouvoir est ici centrale et est définie par les auteurs à la fois comme la capacité qu'ont certains acteurs d'influencer les pratiques et les idées des autres[107] et comme une propriété émergente de certaines relations sociales.

Une analyse de l'accès passe ainsi par l'identification des mécanismes (moyens, processus, relations) par lesquels un acteur obtient, contrôle ou maintient l'accès aux ressources naturelles. Ribot et Peluso[108] (2003) distinguent deux grandes catégories de mécanismes qui influencent l'accès: 1) l'accès basé sur le droit et les institutions; 2) les mécanismes structuraux et relationnels qui modulent l'accès aux ressources naturelles. Le premier peut être divisé en deux, soit l'accès *légal* (lois, coutumes, conventions) et l'accès *illégal*. Dans ce dernier cas, les acteurs tirent des bénéfices d'une façon qui n'est pas sanctionnée socialement par l'État ou la société (p.

[100] Corbera, E. « Powers of exclusion. Land dilemmas in Southeast Asia ». *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, no 1 (2012), p. 221-225.

[101] Hall et al., 2011, *op. cit.*

[102] Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit.*

[103] Schlager, E. et E. Ostrom. « Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis ». *Land Economics*, vol. 68, no 3 (1992), p. 249-262.

[104] Platteau, J.-P. *Droits de propriété et gestion efficace des ressources naturelles*. Paris : Institut du développement durable et des relations internationales, 2003.

[105] Voir par exemple: Berry, S. « Social Institutions and Access to Resources ». *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 59, no 1 (1989), p. 41-55 ; Leach, M., R. Mearns et I. Scoones. « Environmental entitlements: Dynamics and institutions in community-based natural resource management ». *World Development*, vol. 27, no 2 (1999), p. 225-247 ; Shipton, P. et M. Goheen. « Introduction. Understanding African Land-Holding: Power, Wealth, and Meaning ». *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 62, no 3 (1992), p. 307-325.

[106] Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit.*

[107] D'après les travaux de Lukes, S. *Power: a radical view*. London : Macmillian, 1974; Weber, M. *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*. Berkeley : University of California Press, 1978.

[108] Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit.*

ex. vol). Les ambiguïtés sont fréquentes; il nôest pas rare que des lois établies sous un même gouvernement se contredisent, allouant des droits dôutiliser une même ressource à des acteurs différents.

Lôexclusion

Cette conceptualisation de lôaccès a été reprise récemment par Hall et al.[109] (2011) dans leur livre *Powers of Exlusions*. Ces auteurs utilisent le concept dôexclusion, défini comme « the ways in which people are *prevented* from benefiting from things (more specifically, land) »[110], afin de comprendre les transformations qui affectent lôaccès à la terre en Asie du Sud-Est. Lôexclusion nôest pas un processus aléatoire non plus quôil ne se joue à forces égales. Comme le rappellent les auteurs, lôexclusion est structurée par les *relations de pouvoir* et ils identifient quatre principaux types de pouvoir qui influencent lôexclusion.

Le premier est la *régulation*, soit les règles formelles et informelles qui gouvernent lôaccès et lôexclusion. La régulation comprend quatre composantes principales selon les auteurs, soit les frontières entre les terres, les utilisations du territoire permises, les types de revendications en termes de propriété ï p. ex. public, privée, collectif ï et dôusufruit qui peuvent être faites, ainsi que lôidentification des individus ou groupes pouvant appuyer leurs revendications par les institutions. Absente de leur approche est la notion dôillégalité développée par Ribot et Peluso[111] (2003) qui permet, à notre avis, de prendre en considération de façon plus explicite un phénomène comme le vol, par exemple. Il est utile ici de rapprocher également leur pouvoir de régulation à la réflexion des trente dernières années sur les communaux, les institutions et la gouvernance[112], qui insiste notamment sur le fait que lôÉtat nôa pas le monopole de lôarticulation des règles du jeu en matière de gestion des ressources naturelles. Du coup, les arrangements institutionnels ne sont pas toujours efficaces et plusieurs sources dôautorité en cette matière peuvent être en conflit. Il ne faut pas non plus perdre de vue que ni les communautés ni lôÉtat ne sont des blocs monolithiques qui parlent dôune seule et même voix[113].

Le second pouvoir est la *force*, considérée de façon explicite (p. ex. violence physique), mais aussi implicite. Ici, lôÉtat est le principal acteur à utiliser la force de façon légitime, mais pas toujours afin de faire respecter ses propres lois. Cependant, dans le domaine de la conservation,

[109] Hall et al., 2011, *op. cit.*

[110] *Ibid.*, p.7.

[111] Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit.*

[112] Baland, J.-M. et J. P. Platteau. *Halting degradation of natural resources : is there a role for rural communities?* New York & Oxford : FAO & Clarendon, 1996 ; Lemos, M. C. et A. Agrawal. « Environmental governance and political science ». Chap. in *Governance for the environment: New perspectives*, p. 69-97. Cambridge : Cambridge University Press, 2009 ; Ostrom, E. *Governing the commons : the evolution of institutions for collective action.* Cambridge & New York : Cambridge University Press, 1990 ; Ostrom, E. *Understanding institutional diversity*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 2005 ; Stoker, G. « Governance as theory: five propositions ». *International Social Science Journal*, vol. 50, no 155 (1998), p. 17-28 ; Berkes, F., D. Feeny, B. J. McCay et J. M. Acheson. « The benefits of the commons ». *Nature*, no 340 (1989), p. 91-93.

[113] Agrawal, A. et C. C. Gibson. « Enchantment and disenchantment: The role of community in natural resource conservation ». *World Development*, vol. 27, no 4, p. 629-649 ; Carlsson, L. et F. Berkes. « Co-management: concepts and methodological implications ». *Journal of Environmental Management*, vol. 75, no 1 (2005), p. 65-76.

dôautres acteurs, comme les compagnies privées ou encore les ONG (quoique de façon plus déguisée), emploient aussi parfois la force et la violence pour exclure[114]. Dans un article sur les nouvelles frontières en matière de contrôle de la terre, Peluso et Lund[115] (2011) évoquent également lôidée de la mémoire ou du souvenir de la violence comme ayant une influence sur le contrôle de la terre.

Le troisième pouvoir auquel les auteurs font allusion est le *marché*, notamment par le biais des prix de certains produits et services qui sont importants pour comprendre les dynamiques dôexclusion. La littérature sur la *conservation néolibérale*[116], en lien avec la conservation et lôécotourisme, permet, à notre avis, de donner un peu plus de "corps" à ce pouvoir. La thèse centrale ici est que loin de restreindre les activités du capitalisme, la conservation est en train de devenir lôun des principaux moyens par lesquels des profits sont générés[117]. La prolifération des projets dôécotourisme dans les aires protégées, quôils soient « communautaires » ou « de luxe », en est un bon exemple. Les acteurs du tourisme sont toujours en quête de nouveaux territoires et produits exclusifs afin de se démarquer de la concurrence, ce que ces espaces protégés, par et pour lôécotourisme, leur procurent.

Le dernier pourvoir est la *légitimation* comprise comme la justification de ce qui est ou devrait être. Il sôappuie sur le normatif, la morale, les discours; ces derniers peuvent être mobilisés afin dôaffirmer lôaccès/lôexclusion à la terre. Comprendre les discours dominants et alternatifs en conservation, qui les formule ou les transforme, comment ils sont mobilisés ou relayés, permet dôéclairer certaines dynamiques en matière dôaccès et dôexclusion[118]. Ces quatre types de pouvoir ne sont pas tous aussi efficaces à différentes échelles. Pour comprendre ce qui se passe au niveau local, il est essentiel de sôattarder à la façon dont ils sont mobilisés à plusieurs échelles. Il est clair aussi quôils interagissent entre eux; leur séparation est en quelque sorte artificielle et permet de faciliter lôanalyse.

Hall et al.[119] (2011) reconnaissent que dôautres formes de pouvoir qui influencent lôexclusion sont en opération mais font le choix de ne pas les considérer de façon explicite, notamment pour

[114] Plusieurs exemples éloquents dans Duffy, R. *Nature Crime - How Weôre Getting Conservation Wrong*. New Haven & London : Yale University Press, 2010; Adams, W. M. et J. Hutton. « People, Parks and Poverty: Political Ecology and Biodiversity Conservation ». *Conservation and Society*, vol. 5, no 2 (2007), p. 147-183 ; Hutton, J., W. M. Adams et J. C. Murombedzi. « Back to Barriers? Changing Narratives in Biodiversity Conservation ». *Forum for Development Studies*, vol. 2 (2005), p. 341-370.

[115] Peluso, N. L. et C. Lund. « New frontiers of land control. Introduction ». *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, no 4 (2011), p. 667-681.

[116] Brockington et al., 2008, *op. cit.* ; Castree, N. « Commodifying what nature? ». *Progress in Human Geography*, vol. 27, no 3 (2003), p. 273-297 ; Castree, N. « Neoliberalising nature: the logics of deregulation and reregulation ». *Environment and Planning A*, vol. 40 (2008), p. 131-152 ; Duffy, R., 2010, *op. cit.*

[117] Brockington, D. Celebrity and the environment: Fame, wealth and power in conservation. New York : Zed, 2009, p. 2.

[118] Campbell et al., 2008, *op. cit.* ; Adger, W. N., T. A. Benjaminsen, K. Brown et H. Svarstad. « Advancing a political ecology of global environmental discourses ». *Development and Change*, vol. 32 (2001), p. 681-715 ; Svarstad, H. « Analysing Conservationï Development Discourses: The Story of a Biopiracy Narrative ». *Forum for Development Studies*, vol. 1 (2002), p. 63-92.

[119] Hall et al., 2011, *op. cit.*

faciliter lôanalyse, mais aussi parce quôils les considèrent plus marginaux. Parmi ceux-ci, nous en retiendrons trois. Dôabord, les *changements environnementaux*, par exemple par la salinisation et la pollution dues à la culture des crevettes, ou encore les populations obligées de migrer en raison dôune catastrophe écologique. La réflexion des dernières années sur la résilience et les systèmes socio-écologiques démontre clairement que ce pouvoir est important[120]. Ensuite, les *alliances et les relations politiques*, ou ce que nous pourrions appeler les réseaux sociaux. Cartographier les réseaux qui se forment autour de certains enjeux permet de faciliter lôidentification et lôinterprétation des dynamiques sociales, incluant les jeux de pouvoir entre acteurs ou groupes dôacteurs. Ces alliances, notamment dans le domaine de la conservation, jouent un rôle central dans les processus dôexclusion et dôaccès dans les pays du Sud[121]. Finalement, lôaccès et le contrôle des *connaissances et de la technologie*, pouvoir quôils abordent un peu sous la légitimation, notamment lorsquôils parlent des revendications que font les acteurs en lien avec les connaissances scientifiques. Ribot et Peluso[122] (2003) ont insisté davantage sur ce point et nous croyons quôil mérite dôêtre intégré au cadre dôanalyse.

Étant donné que lôexclusion est inévitable, la question que lôon doit se poser alors est qui gagne et qui perd de la façon dont les frontières (au sens large) sont établies[123]. *Gagner* est ici compris comme un plus grand accès aux ressources naturelles, *perdre* revient à être exclu dôun tel accès. Lôaccès aux ressources et les bénéfices quôon peut en tirer sont donc différentiés et côest souvent les plus marginalisés qui écopent. Dans la section suivante, nous allons présenter lôapproche méthodologique qui permet dôopérationnaliser notre recherche.

Lôapproche méthodologique

Ce projet de recherche sur le rôle que joue lôintroduction dôun projet dôécotourisme dans lôaccès et lôexclusion en lien avec les ressources naturelles utilise lôétude de cas qualitative comme cadre méthodologique général. Comme le rappelle Yin[124] (2009, 18), cette méthode est un excellent choix pour qui sôintéresse à un phénomène contemporain comme lôécotourisme, particulièrement lorsque les frontières entre le phénomène et son contexte ne sont pas clairement délimitées, que le chercheur a peu de contrôle sur les événements et que la recherche nécessite une bonne

[120] Berkes, F., C. Folke et J. Colding. *Linking social and ecological systems : management practices and social mechanisms for building resilience*. Cambridge : Cambridge University Press, 1998 ; Folke, C., T. Hahn, P. Olsson et J. Norberg. « Adaptive governance of social-ecological systems ». *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 30 (2005), p. 441-473 ; Gunderson, L. H. et C. S. Holling. *Panarchy : understanding transformations in human and natural systems*. Washington, DC : Island Press, 2002 ; Holling, C. S. « Resilience and stability of ecological systems ». *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4 (1973), p. 1-23 ; Holling, C. S. « Understanding the complexity of economic, ecological, and social systems ». *Ecosystems* vol. 4, no 5 (2001), p. 390-405.

[121] Voir aussi Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit. ;* Adger, W. N., K. Brown et E. L. Tompkins. « The political economy of cross-scale networks in resource co-management ». *Ecology and Society*, vol. 10, no 2 (2005) ; Bodin, O. et B. I. Crona. « The role of social networks in natural resource governance: What relational patterns make a difference? ». *Global Environmental Change-Human and Policy Dimensions*, vol. 19, no 3 (2009), p. 366-374 ; Duffy, 2008, *loc. cit.*

[122] Ribot et Peluso, 2003, *loc. cit.*

[123] Hall et al., 2011, *op. cit.*, p. 198.

[124] Yin, R. K. *Case Study Research: Design and Methods*. Los Angeles, London, New Delhi, Singapore & Washington DC : Sage Publications, 2009, p. 18.

compréhension du contexte général. De plus, les études de cas de type qualitatif sont de par leur nature sensible à la complexité. Orientées vers des événements actuels et les processus en cours, elles sont pertinentes afin de répondre à des questions de type « pourquoi » et « comment »[125].

Par ailleurs, une étude de cas peut référer à plusieurs choses[126]. Nous serons donc ici le plus explicites possible. Comme le mentionne Gerring[127] (2007, 19), « *case* connotes a spatially delimited phenomenon (a unit) observed at a single point in time or over some period of time ». La plupart des études de cas sur lôécotourisme utilisent la communauté (pas toujours définie clairement) comme unité spatiale dôanalyse. Pour nous, ce sera le territoire circonscrit temporairement par une aire protégée et les communautés riveraines. Nous disons « temporairement », car le choix de lôunité dôanalyse peut être revu pendant ou après la collecte des données[128]. La période qui fait lôobjet de notre attention principale va de la création de lôaire protégée et la mise en place du projet dôécotourisme au site sélectionné (voir section suivante) jusquôà aujourdôhui. Nous allons cependant élargir lôanalyse historique pour y inclure la période commençant aux premières élections démocratiques de 1993, ce qui correspond également à la création des premières aires protégées et au début de la croissance du tourisme au pays. Nous allons aussi tenir compte des événements tragiques des années 1970 et 1980 qui conditionnent encore les dynamiques locales.

Identification du site pour lôétude

Nous avons choisi de porter notre attention sur le projet dôécotourisme développé à Chi Phat, une commune située dans la province de Koh Kong au sud-ouest du Cambodge. Plusieurs facteurs ont influencé notre choix. Dôabord, lors dôun voyage exploratoire effectué en mai et juin 2010, nous avons visité plusieurs sites potentiels et réalisé quelques entretiens, tant au Cambodge quôau Laos. Six sites au Cambodge et trois au Laos avaient été sélectionnés suite à une revue de littérature et à quelques échanges de courriels avec des partenaires qui avaient une bonne connaissance du terrain. Les principaux critères qui ont guidé notre choix préliminaire étaient: 1) un projet dôécotourisme actif depuis au moins deux ans (nous ne voulions ni dôun projet terminé, ni dôun projet en phase de planification) et qui occupe une place importante dans les dynamiques locales; 2) présence dôune aire protégée reconnue nationalement; 3) site impliquant un petit nombre de communautés (pour faciliter la recherche) en milieu rural; 4) une certaine reconnaissance du projet, au moins au niveau national sinon international.

Le Cambodge sôest avéré le choix le plus judicieux, tant par la diversité des projets en écotourisme, le dynamisme et la disponibilité des acteurs concernés que la relative facilité dôy faire de la recherche (qui est très contrôlée au Laos). Le site sur lequel nous avons arrêté notre choix est situé dans la région naturelle des Cardamomes, au sud-ouest du pays. Cette région fait lôobjet de pressions croissantes au niveau local, national et international, pour des projets de conservation et de développement. Après à peine 5 ans dôexistence, le projet à Chi Phat est déjà

[125] Yin, 2009, *op. cit.*

[126] Gerring, J. *Case study research : principles and practices.* Cambridge : Cambridge University Press, 2007; Yin, 2009, *op. cit.*

[127] Gerring, 2007, *op. cit.*, p. 19.

[128] Yin, 2009, op. cit., p. 30.

considéré comme un succès à lôéchelle nationale et internationale, mais aucun chercheur ne sôy est encore attardé. La disponibilité des gestionnaires de ce projet et lôintérêt des communautés, les relations établies jusquôici avec certains des acteurs impliqués et lôaccessibilité du site ont aussi joué un rôle crucial dans notre choix final. Ajoutons que lôONG responsable du projet a produit beaucoup de matériel (textes, vidéos) qui se prête bien à lôanalyse. Finalement, bien que ce projet sôinscrive dans un contexte spécifique, nous croyons quôil est assez représentatif des dynamiques complexes associées au développement de lôécotourisme dans les aires protégées des pays du Sud.

Techniques de collecte de données

La première technique de collecte de données qui a été utilisée est de type documentaire analytique et déductive, basée sur la révision de documents de travail, cartes, rapports de recherche et articles spécialisés. Pour bien comprendre la place centrale accordée à lôécotourisme en matière de conservation de la biodiversité et de lutte contre la pauvreté au Cambodge par divers acteurs, nous avons analysé dans un premier temps, lôévolution au pays et en Asie du Sud-Est, au cours des vingt dernières années, de trois domaines fondamentaux: la conservation, le développement et le tourisme. Lôécotourisme est en quelque sorte le point de convergence de ces trois domaines. Cette première étape nous a permis également de rassembler un ensemble dôinformations concernant lôaire protégée qui nous intéresse, les communautés vivant à proximité ou à lôintérieur de ce parc, lôindustrie du tourisme dans la région, les politiques ayant un impact direct sur le tourisme, la gestion des parcs ou la gouvernance des ressources naturelles et les organisations qui influencent le développement de lôécotourisme au pays.

La deuxième technique consiste en la réalisation dôentretiens semi-dirigés auprès dôacteurs clés. Le choix de ceux-ci fut basé sur leur expérience, leur représentativité, leur implication et leur connaissance des politiques, des objectifs et des programmes concernant lôécotourisme et la gestion des ressources naturelles, ou sur leur implication générale et leur connaissance de la zone à lôétude. Plus de 80 entretiens ont été réalisés en anglais, en français et dans la langue locale (khmer) lors de trois séjours au Cambodge entre mai 2010 et avril 2012. Pour les entretiens en khmer, nous avons fait appel à un interprète choisi sur la base de ses compétences linguistiques et ses connaissances de la région qui est au cî ur de notre recherche. La durée des entretiens variait généralement entre 60-90 minutes, souvent considérées comme la durée optimale[129].

Finalement, la dernière technique de collecte de données est lôobservation participative, plus spécifiquement ce que Ouellet[130] (1994) appelle la *participation-observation*. Lôavantage de cette approche est quôelle « permet de participer et dôobserver les changements au sein du groupe. Elle permet aussi de comprendre les variations de comportements spontanés sans détruire les structures, les motifs internes qui amènent ces comportements »[131]. Toutefois, cette méthode nôest pas exempte de problèmes. Parmi ceux-ci, notons le fait que ce ne sont pas tous les phénomènes

[129] Savoie-Zajc, L. « Lôentrevue semi-dirigée ». Chap. in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données*, p. 263-285. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1997.

[130] Ouellet, A. *Processus de recherche: une introduction à la méthodologie de la recherche*. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1994.

[131] Ouellet, 1994, *op. cit.*, p. 177.

qui peuvent être observés[132]. Une façon de pallier à cette faiblesse de la méthode a été de la compléter par des entrevues avec les participants, permettant ainsi la reconstruction des pratiques observées[133]. Lôobservation participative a notamment pris la forme de prise de notes sur le terrain (journal de bord quotidien), de nombreux entretiens informels et de participation active à des activités ciblées.

Analyse des données

Par rapport aux objectifs de notre recherche et à la particularité de la collecte de données, lôanalyse de contenu est la méthode dôanalyse la plus appropriée. Lôune de ses principales caractéristiques est lôutilisation de catégories analytiques, lesquelles sont souvent dérivées du ou des modèles théoriques[134]. La définition de ces catégories sôest faite suivant une formule mixte où une partie des catégories est dérivée dôune théorie alors quôune autre est induite en cours dôanalyse. Lôétape suivante a été dôidentifier des unités *thématiques*, qui sont les unités les plus appropriées aux objectifs de cette recherche ainsi quôau matériel récolté. Landry[135] (1998, 338) définit les unités thématiques comme « des ónoyaux de sensô dont la présence ou la fréquence permettront de faire des inférences ». Cette approche est par ailleurs souvent utilisée pour coder des réponses dôentrevues.

Limites méthodologiques

Étant donné le contexte particulier de la présente recherche et les conditions réelles sur le terrain, certains intervenants préalablement identifiés comme importants pour une meilleure compréhension des phénomènes nôont pu se rendre disponibles. La barrière de la langue a entraîné la perte de détails lors de quelques entretiens et de leur analyse et même, dans certains cas, elle a empêché la réalisation dôentretiens formels et informels, particulièrement hors des grands centres. Un autre problème est celui de la crédibilité des informations divulguées lors des entretiens, le répondant pouvant être mû, par exemple, par un désir de rendre service ou dôêtre bien vu (fréquent dans la culture khmère). Finalement, le problème aigu de la corruption au Cambodge ainsi que lôinstabilité des lois et des politiques sont des éléments importants dont nous devions tenir compte lors de la collecte de données.

Résultats préliminaires

Chi Phat est une commune de quatre petits villages (550 familles) située aux abords de la rivière Piphot, dans la province de Koh Kong. Elle est aussi lôune des portes dôentrée de la forêt protégée des Cardamomes du sud (établie en 2004), une région qui a été très affectée par les conflits, la coupe forestière commerciale et le braconnage. Les gens pratiquent un peu de pêche, dôagriculture et de commerce, mais il nôy a pas dôindustries ou dôentreprises importantes. Côest

[132] Flick, U. *An introduction to qualitative research.* London : SAGE Publications, 2002.

[133] Ouellet, 1994, *op. cit.*

[134] Flick, 2002, *op. cit.* ; Landry, R. « Lôanalyse de contenu: de lôanalyse manuelle à lôanalyse par ordinateur ». Chap. in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, p. 329-356. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1998.

[135] Landry, 1998, *op. cit.*, p. 338.

dans ce contexte que la communauté de Chi Phat, avec lôaide technique de lôONG en conservation *Wildlife Alliance* et de ses partenaires et donateurs, a développé un projet dôécotourisme. Initié en 2007 seulement, il est déjà considéré comme un modèle dans la région. Près de 18 mois ont été nécessaires à sa préparation, sa planification et sa mise en place et les premiers touristes sont officiellement arrivés sur le site en 2008.

Wildlife Alliance insiste pour dire que le projet a été développé dans le cadre dôun processus participatif qui a fait intervenir une grande partie de la communauté. Cependant, lôanalyse préliminaire des entrevues laisse croire que les choses ne se sont pas passées exactement de cette façon. Les conflits sont ici évacués; seuls les aspects positifs du projet sont mis de lôavant par *Wildlife Alliance*, principal partenaire. Dôabord il faut comprendre que lôobjectif ultime de lôONG est la protection de la forêt et de la biodiversité, non pas le développement communautaire. Le travail de *Wildlife Alliance* sur le terrain est un bon exemple de ce que les anglo-saxons appellent *fortress conservation*, côest-à-dire une approche plus «musclée» de la gestion des aires protégées, une délimitation claire entre le territoire communautaire et le parc, ainsi quôune application stricte de la loi, ce qui entraîne toutes sortes dôinterdictions pour les villageois. Ajoutons que les ressources financières et techniques de lôONG lui donnent beaucoup de pouvoir. Par exemple, les rangers sont des employés de lôÉtat, mais *Wildlife Alliance* paie jusquôà 5 fois leur salaire normal en échange de leur fidélité.

Par ailleurs, il y a plusieurs raisons de douter de la « durabilité » à moyen/long terme de lôécotourisme communautaire à Chi Phat. Dôabord, lôONG considère de façon trop marginale les dynamiques politiques locales. Par exemple, une bonne partie du réseau dôhébergement est maintenant entre les mains de lôélite locale, déjà bien nantie, alors que lôobjectif initial était de faire profiter les plus pauvres. Ensuite, pour de nombreuses personnes interviewées, les changements ont été trop drastiques et nombreux au sein de la communauté (p. ex. lôintroduction dôordinateurs portatifs et dôune connexion internet, ou encore la dynamique avec les touristes, ces derniers étant complètement absents du paysage avant 2008). Troisièmement, il y a un manque de volonté de la part de la communauté. Depuis le début, le projet est pris en charge dans sa totalité par lôONG qui a investi beaucoup dôargent pour en faire un succès. Plutôt que dôavoir développé un sens de lôinitiative, les villageois sôattendent souvent à ce que tout leur soit fourni (ressources et autres). Quatrièmement, les revenus sont insuffisants pour payer les dépenses liées au projet. De plus, environ 80% des membres du projet gagnent moins avec lôécotourisme quôavec leurs anciennes activités. Finalement, le succès du projet dépend très largement des voyagistes nationaux et internationaux qui font la promotion de la destination.

Conclusion

Au Cambodge comme ailleurs, un discours qui met lôaccent sur la conservation, coexiste avec un discours néolibéral qui fait la promotion de stratégies axées sur le marché à travers lôécotourisme. Côest ainsi que lôécotourisme est conçu, proposé et vendu par une foule dôacteurs hétérogènes comme stratégie de conservation et de développement à toute échelle, de la communauté locale à lôÉtat. Dans le contexte actuel au Cambodge, où la décentralisation est bien amorcée, mais loin dôêtre véritablement « intégrée », où lôoctroi de larges concessions économiques se fait de façon anarchique et où les projets communautaires sont dépendants du financement accordé par les

agences de développement et les ONG, il est important de mieux cerner le rôle multiforme joué par lôécotourisme et ses acteurs, notamment dans les zones périphériques où ce type dôintervention se multiplie. En somme, comme le montrent nos résultats préliminaires, lôécotourisme est complexe et il est naïf de croire quôon puisse imposer un modèle de développement qui ne tienne pas compte des réalités locales et en faire un succès. Si on arrive à en faire un succès, côest en masquant la réalité et on finit trop souvent par croire que lôimage déformée du projet est en fait la réalité.

Bibliographie

Adams, W. M. et J. Hutton. « People, Parks and Poverty: Political Ecology and Biodiversity Conservation ». *Conservation and Society*, vol. 5, no 2 (2007), p. 147-183

Adger, W. N., K. Brown et E. L. Tompkins. « The political economy of cross-scale networks in resource co-management ». *Ecology and Society*, vol. 10, no 2 (2005)

Adger, W. N., T. A. Benjaminsen, K. Brown et H. Svarstad. « Advancing a political ecology of global environmental discourses ». *Development and Change*, vol. 32 (2001), p. 681-715

Agrawal, A. et C. C. Gibson. « Enchantment and disenchantment: The role of community in natural resource conservation ». *World Development*, vol. 27, no 4, p. 629-649 ; Carlsson, L. et F. Berkes. « Co-management: concepts and methodological implications ». *Journal of Environmental Management*, vol. 75, no 1 (2005), p. 65-76.

Agrawal, A. et K. Redford. *Poverty, Development, and Biodiversity: Shooting in the Dark?*. New York : WCS Institute, 2006 ; Farrell, B. H. et L. Twining-Ward. « Reconceptualizing tourism ». *Annals of Tourism Research*, vol. 31, no 2 (2004), p. 274-295.

Baland, J.-M. et J. P. Platteau. Halting degradation of natural resources : is there a role for rural communities? New York & Oxford : FAO & Clarendon, 1996

Berkes, F., C. Folke et J. Colding. Linking social and ecological systems : management practices and social mechanisms for building resilience. Cambridge : Cambridge University Press, 1998

Berry, S. « Social Institutions and Access to Resources ». *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 59, no 1 (1989), p. 41-55

Björk, P. « Ecotourism from a Conceptual Perspective, an Extended Definition of a Unique Tourism Form ». *International Journal of Tourism Research*, vol. 2, no 3 (2000), p. 189-202.

Blaikie, P. « Is small really beautiful? Community-based natural resource management in Malawi and Botswana ». *World Development*, vol. 34, no 11 (2006), p. 1942-1957 ; Rodary et Castellanet, 2003, *op. cit.* ; Adams, W. M. *Against extinction : the story of conservation*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2004.

Bodin, O. et B. I. Crona. « The role of social networks in natural resource governance: What relational patterns make a difference? ». *Global Environmental Change-Human and Policy Dimensions*, vol. 19, no 3 (2009), p. 366-374.

Boo, E. *Ecotourism: the potentials and pitfalls*. Washington, DC : World Wildlife Fund, 1990 ; Ziffer, K. A. *Ecotourism : the uneasy alliance*. Washington, DC : Conservation International, 1989.

Borrini-Fayerabend, G., M. Pimbert, M. T. Farvar, A. Kothari et Y. Renard. *Sharing power. Learning-by-doing in co-management of natural resources throughout the world*, Tehran : IIED and IUCN/CEESP/CMWG, 2004.

Brechin, S. R., G. Murray et C. Benjamin. « Contested Ground in Nature Protection: Current Challenges and Opportunities in Community-Based Natural Resources and Protected Areas Management ». Chap. in *The SAGE handbook of environment and society*, p. 553-577. Los Angeles & London : SAGE, 2007 ; West, P., J. Igoe et D. Brockington. « Parks and peoples: The social impact of protected areas ». *Annual Review of Anthropology*, vol. 35 (2006), p. 251-277.

Brockington et al., 2008, *op. cit.* ; Castree, N. « Commodifying what nature? ». *Progress in Human Geography*, vol. 27, no 3 (2003), p. 273-297 ; Castree, N. « Neoliberalising nature: the logics of deregulation and reregulation ». *Environment and Planning A*, vol. 40 (2008), p. 131-152 ; Duffy, R., 2010, *op. cit.*

Brockington, D. Celebrity and the environment: Fame, wealth and power in conservation. New York : Zed, 2009, p. 2.

Brockington, D., R. Duffy et J. Igoe. *Nature unbound : conservation, capitalism and the future of protected areas*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2008 ; Duffy, R. « Neoliberalising Nature : Global Networks and Ecotourism Development in Madagasgar ». *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 16, no 3 (2008), p. 327 - 344.

Bryant, R. L. et S. Bailey. *Third World political ecology*. London & New York : Routledge, 1997.

Campbell, L. M., N. J. Gray et Z. A. Meletis. « Political ecology perspectives on ecotourism to parks and protected areas ». Chap. in *Transforming Parks and Protected Areas: Policy and governance in a changing world*, p. 200-221. New York : Routledge, 2008.

Carrier, J. G. et D. V. L. Macleod. « Bursting the Bubble: The Socio-Cultural Context of Ecotourism ». *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 11, no 2 (2005), p. 315-334.

Corbera, E. « Powers of exclusion. Land dilemmas in Southeast Asia ». *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, no 1 (2012), p. 221-225.

Duffy, R. *Nature Crime - How We're Getting Conservation Wrong*. New Haven & London : Yale University Press, 2010

Fennell, D. A. « A Content Analysis of Ecotourism Definitions ». *Current Issues in Tourism*, vol. 4, no 5 (2001), p. 403-421 ; Donohoe, H. M., et R. D. Needham. 2006. "Ecotourism: The Evolving Contemporary Definition." *Journal of Ecotourism*, vol. 5, no 3 (2006), p. 192-210.

Flick, U. *An introduction to qualitative research*. London : SAGE Publications, 2002.

Folke, C., T. Hahn, P. Olsson et J. Norberg. « Adaptive governance of social-ecological systems ». *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 30 (2005), p. 441-473

Gerring, J. *Case study research : principles and practices*. Cambridge : Cambridge University Press, 2007.

Goodwin, H. « In pursuit of ecotourism ». *Biodiversity and Conservation*, vol. 5, no 3 (1996), p. 277-291.

Gunderson, L. H. et C. S. Holling. *Panarchy : understanding transformations in human and natural systems*. Washington, DC : Island Press, 2002

Hall, D., P. Hirsh et T. M. Li. *Powers of exclusion: Land dilemmas in Southeast Asia*. Honolulu : University of Hawai'i Press, 2011 ; Ribot, J. C., et N. L. Peluso. 2003. « A Theory of Access ». *Rural Sociology*, vol. 68, no 2 (2003), p. 153-181.

Holling, C. S. « Resilience and stability of ecological systems ». *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4 (1973), p. 1-23

Holling, C. S. « Understanding the complexity of economic, ecological, and social systems ». *Ecosystems* vol. 4, no 5 (2001), p. 390-405.

Honey, M. *Ecotourism and sustainable development : who owns paradise?*, Washington, DC : Island Press, 2008 ; OMT (Organisation mondiale du tourisme) et PNUE (Programme des Nations Unies pour lôenvironnement). *Sommet mondial de lôécotourisme - Rapport final*. Madrid : OMT & PNUE, 2002.

Hugues, D. M. « Cadastral Politics: The Making of Community-Based Resource Management in Zimbabwe and Mozambique ». *Development and Change*, vol. 32, no 4 (2001), p. 741-768 ; Southgate, C. R. J. « Ecotourism in Kenya : The Vulnerability of Communities ». *Journal of Ecotourism*, vol. 5, no 1 (2006), p. 80-96.

Hutton, J., W. M. Adams et J. C. Murombedzi. « Back to Barriers? Changing Narratives in Biodiversity Conservation ». *Forum for Development Studies*, vol. 2 (2005), p. 341-370.

Landry, R. « Lôanalyse de contenu: de lôanalyse manuelle à lôanalyse par ordinateur ». Chap. in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, p. 329-356. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1998.

Leach, M., R. Mearns et I. Scoones. « Environmental entitlements: Dynamics and institutions in community-based natural resource management ». *World Development*, vol. 27, no 2 (1999), p. 225-247

Lemos, M. C. et A. Agrawal. « Environmental governance and political science ». Chap. in *Governance for the environment: New perspectives*, p. 69-97. Cambridge : Cambridge University Press, 2009

Lukes, S. *Power: a radical view*. London : Macmillian, 1974; Weber, M. *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*. Berkeley : University of California Press, 1978.

Mowforth, M. et I. Munt. Tourism and sustainability : development, globalisation and new tourism in the Third World. London & New York : Routledge, 2009.

Neumann, R. P. *Making political ecology*. New York : Oxford University Press, 2005 ; Robbins, P. *Political ecology : a critical introduction*. Malden, MA : Blackwell, 2004.

Ostrom, E. Governing the commons : the evolution of institutions for collective action. Cambridge & New York : Cambridge University Press, 1990

Ostrom, E. *Understanding institutional diversity*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 2005

Ouellet, A. *Processus de recherche: une introduction à la méthodologie de la recherche*. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1994.

Peluso, N. L. et C. Lund. « New frontiers of land control. Introduction ». *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, no 4 (2011), p. 667-681.

Platteau, J.-P. *Droits de propriété et gestion efficace des ressources naturelles*. Paris : Institut du développement durable et des relations internationales, 2003.

Rodary, E. et C. Castellanet. « Introduction. Les trois temps de la conservation ». Chap. in *Conservation de la nature et développement : lôintégration impossible ?*, p. 5-44. Paris : Karthala, 2003.

Savoie-Zajc, L. « Lôentrevue semi-dirigée ». Chap. in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données*, p. 263-285. Sainte-Foy, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 1997.

Scherl, L. M., A. Wilson, R. Wild, J. M. Blockhus, P. Franks, J. A. McNeely et T. McShane. 2004. *Can protected areas contribute to poverty reduction ? Opportunities and limitations*. Gland & Cambridge : IUCN, 2004 ; Adams, W. M. et J. Hutton. « People, Parks and Poverty: Political Ecology and Biodiversity Conservation » *Conservation and Society*, vol. 5, no 2 (2007), p. 147-183.

Schlager, E. et E. Ostrom. « Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis ». *Land Economics*, vol. 68, no 3 (1992), p. 249-262.

Shipton, P. et M. Goheen. « Introduction. Understanding African Land-Holding: Power, Wealth, and Meaning ». *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 62, no 3 (1992), p. 307-325.

Stoker, G. « Governance as theory: five propositions ». *International Social Science Journal*, vol. 50, no 155 (1998), p. 17-28 ; Berkes, F., D. Feeny, B. J. McCay et J. M. Acheson. « The benefits of the commons ». *Nature*, no 340 (1989), p. 91-93.

Svarstad, H. « Analysing Conservationï Development Discourses: The Story of a Biopiracy Narrative ». *Forum for Development Studies*, vol. 1 (2002), p. 63-92.

Tardif, J. Évaluation du développement de lôécotourisme dans le parc national Zabaïkalskii, en Sibérie: en route vers un développement durable?, Mémoire de maîtrise, Institut des sciences de lôenvironnement, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2005.

Telfer, D. J. et R. Sharpley. *Tourism and Development in the Developing World*. London & New York : Routledge, 2008 ; Duffy, R. *A Trip Too Far : Ecotourism, Politics and Exploitation*. London & Sterling, VA : Earthscan, 2002.

TIES (The International Ecotourism Society). *What is ecotourism?* The International Ecotourism Society 2011 [1990]. [En ligne] http://www.ecotourism.org, consulté le 9 mai 2011.

UNWTO (United Nations World Tourism Organization). *UNWTO Tourism Highlights - 2010 Edition*, Madrid : UNWTO, 2010.

Yin, R. K. *Case Study Research: Design and Methods*. Los Angeles, London, New Delhi, Singapore & Washington DC : Sage Publications, 2009.

La contribution des terres de femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie

Cécile Collinge
Étudiante à la maîtrise en géographie, UQAM

Résumé

Majoritairement autochtone, la Bolivie est le pays le plus pauvre de lôAmérique du Sud. Malgré des marchés regorgeant de nourriture, la malnutrition affecte 22 % de la population et 32 % des jeunes enfants; 46 % des ruraux sont pauvres. Les données sur les paysannes manquent. Fondée sur lôapproche genre et développement, notre hypothèse est que, malgré un accès limité et précaire à la terre, peu de ressources et de soutien, les femmes contribuent de façon «importante» à leur propre souveraineté alimentaire, à celle de leur famille, de leur communauté et de leur région. Traçant un portrait des terres des femmes, pour lôagriculture et les échanges, et pour déterminer leurs contributions à la souveraineté alimentaire, la méthodologie repose sur des entretiens avec des paysannes, des cartes mentales et des observations. Un pré-terrain, réalisé en janvier 2013 afin de tester la méthodologie et de recueillir quelques données, a permis de tracer un portrait préliminaire des terres de femmes, de documenter leurs productions pour lôautoconsommation et les échanges ainsi que de constater la difficulté de différencier les données sur les femmes de celles sur leur famille. Il a permis dôétablir que lôapport des paysannes à la souveraineté alimentaire nôest pas négligeable.

Problématique

La Bolivie est le pays le plus pauvre de lôAmérique du Sud[136]. En 2011, lôindice de développement humain (IDH) de la Bolivie nôétait que de 0,663, ce qui classait ce pays au 108e rang sur 187 répertoriés par le Programme des Nations Unies pour le Développement[137]. En Bolivie, 20,5 %[138] de la population vit dans une pauvreté multidimensionnelle[139].

---

[136] Giblin, Béatrice. « Nouvelle géopolitique en Amérique latine ». *Hérodote,* n° 123 (2006/4), p. 3-8.

[137] PNUD. *Indicateurs internationaux de développement humain ï Bolivie ï Profil de pays : indicateurs de développement humain* [En ligne] (http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/BOL.html) Page consultée le 3 mars 2013.

[138] PNUD. « Tableau 5. Indice de pauvreté multidimensionnelle ». *Rapport sur le développement humain 2011*. [En ligne]. (http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table5.pdf). Page consultée le 25 novembre 2011.

[139] « Lôindice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) se veut le reflet des déprivations multiples dont souffre chaque individu, sur le plan de lôéducation, de la santé et du niveau de vie. » PNUD. *Rapports sur le développement humain. Indices composites ï au-delà de lôIDH.* [En ligne].

Pourtant, avec un territoire dôun peu plus dôun million de kilomètres carrés[140], étagé et habité sur plus de 4000 mètres, regorgeant de ressources naturelles, et une population dôune dizaine de millions de personnes[141], dont une majorité dôAutochtones (55 à 62 % selon les sources[142]), ce pays enclavé nôest ni surpeuplé, ni dépourvu.

Dôailleurs, dans les marchés des grandes villes, la nourriture abonde. Néanmoins, la malnutrition est importante. Dans lôensemble du pays, elle affecte 22 % de la population et 32 % des enfants de moins de 5 ans[143]. En Bolivie, la « malnutrition nôest pas un problème de production agricole, mais de pouvoir dôachat »[144]. Ainsi, les paysans, et surtout les paysannes, sont surreprésentés parmi les plus pauvres[145]. Soumise à une transition agraire soutenue, la population bolivienne est passée en une trentaine dôannées dôune nette majorité rurale (58 % en 1976[146]) à une nette majorité urbaine (67 % dôurbains en 2011[147]), une tendance qui sôaccentue chaque année[148]. Toutefois, la ruralité demeure synonyme de pauvreté. En effet, selon lôInstitut national de statistique bolivien (INE)[149], en 2009, 45,5 % des ruraux sont pauvres, comparativement à 16,1 % des urbains, et plus dôun million et demi de ruraux vivent en situation dôextrême pauvreté.

Lôune des caractéristiques de la Bolivie est que sa population est majoritairement autochtone. En effet, lôÉtat plurinational de Bolivie reconnaît 36 peuples autochtones[150] ï dont les Quechuas (30 % de la population du pays) et les Aymaras (25 %) ï et 37 langues officielles[151]. Indépendant

---

(http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indices/). Page consultée le 25 novembre 2011.

[140] Lavaud, Jean-Pierre. « Bolivie : vers lôanarchie segmentaire? ». *Hérodote*, n° 123 (2006/4), p. 62-81.

[141] Beuscart, Christian (dir.). Lôessentiel dôun marché ï Pérou et Bolivie ï Comprendre Exporter Vivre 2010/2011. Paris : Éditions UBIFRANCE, 2010, 305 p. ; Gravel, Nathalie. Géographie de lôAmérique latine ï Une culture de lôincertitude. Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 2009, 339 p.

[142] *Ibid.*; Langlois, Denis. *Le défi bolivien.* Outremont : Athéna éditions, 2008, 206 p.

[143] Maluf, R. S., Schmitt, C. J., Grisa, C. *Estado de la situación del hambre y políticas de seguridad y soberanía alimentaria y de abastecimiento en los países miembros del MERCOSUR Ampliado*, Rapport technique de CERESAN, 2009.

[144] Franqueville, André. *La Bolivie ï dôun pillage à lôautre*, Paris : Éditions de lôIRD, Institut de recherche pour le développement, Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2000, p. 143.

[145] INE. *Pobreza, desigualdad y desarollo humano.* Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia, 2012. [En ligne]. (http://www.ine.gob.bo/indice/EstadisticaSocial.aspx?codigo=30601). Page consultée le 19 mars 2012. ; Trudel Bellefeuille, Janie. *Le rôle de lôÉtat bolivien face à lôimpact de la justice communautaire sur les femmes campesinas.* Maîtrise en droit international, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2011, 116 p.

[146] Langlois, Denis. *op.cit.*

[147] PNUD. Indicateurs internationaux de développement humain, op. cit.

[148] Langlois, Denis. *op. cit*.

[149] INE. *op. cit.*

[150] Rousseau, Stéphanie. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2 (2009), p. 135-160.

[151] Patrinueva. *Bolivia Nueva constitución política del Estado* [En ligne]. (http://www.patrianueva.bo/constitucion/). Page consultée le 10 décembre 2011.

depuis 1825, le pays a élu son premier président indigène en 2006. Depuis, Evo Morales a réformé la constitution pour redonner droit et dignité aux populations autochtones, entre autres en créant des structures politiques et juridiques locales indigènes[152]. Une autre caractéristique de la Bolivie est que la vaste majorité de la population vit sur lôAltiplano andin et dans les vallées sub-andines (entre 2500 et 4200 mètres dôaltitude). Cette population des hautes terres est composée principalement de Quechuas, dôAymaras et de métis, la population blanche vivant surtout dans les basses terres[153].

En 1953, la Bolivie a réalisé une importante réforme agraire, qui demeure toutefois inachevée[154], et dont le succès mitigé a encore des effets négatifs aujourdôhui[155]. Avant lôarrivée des Européens en Amérique, les Quechuas et les Aymaras vivaient en communautés agraires, les *Ayllus*, des unités économiques et religieuses où le territoire et la culture de la terre étaient communautaires[156]. Cette organisation sociale a survécu à la colonie et à lôindépendance de la Bolivie[157]. À la fin du XIX^{e} siècle, les communautés autochtones sont toutefois dépossédées de leurs terres communales[158]. La Révolution de 1952 comprend, entre autres, lôobjectif de moderniser la ruralité[159]. « Une réforme agraire constitue les paysans autochtones des hautes terres ï Aymaras et Quechuas ï en petits propriétaires terriens »[160]. Dans les villages de lôAltiplano, de nombreuses communautés en ont profité pour reconstituer les *Ayllus* et organiser la production agricole sur une base communale[161]. Toutefois, dans les années 1980, la situation change. Dôune part, les paysans autochtones nôarrivent plus à survivre sur des parcelles devenues insuffisantes avec lôaccroissement de la population[162]. Dôautre part, les programmes dôajustements structurels imposés par le Fonds Monétaire International (FMI), loin dôapporter la croissance promise[163], en démantelant les structures étatiques en vigueur depuis 1952[164], marginalisent les

---

[152] Jacob, Jean-Pierre, Le Meur, Pierre-Yves (dir.). « Citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud », Introduction du livre. *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, Paris : Karthala (sous presse), 2009. [En ligne]. (http://gdr.mutins.org/IMG/pdf/Jacob_Le_Meur_Politique_de_la_terre_et_de_l_appartenance_-_Introduction_2009.pdf). Page consultée le 14 septembre 2011. ; Trudel Bellefeuille, Janie. *op. cit.*

[153] Lavaud, Jean-Pierre. *op. cit.* ; Gravel, Nathalie. *op.cit*.

[154] Klein, Juan-Luis. « LôAmérique latine ï De la crise institutionnelle à la reconstruction sociopolitique? ». Dans KLEIN, Juan-Luis, LASSERRE, Frédéric (Dirs) (2006). *Le monde dans tous ses États, une approche géographique*, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 2006, p. 189-223.

[155] Gravel, Nathalie. *op. cit.*

[156] Lehmann, Henri. *Les civilisations précolombiennes.* Paris : Presses universitaires de France, coll. Que sais-je?, N° 567, 2012, 127 p.

[157] Langlois, Denis. *op. cit*.

[158] Rousseau, Stéphanie. *op. cit*.

[159] Ibid.

[160] *Ibid.*, p. 145.

[161] Langlois, Denis. *op. cit*.

[162] Ibid.

[163] Stiglitz, Joseph E. *La grande désillusion*. Paris: Fayard, 2002, 324 p.

[164] Svampa, Maristella. « Evo ou lôarticulation du "communautaire-indigène" au "national-populaire" ». Dans « La Bolivie dôÉvo ï Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16 (2009 / 3), Paris : Éditions Syllepse, p. 45-61

milieux ruraux où la pauvreté explose[165]. Après des manifestations populaires, le gouvernement reconnaît, dans la Constitution de 1994, les Terres Communautaires dôOrigine (TCO), issues de lôépoque précolombienne. Il sôagit dôun type de propriété agraire où les paysans et les communautés indigènes développent leurs propres systèmes communautaires dôorganisation économique, sociale et culturelle. Ainsi, dans lôunité territoriale identitaire que sont les TCO, la distribution, lôusage et la redistribution des terres sont régis par les règles de la communauté, selon les us et coutumes de chaque communauté[166].

Poursuivant sa route vers la reconnaissance des droits et des modes de vie autochtones, en 1991, la Bolivie ratifie la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux (C169), de lôOrganisation internationale du travail[167]. Cette convention est à la fois basée sur la non-discrimination hommes-femmes et sur le respect des valeurs et des pratiques sociales et culturelles des peuples indigènes[168]. Or, il arrive que les us et coutumes des peuples de la Bolivie soient discriminatoires envers les femmes. Les droits des femmes ne sont pas respectés dans les juridictions autochtones, entre autres leur droit à la propriété, sans compter que de nombreuses femmes vivent dans la violence familiale et conjugale[169]. Il y a ainsi division entre lôÉtat-nation ï qui a ratifié la C169 ï et les gouvernements locaux autochtones, qui revendiquent le respect de leurs valeurs et pratiques ï pas toujours démocratiques et souvent discriminatoires ï au nom de cette même convention, ce qui illustre toute la complexité et les paradoxes des enjeux du développement lorsque lôon intègre la variable genre à lôétude du problème. Ceci témoigne ici de la pertinence de lôapproche préconisée[170].

En janvier 2009, la Bolivie a adopté une nouvelle constitution[171]. Les mouvements paysans et indigènes ont participé aux assemblées constituantes qui ont précédé cette adoption et ils sont à lôorigine de la présence du principe de souveraineté alimentaire dans la nouvelle constitution[172].

---

[165] Gravel, Nathalie. *op. cit.*

[166] CEJIS, CENDA, CEDIB. *¿Que son la TCO's?* ï Noticias sobre Tierra y Territorio de la Alianza Interinstitucional integrada por el Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS), el Centro de Comunicación y Desarrollo Andino (CENDA) y el Centro de Documentación e Información de Bolivia (CEDIB), 2009. [En ligne]. (http://www.constituyentesoberana.org/3/noticias/tierra/012010/010110_1.html). Page consultée le 26 novembre 2011.

[167] OIT. *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Ratifiée par État plurinational de Bolivie le 11:12:1991*. Organisation Internationale du Travail, Genève, 2011. [En ligne]. (http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconvf.pl?host=status01&textbase=ilofre&document=5549&chapter=19&query=C169%40ref&highlight=&querytype=bool). Page consultée le 12 novembre 2011.

[168] OIT. *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989*. Organisation Internationale du Travail, Genève, 2011. [En ligne]. (http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convdf.pl?C169). Page consultée le 12 novembre 2011.

[169] Trudel Bellefeuille, Janie. *op. cit.*

[170] Lavaud, Jean-Pierre. *op. cit*.

[171] Le Devoir. « Bolivie - Le projet de constitution est adopté avec une mince majorité », *Le Devoir*, 26 janvier 2009. [En ligne]. (http://www.ledevoir.com/international/amerique-latine/229403/bolivie-le-projet-de-constitution-est-adopte-avec-une-mince-majorite). Page consultée le 23 juin 2011.; Chiriboga, Manuel. *Instituciones y organisaciones para la seguridad alimentaria. Seminario Agropecuaria y Rural*. Document pour discussion, Santiago, Chili, FAO, avril 2009.

[172] Chiriboga, *op. cit.*

Ils ont mis lôaccent sur un nouveau modèle de développement rural en remplacement du modèle néolibéral[173] : « [é] la loi de réforme agraire reconnaît pleinement lôexistence dôune économie familiale et communautaire, au lieu de la traiter comme un sous-secteur clandestin, à peine tolérable, destiné à se fondre dôurgence dans une économie agraire marchande »[174]. À une époque et dans un contexte où les États se désengagent, en Bolivie, lôÉtat a plutôt repris un rôle important. Le programme de Développement rural intégré qui garantit la sécurité et la souveraineté alimentaires comprend, dôune part, la priorité à la production et à la consommation dôaliments originaires du territoire bolivien, et dôautre part, le fait de favoriser les petits producteurs et de limiter lôexpansion de la grande entreprise[175]. Ainsi, en Bolivie, lôagriculture familiale produit 70 % du maïs et du riz, ainsi que la quasi-totalité des pommes de terres et de la *yuca* (manioc)[176], tous des aliments à la base du régime alimentaire des Boliviens.

Dans ce contexte économique, politique, social et territorial complexe, les femmes autochtones rurales demeurent pauvres et marginalisées[177]. En effet, bien que la nouvelle constitution de 2009 garantisse aux femmes lôaccès à la propriété terrienne sans discrimination, dans la réalité les normes et pratiques communautaires ainsi que la division sexuelle du travail font que les femmes ont rarement accès à la propriété de la terre, même la terre quôelles travaillent[178]. Pour comprendre la situation des paysannes, il faut aussi noter que malgré la prétention du gouvernement actuel dôavoir éradiqué lôanalphabétisme, on estime quôenviron 20 % des femmes le sont, ce fléau pouvant affecter jusquôà 50 % des autochtones rurales[179]. Par ailleurs, beaucoup de femmes indigènes nôont pas de cartes dôidentité; elles nôont donc pas accès aux services[180].

Parmi les autres difficultés que vivent les femmes indigènes, il y a la ségrégation spatiale. « En Bolivie, lôespace est fortement ségrégué en fonction du sexe/genre et de lôethnicité racialisée »[181]. Les Blancs et les métis occupent le centre, puis les Autochtones la périphérie urbaine et les régions rurales. Ce sont les Autochtones, les plus pauvres, dont les femmes, qui circulent le plus. Ainsi, fortement associées au commerce informel qui est très présent dans le pays, les paysannes indigènes font de longs trajets pour vendre leurs produits en ville[182]. Cette ségrégation affecte encore plus les femmes responsables dôune famille monoparentale, dont le nombre est en croissance depuis les dernières décennies[183].

En bref, sans un accès garanti à la terre, régulièrement sans carte dôidentité, souvent analphabètes, fréquemment seules responsables dôune famille, majoritairement confinées au

[173] Maluf, R. S., *op. cit*.

[174] Jacob, Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 27.

[175] Chiriboga, Manuel. *op. cit.* ; Maluf, R. S., *op. cit.*

[176] Chiriboga, Manuel. *op. cit*.

[177] Trudel Bellefeuille, Janie. *op. cit.*

[178] Ibid.

[179] Rousseau, Stéphanie. *op. cit.* ; Trudel Bellefeuille, Janie. *op. cit.*

[180] Rousseau, Stéphanie. *op. cit*.

[181] *Ibid.*, p. 147.

[182] *Ibid.*, p. 135-160.

[183] Ibid.

commerce informel non reconnu et non comptabilisé, obligées de voyager sur de grandes distances; les paysannes indigènes ï dont les Aymaras et les Quechuas de lôAltiplano et des vallées sub-andines ï sont maintenues dans lôinvisibilité, la marginalisation, la discrimination et la pauvreté.

Finalement, selon une étude conjointe de lôOrganisation des Nations Unies pour lôalimentation et lôagriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de lôOrganisation internationale du travail (OIT), les données sur les femmes en agriculture manquent cruellement. Dôaprès les données officielles, en Amérique latine, plus de 50 % des femmes en agriculture seraient inactives. En réalité, ces données sont plutôt lôindice que le travail de ces femmes est informel, non rémunéré et donc largement sous-estimé, selon ce que reconnaît cette étude[184]. Le manque de données sur le travail de ces femmes, associé au fait que les paysannes indigènes demeurent particulièrement désavantagées sur les plans de la propriété foncière, de leur situation nutritionnelle et de leur autonomie socio-économique, justifie cette recherche sur la contribution des terres des femmes à la souveraineté alimentaire en Bolivie.

Compte tenu de ce qui précède, la question principale qui soutiendra la recherche se comprend comme suit :

> Dans quelle mesure, dans les régions andines et sub-andines boliviennes, les terres des femmes participent-elles à la souveraineté alimentaire de leur région?

Nous postulons que les femmes ont un accès limité et précaire à la terre, peu de ressources, peu de soutien sur ces terres et que, malgré tout, elles contribuent à leur propre souveraineté alimentaire ainsi quôà celle de leur famille, de leur communauté et de leur région. Côest lôabondance des étals qui nous incite à postuler que les terres des femmes contribuent de manière significative à la souveraineté alimentaire de leur région, même si les données sur la malnutrition des enfants et la pauvreté des femmes semblent indiquer le contraire. Lôanalyse à quatre échelles (de la femme, de sa famille, de sa communauté et de sa région) devrait permettre dôélucider la question.

Avant de détailler les objectifs secondaires, précisons le sens donné aux métaconcepts « terres des femmes » et « souveraineté alimentaire » dans ce projet de recherche. Les terres des femmes comprennent les terres cultivées par les femmes ï quôelles en soient propriétaires ou non ï , les terres utilisées pour les échanges (pour vendre, acheter, se rencontrer), de même que les longues terres linéaires des trajets parcourus. La notion de propriété foncière telle que nous la concevons et vivons en Occident nôexiste pas dans la tradition andine[185]; le mot « propriété » nôexiste ni dans la langue quechua ni en aymara[186]. La communauté indigène est intégrée à la terre, communale et symbolique, la Terre Mère, nommée *Pachamama*. Ainsi, dans ce projet de recherche, les terres des femmes comptent aussi la terre de lôhabitat, la terre symbolique (*Pachamama*), la terre imaginée, la terre rêvée, la terre comme lieu de pouvoir et dôautonomisation.

[184] FAO, IFAD, ILO. *Gender dimensions of agricultural and rural employment : Differentiated pathways out of poverty ï Status, trends and gaps*. Rome: Published by the Food and Agricultural Organization of the United Nations, the International Fund for Agricultural Development and the International Labour Office, 2010, 210 p.

[185] Lehmann, Henri. *op. cit.*

[186] Trudel Bellefeuille, Janie. *op. cit.*

Par ailleurs, la souveraineté alimentaire, notion dôabord développée par le mouvement paysan *Vía Campesina*, inclut « le droit des peuples de définir leur politique agroalimentaire », « le droit de produire sa nourriture sur son propre territoire », « la priorité à une production vivrière, saine, de bonne qualité et culturellement appropriée, destinée au marché intérieur », « respectant la biodiversité, la capacité de production des terres, les valeurs culturelles, la préservation des ressources naturelles », « des prix décents pour les paysans et les paysannes »[187]. Selon la FAO[188], la sécurité alimentaire assure « une alimentation suffisante, sûre et nutritive ». Au droit individuel de la sécurité alimentaire, soit le droit à lôalimentation, la souveraineté alimentaire ajoute un droit collectif et politique, soit le droit à la production de la nourriture. « La première souveraineté, côest la souveraineté alimentaire : pouvoir se nourrir et choisir comment et avec quoi se nourrir. »[189].

Deux questions secondaires, et les deux objectifs secondaires qui y sont associés, nous permettent de tester lôhypothèse principale présentée plus haut.

1) Dans les différents systèmes de production alimentaire familiale et communautaire des régions andines et sub-andines, quelles sont les terres des femmes et leurs caractéristiques? Lôobjectif est de tracer un portrait des terres utilisées par les femmes pour lôagriculture familiale et communautaire, les lieux dôéchanges, les espaces couverts par les trajets et en quoi ces terres sont ou non des lieux de pouvoir pour les paysannes.
2) Comment le travail des femmes sur ces terres participe-t-il, directement ou indirectement, à la souveraineté alimentaire des femmes elles-mêmes, de leurs familles, de la communauté et de leur région? Lôobjectif est de déterminer les contributions des femmes à la souveraineté alimentaire ï soit au droit à lôalimentation et à la production de nourriture ï aux quatre échelles suivantes : 1) à lôéchelle de la femme elle-même (alimentation, revenus de culture/élevage/venteé), 2) à lôéchelle de sa famille (autoconsommationé), 3) de sa communauté (partages, échangesé) et 4) de sa région (réseaux dôéchanges, marchés publicsé).

Méthodologie

Le cadre théorique qui guide cette recherche est lôapproche genre et développement qui fait partie du champ global des études sur le développement international. Apparue dans les années 1980, lôapproche genre et développement est une grille de lecture féministe, alternative et holiste, qui remet en question les représentations dominantes du féminin et du masculin[190]. Elle a pour

[187] Desmarais, Annette Aurélie (2008). *La Vía Campesina. Une réponse paysanne à la crise alimentaire*. Montréal : Les Éditions Écosociété, 2008, p. 46-47.

[188] FAO. *Sécurité alimentaire*. Notes dôorientation, n° 2 (juin 2006). [En ligne]. (ftp://ftp.fao.org/es/esa/policybriefs/pb_02_fr.pdf). Page consultée le 12 juin 2011.

[189] José Bové, cité dans : Desmarais, Annette Aurélie (2008). *op. cit*. (Bové, José, Dufour François. *Le monde nôest pas une marchandise ï Des paysans contre la malbouffe*. Paris : Éditions La Découverte, 2000).

[190] Martinez, Andrea. « Genre et développement : Enjeux et luttes des femmes du tiers-monde ». Chap. in *Introduction au développement international. Approche, enjeux et acteurs*, p. 70-86. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2008.

objectif de sortir les femmes de lôinvisibilité, de la marginalité, de la pauvreté et de la discrimination[191], toutes des caractéristiques qui sont présentes dans la situation des femmes autochtones rurales en Bolivie.

Quatre échelles spatiales sont considérées dans ce projet de recherche : lôéchelle de la femme, celle de sa famille, celle de sa communauté et celle de sa région.

Selon Mikkelsen[192], ignorant les inégalités de genre, les mesures sur la pauvreté extrapolent à la famille entière la situation du chef de famille (un homme), alors quôil est essentiel de différencier lôhomme et la femme dans lôunité familiale. La pauvreté est une situation complexe, dont il existe différentes manifestations, et lôanalyse de genre révèle les inégalités entre les hommes et les femmes pour ce qui a trait à lôaccès aux ressources et au contrôle de ces ressources[193]. Ceci justifie donc lôutilisation dôune échelle spécifique pour la femme et dôune autre pour sa famille.

Lôorganisation sociale et territoriale rurale indigène étant communautaire, il est essentiel de considérer lôéchelle de la communauté. Les communautés sôinscrivent dans une région rattachée à au moins une ville, petite ou grande, qui compte des lieux dôéchanges. Il est donc pertinent de comprendre les liens économiques et sociaux que les paysannes ont avec les villes de leur région. La combinaison des quatre échelles devrait permettre de couvrir lôensemble de la problématique.

Pour chacun des métaconcepts de la question principale, soit les terres des femmes et la souveraineté alimentaire, une arborescence part du métaconcept vers les concept-clés, puis vers les variables et finalement jusquôaux indicateurs, éléments concrets, précis et mesurables. Les figures 1 et 2 présentent, pour chaque métaconcept, les concepts-clés et les variables[194]. Pour chacune des variables, deux à six indicateurs ont été développés. Par exemple, pour la variable 2.1.2 « Moyens de subsistance des femmes », les quatre indicateurs sont : 1) lôautoconsommation parmi les aliments produits; 2) les revenus provenant de lôagriculture; 3) les revenus provenant dôun autre travail que lôagriculture et 4) les moyens de subsistance provenant dôune autre source (ex. : rente, don, réciprocité).

[191] CQFD. *Trousse de formation Genre et Développement*. Comité québécois femmes et développement (CQFD) de lôAssociation québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2004, 148 p. [En ligne]. (http://www.aqoci.qc.ca/ressources/pdf/Guides_2004-03_GuideGED.pdf). Page consultée le 6 juin 2011. ; Martinez, Andrea. *op. cit.*

[192] Mikkelsen, Britha. *Methods for Development Work and Research. A New Guide for Practitioners.* Second Edition. New Delhi: Sage Publications India Pvt Ltd, 2005, 375 p.

[193] Ibid.

[194] Pour éviter lôalourdir les figures, les indicateurs nôy apparaissent pas.

Figure 1. Arborescence du métaconcept « terres des femmes » aux variables.

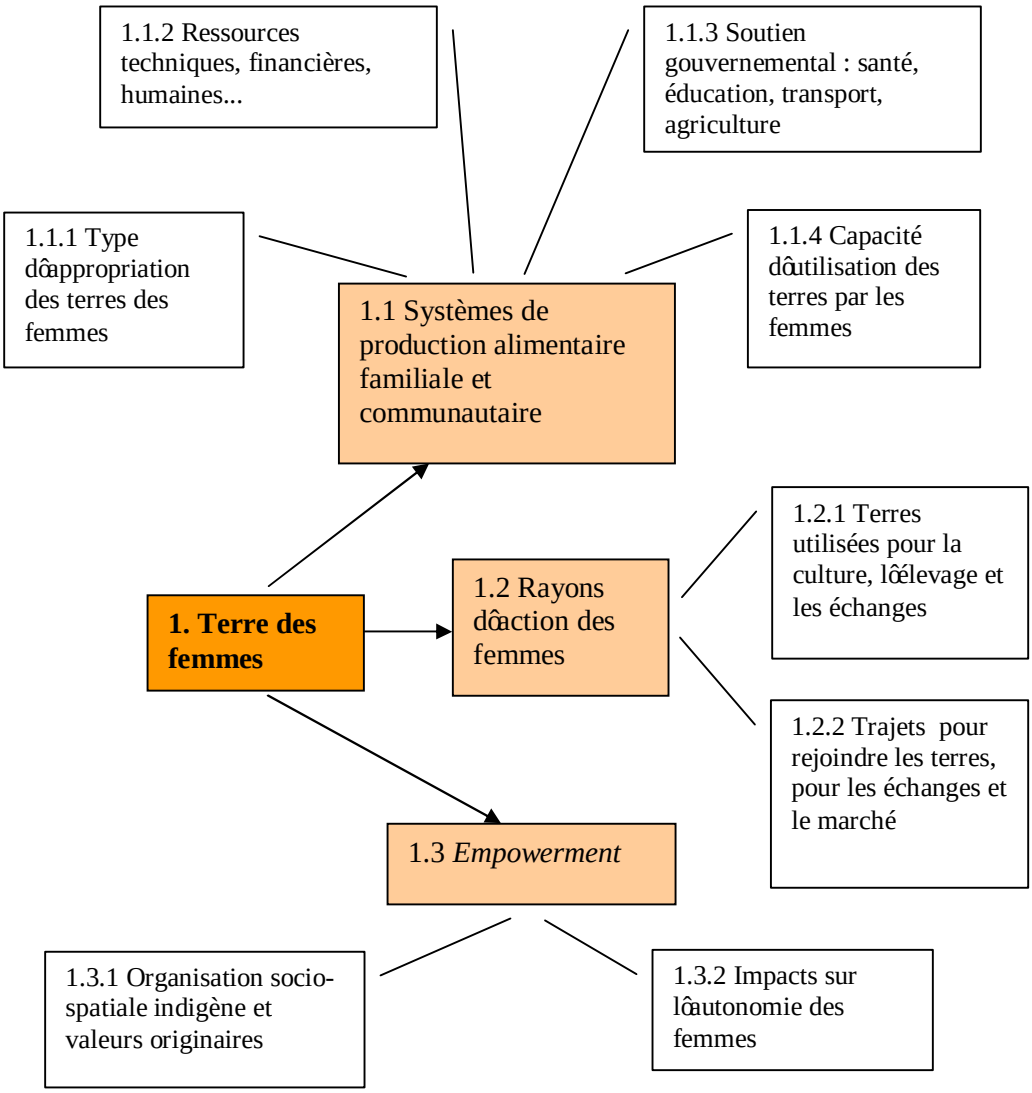
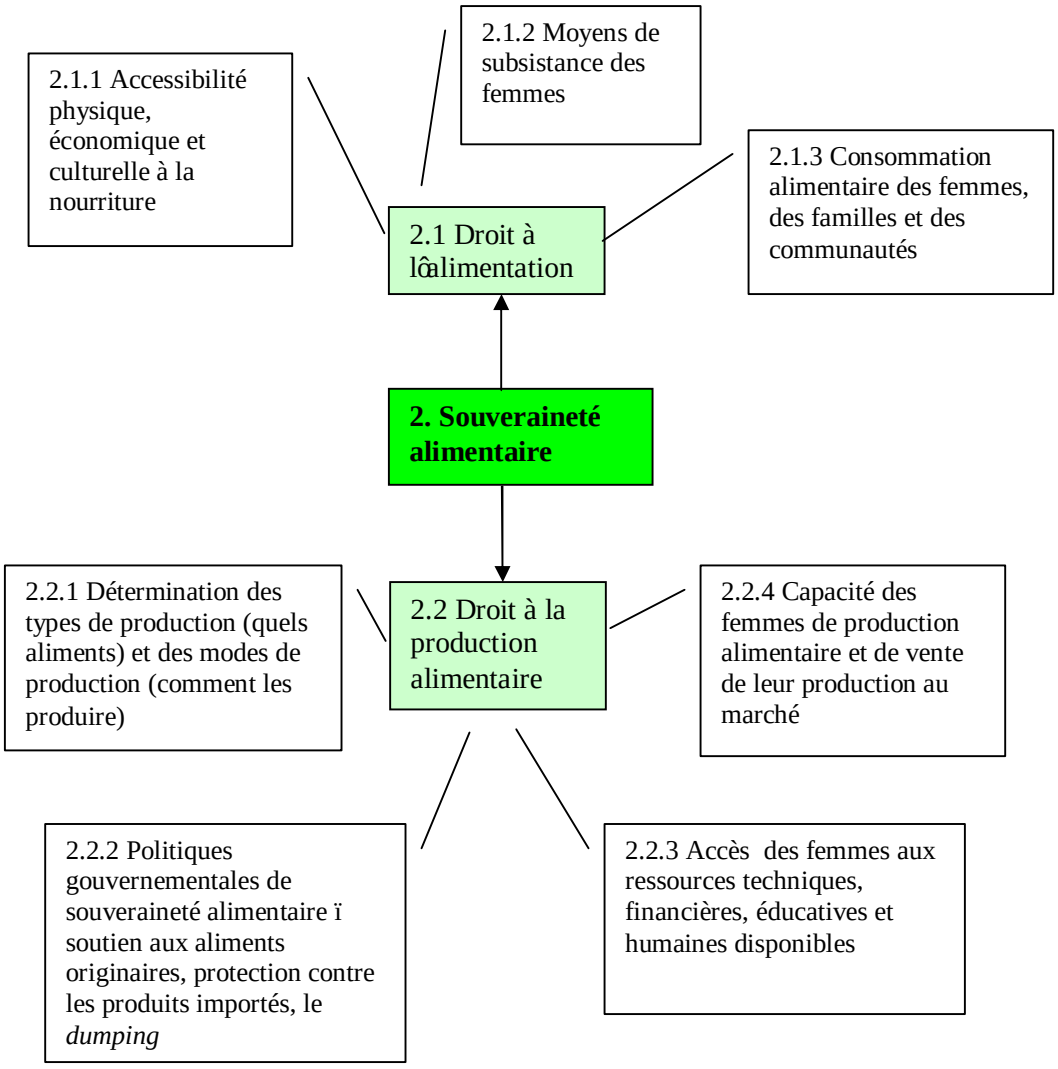


Figure 2. Arborescence du métaconcept « souveraineté alimentaire » aux variables.



Six types de sources sont prévus pour structurer la preuve. Comme le suggère lôapproche genre et développement[195], pour ce qui est des données de terrain, le point de vue des principales intéressées, les paysannes à propos desquelles les données manquent, est privilégié.

[195] Mikkelsen, Britha. *op. cit.* ; Martinez, Andrea. *op. cit.*

La première source est constituée de diverses documentations. Il s'agit bien sûr de littérature scientifique, de cartes, de documents gouvernementaux, mais également d'informations provenant des groupes de femmes, plus spécifiquement de groupes de paysannes, dont la Confédération nationale des femmes paysannes, indigènes et originaires de Bolivie – « Bartolina Sisa » (CNMCIOB – « BS »[196], 2011), régulièrement citée[197] et communément appelée « *las Bartolinas* ».

La seconde source consiste en des observations, dans les campagnes, dans les marchés et lors des déplacements. L'approche genre et développement utilise aussi l'observation comme méthode pour opposer une autre perspective à l'interprétation du monde effectuée par les « MAMU »[198] (Middle Aged Men with University training[199]).

Des entrevues semi-dirigées avec les paysannes forment la troisième source de données. Un questionnaire a été élaboré à partir des indicateurs. Le questionnaire comprend sept thèmes : 1) production, 2) autoconsommation et échanges, 3) terres, 4) trajets, 5) soutien et formation, 6) alimentation et 7) *empowerment*. Pour chaque thème, une à trois questions principales sont posées. Selon les réponses, des questions complémentaires et des questions de clarification peuvent aussi être posées.

La quatrième source consiste à demander aux paysannes de cartographier leurs terres : la terre habitée, la terre cultivée, la terre parcourue, la terre des échanges, mais aussi la terre symbolique, la terre de pouvoir, etc. Les cartes ainsi produites ne sont pas d'un niveau de précision très élevé, mais mettent plutôt en lumière la représentation mentale que les paysannes se font de leurs terres. Cette méthode est fréquente dans les études en développement international[200]. Pour rejoindre des personnes analphabètes ou des personnes d'une culture différente, les « dessins » sont souvent utilisés avec succès[201].

Pour évaluer les superficies, les distances, le fait de « marcher » les lieux constitue également une méthode adaptée aux études en développement international[202]. Marcher les lieux avec les paysannes est la cinquième source prévue.

Finalement, la sixième source s'appuie sur des groupes de discussion, prévus pour valider certaines informations et pour discuter des thèmes qui concernent davantage la communauté que l'individu, comme les dynamiques de genre et sociocommunautaires ou les choix et les contraintes des modes de production communautaires.

---

[196] Confederación nacional de mujeres campesinas indígenas originarias de Bolivia – Bartolina Sisa.

[197] Rousseau, Stéphanie. *op. cit.* ; Do Alto, Hervé, Poupeau, Franck. « Ressorts de l'opposition régionale bolivienne ». Dans « La Bolivie d'Évo – Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16 (2009 / 3), Paris : Éditions Syllepse, p. 75-94.

[198] Mikkelsen, Britha. *op. cit.*, p. 234.

[199] En français : Hommes universitaires d'âge moyen.

[200] Mikkelsen, Britha. *op. cit.*

[201] Ibid.

[202] Ibid.

Quant à lôétendue de lôéchantillon, « on considère en fait que pour pouvoir généraliser les mesures effectuées sur un échantillon ou toute partie de celui-ci, il faut généralement un minimum de cent cas dans lôéchantillon ou le sous-échantillon considéré. Il sôagit, bien sûr, dôune règle pratique quôil convient dôutiliser avec prudence et qui est valable pour les échantillons probabilistes »[203]. Compte tenu de lôampleur de lôétude, nous estimons suffisant de rencontrer entre cinquante et soixante paysannes (pour les entrevues, les cartes, les observationsé), dôune dizaine de communautés, pour obtenir une saturation des données. La saturation signifie que lôajout de nouvelles données « nôajoute plus à la compréhension que lôon se fait du phénomène »[204]. La technique de la boule de neige, « qui consiste à ajouter à un noyau dôindividus [é] tous ceux qui sont en relation [é] avec eux, et ainsi de suite »[205], est prévue pour sélectionner les paysannes.

La durée prévue de chaque rencontre individuelle (entrevue, carte, marche sur les terres) est dôune heure à deux heures, celle de chaque groupe de discussion est dôenviron une heure et demie.

Résultats

Nous avons réalisé un pré-terrain en janvier 2013. Lôobjectif de ce pré-terrain était double : vérifier la faisabilité de la méthodologie prévue et obtenir quelques résultats préliminaires.

À lôorigine, il était prévu de réaliser lôétude dans une seule région, celle de Cochabamba, plus spécifiquement dans la province de Punata, un lieu dôagriculture familiale et communautaire diversifié, facile dôaccès, à une trentaine de kilomètres de Cochabamba sur la route menant à Santa Cruz (la plus grande ville du pays). Toutefois, dès notre arrivée en Bolivie, grâce à nos contacts, nous avons réalisé quôil serait difficile de rencontrer une cinquantaine de femmes à Punata, mais quôil serait plus aisé dôen rencontrer dans lôAltiplano, au nord de La Paz, la capitale du pays. Nous avons donc adapté notre projet à la réalité du terrain.

En janvier 2013, au total nous avons finalement rencontré seize femmes : huit de lôAltiplano (à environ 3900 m dôaltitude) et huit de la région de Cochabamba (à environ 2700 m). Parmi ces seize femmes, trois ont été paysannes, mais ne le sont plus, et quatre, en plus de travailler la terre, ont un autre travail rémunéré sans lien avec lôagriculture.

Dans cette section du texte, nous allons préciser la méthodologie que nous avons effectuée lors de ce pré-terrain et présenter quelques résultats préliminaires issus des rencontres avec ces seize femmes. Puis nous ferons une brève analyse de la méthodologie et des données recueillies avec lôobjectif dôaméliorer la collecte et la qualité des données lors du prochain séjour en Bolivie.

---

[203] Beaud, Jean-Pierre. « Lôéchantillonnage », Chap. in *Recherche sociale ï De la problématique à la collecte de données*, p. 211-242. Sainte-Foy : Presses de lôUniversité du Québec, 2003, p. 239.

[204] Savoie-Zajc, Lorraine. « Lôentrevue semi-dirigée », Chap. in *Recherche sociale ï De la problématique à la collecte de données*, p. 293-316. Sainte-Foy : Presses de lôUniversité du Québec, 2003, p. 303.

[205] Beaud, Jean-Pierre. *op. cit.*, p. 226.

Parmi les six types de sources prévus, voici ceux auxquels nous avons eu accès. Premièrement, en termes de documentation, nous avons obtenu des cartes topographiques de lôInstitut géographique militaire de Bolivie. Deuxièmement, pour sept des seize femmes rencontrées, nous avons observé leurs terres dans la campagne. Bien que nous soyons allées dans les marchés, nous nôavons observé aucune des seize femmes alors quôelles étaient au marché pour réaliser des échanges liés à leurs productions agricoles ni lors de leurs déplacements pour se rendre au marché. Troisièmement, nous avons réalisé des entrevues avec les seize femmes. Pour chacune, nous avons eu des réponses concernant les sept thèmes du questionnaire. Quatrièmement, dix des treize paysannes (3 des 16 femmes interviewées ne sont plus paysannes) ont dessiné une carte mentale de leurs terres. Par contre, nous nôavons pas marché les terres ï le cinquième type de sources ï avec aucune des paysannes. Finalement, lors de ce pré-terrain, il nôétait pas prévu dôorganiser des groupes de discussion ï le sixième type de sources ï et aucun nôa eu lieu.

La rencontre de seize femmes de deux régions agricoles différentes (ne fut-ce que par lôaltitude) ne permet pas de tracer un portrait assuré de la situation des paysannes des petites unités de production alimentaire familiale et communautaire, certains résultats étant carrément anecdotiques. Toutefois, les résultats de ce pré-terrain sont tout de même riches dôenseignement et ils permettent de dégager des tendances qui devront être éprouvées par la suite. Voici les principaux résultats issus de ce pré-terrain en fonction des sept thèmes du questionnaire.

Les paysannes produisent principalement des pommes de terre, du maïs, des fèves, des pois, de la luzerne (pour leurs animaux), de lôorge, du quinoa, de la *quañawa* (semblable au quinoa), de lôavoine, du blé, parfois dôautres tubercules (topinambour, *papalisa*é) ou quelques légumes (carottes, navets, oignonsé). Dans la région de Cochabamba, elles ont aussi des arbres fruitiers : pêchers, poiriers, etc. La pomme de terre est la production qui ressort le plus. Dans lôAltiplano, côest ce que les paysannes nomment en premier et ce qui figure en priorité dans les cartes mentales. Dans les vallées sub-andines (région de Cochabamba), le maïs et les pêches occupent les premières places dans les entrevues et les cartes mentales.

Les paysannes possèdent presque toutes des animaux dôélevage. Le cheptel typique correspond à peu près à ceci : une à quinze vaches (entre trois et dix vaches, veaux, taureau pour la plupart), une dizaine de brebis (parfois jusquôà cinquante), quelques cochons et quelques dizaines de cochons dôInde consommés lors dôoccasions spéciales. Deux dôentre elles élèvent des lamas. Les paysannes de la région de Cochabamba ont aussi quelques poules.

Les paysannes réutilisent en très grande majorité les semences de leurs plants. Certaines mentionnent quôelles échangent ou quôelles achètent des semences dôautres communautés tous les trois ans pour ne pas fatiguer la terre. Toutes utilisent les engrais naturels de leurs animaux (ou dôanimaux de fermes voisines), quelques-unes mentionnent lôachat dôengrais chimique pour des terres plus sèches. Dans les vallées, lôarrosage des pêchers avec un pesticide sert à éviter que les fruits ne soient abîmés. Les pêchers ont aussi besoin dôirrigation.

Le travail de la terre se fait surtout manuellement, avec des outils manuels. Certaines utilisent leurs animaux pour labourer. Dôautres mentionnent louer un tracteur ï avec conducteur ï à lôépoque du labour et de la récolte. Mais lôessentiel du travail des paysannes se fait à la main.

Toutes les paysannes produisent dôabord et avant tout pour lôautoconsommation; de plus, leurs cultures et leur élevage comptent pour une part importante de leur alimentation. Elles produisent pour leur famille, ce qui peut inclure les enfants, les frères et sî urs qui habitent en ville de manière permanente ou intermittente. Une des paysannes rapporte que sôils sont habituellement huit à table à la ferme, la production fermière nourrit une trentaine de personnes de la famille élargie. La plupart vendent également à la ville, ce qui peut signifier une petite ville de proximité ou la grande ville (Cochabamba ou La Paz). Dôailleurs, les liens avec la ville sont multiples et significatifs sous plusieurs aspects : achat, troc, vente, familles, soutiens variés, etc. Les paysannes se déplacent environ une fois par semaine pour vendre à des revendeuses ou tenir un kiosque lors de la *feria* hebdomadaire ou au marché. Leurs ventes se limitent pour la plupart à ce quôelles produisent en trop grande quantité pour la consommation familiale : des pommes de terre, du fromage quôelles fabriquent avec le lait de leurs vaches, parfois de lôartisanat confectionné à partir de la laine de leurs animaux. Certaines productions sont cultivées spécifiquement pour la vente : côest le cas des pêches près de Cochabamba. Quelques paysannes vendent aussi directement chez elles. Ainsi, sur la route menant de Cochabamba à Santa Cruz, une paysanne est devenue prospère en vendant sur le bord du chemin la *chicha* quôelle fabrique elle-même. La *chicha* est un alcool à base de maïs, très prisé en Bolivie. Dans lôAltiplano, les paysannes font aussi du troc; côest comme ça quôelles se procurent des fruits, provenant des Yungas (vallées sub-andines au nord-est de La Paz).

Les terres des femmes sont de petites parcelles, souvent éparpillées, ce qui ressort beaucoup sur les cartes mentales. Les terres cultivées et dôélevage couvrent entre 300 m^2 et 3 à 4 hectares, la plupart autour dôun hectare ou un hectare et demi. Les paysannes disent quôelles sont propriétaires, avec leur mari, de leur terre, ou quôil sôagit de la terre familiale. Une paysanne a mentionné que la terre appartenait à ses parents, une autre a spécifié que sa mère lui avait donné un petit terrain et que son mari était propriétaire dôun autre terrain. Quelques paysannes rencontrées vivent sans homme (père ou mari, mort ou parti) et dans ces cas, elles rapportent être seules propriétaires de la terre. Quelques paysannes ont également une maison en ville, parce que « côest pratique, par exemple, pour les enfants qui vont à lôécole ». Dans lôAltiplano, certaines femmes mentionnent avoir accès à des terres communautaires; il peut sôagir dôune Terre communautaire dôorigine (TCO), soit lôunité territoriale identitaire régie selon les coutumes indigènes[206], ou simplement dôune terre communale partagée par les villageois. Une paysanne rapporte quôelle loue une terre selon le système de la *mita*, ce qui signifie quôelle donne au propriétaire la moitié de la récolte comme paiement de la location.

La première raison pour laquelle les paysannes se déplacent est la disposition des terres quôelles cultivent. Ces petites terres éparpillées, dans un rayon dépassant souvent un kilomètre, exigent de marcher beaucoup chaque jour. Les déplacements pour vendre ou troquer impliquent de se lever avant lôaube, de transporter de lourdes charges et de se déplacer en minibus ï ou à pied. Se

[206] CEJIS, CENDA, CEDIB. *op.cit.*

déplacer pour vendre ou pour troquer la production agricole est une activité typiquement féminine : rares sont les hommes qui accompagnent leur femme ou qui la remplacent. Dans les nombreux marchés visités, autant dans lôAltiplano que dans le département de Cochabamba, nous nôavons vu pratiquement que des femmes faire du troc ou vendre de la nourriture.

Aux questions sur les différents types dôaide et de soutien quôelles reçoivent, les réponses des paysannes sont très variées. Certaines ont reçu un appui et une formation des *Bartolinas*, pour construire une étable par exemple. Dôautres ont reçu des semences de la préfecture, ou un appui financier du gouvernement pour le système dôirrigation. Toutefois, la majorité dit nôavoir rien reçu ni du gouvernement ni des *Bartolinas*. Si quelques-unes peuvent embaucher un ouvrier lors des labours et de la récolte, la majorité rapporte ne compter que sur leur propre famille pour les aider. Lorsquôune partie de la famille est citadine, la réciprocité peut impliquer quôelle se déplace en campagne pour des corvées lors des semailles et des récoltes. Les paysannes qui ont le moins dôappui de leurs relations semblent être les plus pauvres sur les plans alimentaire et financier.

Les réponses aux questions sur lôalimentation indiquent que, tout comme leur famille, les paysannes mangent dôabord ce quôelles produisent. On mange « ce quôil y a » ou « tout ce quôil y a ». Ces deux réponses, bien que semblables, révèlent pourtant une différence importante en termes de quantité et de diversité. Si les pommes de terre, le maïs, le riz (produit dans dôautres régions que celles visitées lors du pré-terrain) et les fèves sont à la base de lôalimentation rurale bolivienne, certaines femmes ajoutent des fruits, des légumes, des produits laitiers, de la viande. Par contre, parmi les paysannes rencontrées, il y en a qui souffrent de malnutrition si ce nôest de la faim : dans ces familles, les féculents (surtout pommes de terre et maïs) occupent presque toute la place et on ne mange quôun seul repas consistant, à midi, le déjeuner et le souper étant escamotés.

Finalement, sur le thème de lô*empowerment*, toutes les paysannes rencontrées disent préférer vivre à la campagne quôà la ville, car elles produisent leur propre nourriture, ce qui leur donne du pouvoir sur leur vie. Plusieurs mentionnent quôelles craindraient la faim en ville. Toutefois, trois des paysannes rencontrées doivent en plus travailler à la ville pour joindre les deux bouts (une quatrième le fait par choix). Une des femmes, qui nôest plus paysanne, précise quôelle préfère de beaucoup travailler en ville, où elle tient un kiosque de vêtements six jours par semaine, douze heures par jour, car côest moins dur quôà la ferme.

Présentons maintenant une brève analyse préliminaire de la méthodologie du pré-terrain et des résultats présentés afin, dôabord, de proposer des améliorations à la cueillette des données lors du prochain séjour en Bolivie et, ensuite, de tenter un début de réponse à la question de recherche grâce à ces résultats préliminaires.

Au sujet de la méthodologie, les types de sources qui révèlent des données riches méritent dôêtre exploités davantage. Par ailleurs, certaines méthodes ne sont pas applicables, il faudra donc trouver dôautres moyens dôobtenir les données requises.

Ce qui a le mieux fonctionné lors de ce pré-terrain ce sont les entrevues semi-dirigées et les cartes mentales. Les paysannes étaient ouvertes à répondre aux questions et la plupart se sont amusées à dessiner leurs terres. Toutefois, le questionnaire actuel entraîne des omissions dans les réponses

et mérite donc dôêtre retravaillé. Par exemple, lorsque nous demandions aux paysannes ce quôelles produisaient, elles nommaient trois ou quatre de leurs principales productions. Il fallait les relancer pour obtenir des réponses plus complètes. De plus, le questionnaire ne permet pas de tisser des liens entre les différents types de données, par exemple, entre ce qui est produit et ce qui est autoconsommé, troqué, vendu, à quel prix, etc. Un questionnaire contenant des éléments plus visuels, comme un tableau associant les cultures et les animaux avec lôautoconsommation, le troc ou la vente, pourrait permettre de récolter des données plus probantes.

Par ailleurs, faire les trajets avec les paysannes lors de leurs déplacements et les observer dans les marchés nôa pas été possible. Dôune part, les paysannes sont très occupées quand elles troquent ou vendent dans les marchés et nôont pas de temps à nous consacrer. Dôautre part, faire les trajets avec les paysannes aurait demandé un investissement considérable en temps, trop pour ce que cela aurait rapporté. Il faut donc trouver une autre manière dôobtenir ces informations. Les cartes mentales étant plus accessibles et agréablement remplies, elles semblent un moyen intéressant à utiliser pour obtenir des données sur les activités dôéchanges réalisées par les femmes. Nous peaufinerons la méthodologie avant de retourner sur le terrain.

Au sujet des résultats, parmi les variables que nous voulions documenter lors de ce pré-terrain, pour le métaconcept de terres des femmes, nous avons obtenu des données pertinentes sur les ressources techniques et humaines dont disposent les paysannes (moins sur les ressources financières) (variable 1.1.2), sur le soutien gouvernemental quôelles reçoivent ï ou ne reçoivent pas ï (variable 1.1.3), sur leur capacité dôutilisation des terres (1.1.4), sur les terres utilisées pour la culture lôélevage et les échanges (1.2.1), sur leurs trajets (1.2.2) et sur lôimpact de ces terres sur lôautonomie des femmes (1.3.2). Par contre, les données sur le type dôappropriation des terres (1.1.1) ne sont pas probantes. Quand la paysanne dit que la terre appartient à son mari et à elle, qui détient les titres de propriété? Cela reste à vérifier. Il manque également de données sur la question du genre dans lôorganisation spatiale indigène (1.3.1).

En ce qui concerne le métaconcept de souveraineté alimentaire, ce pré-terrain a permis de recueillir des données sur lôaccessibilité à la nourriture (2.1.1), sur les moyens de subsistance des femmes (2.1.2), sur la consommation alimentaire des femmes, des familles, mais pas nécessairement des communautés (2.1.3). Il manque de données sur la détermination des types et des modes de production (2.2.1) et sur les politiques gouvernementales (2.2.2) ï à trouver plutôt dans la documentation que sur le terrain. Lôaccès des femmes aux ressources (2.2.3) est bien documenté, sauf pour ce qui est de lôaspect financier auquel nous devrons être particulièrement attentives lors du prochain terrain. Finalement, la capacité des femmes à produire et à vendre (2.2.4) est bien documentée avec la méthodologie actuelle.

De ces résultats préliminaires, nous pouvons conclure quôil est difficile de séparer les données qui concernent la paysanne et de celles sur son mari et sa famille. Cela sôavère le cas principalement pour les données sur le type dôappropriation des terres et sur les aspects financiers. La pauvreté financière des femmes semble en lien avec les pauvretés relationnelle, éducative et nutritive. Les données sur cette réalité doivent être approfondies.

Ces résultats préliminaires permettent dôaffirmer que dans la plupart des cas, les terres des femmes contribuent de manière non négligeable à la souveraineté alimentaire de la paysanne elle-

même et de sa famille; ils fournissent moins dôinformations sur la contribution à lôéchelle de la communauté et de la région.

Enfin, nous réalisons que la frontière entre la ruralité et lôurbanité est poreuse. Plusieurs paysannes sont aussi des citadines. Bien que cela ne soit pas le sujet de cette recherche, nos discussions avec les paysannes et avec dôautres personnes nous indiquent que de nombreuses femmes des villes ont aussi un pied dans la campagne. La porosité de la frontière entre la ruralité et lôurbanité semble créer un réseau de lien entre les terres des femmes et la souveraineté alimentaire et, ainsi, avoir un effet positif sur le pouvoir que les femmes ont sur leur vie. Le prochain séjour en Bolivie devrait éclairer davantage ces réalités.

Remerciements

Je remercie mon directeur de recherche, Monsieur Stéphane Bernard, pour ses judicieux conseils et son enthousiasme, ainsi que mes différents contacts en Bolivie et toutes les paysannes rencontrées, pour leur ouverture et leur générosité.

Bibliographie

Beaud, Jean-Pierre. « Lôéchantillonnage », Chap. in *Recherche sociale ï De la problématique à la collecte de données*, p. 211-242. Sainte-Foy : Presses de lôUniversité du Québec, 2003, p. 239.

Beuscart, Christian (dir.). Lôessentiel dôun marché ï Pérou et Bolivie ï Comprendre Exporter Vivre 2010/2011. Paris : Éditions UBIFRANCE, 2010, 305 p.

Bové, José, Dufour François. *Le monde nôest pas une marchandise ï Des paysans contre la malbouffe*. Paris : Éditions La Découverte, 2000.

Do Alto, Hervé, Poupeau, Franck. « Ressorts de lôopposition régionale bolivienne ». Dans « La Bolivie dôÉvo ï Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16 (2009 / 3), Paris : Éditions Syllepse, p. 75-94.

CEJIS, CENDA, CEDIB. *¿Que son la TCOôs?* ï Noticias sobre Tierra y Territorio de la Alianza Interinstitucional integrada por el Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS), el Centro de Comunicación y Desarrollo Andino (CENDA) y el Centro de Documentación e Información de Bolivia (CEDIB), 2009. [En ligne]. (http://www.constituyentesoberana.org/3/noticias/tierra/012010/010110_1.html). Page consultée le 26 novembre 2011.

Chiriboga, Manuel. Instituciones y organisaciones para la seguridad alimentaria. Seminario Agropecuaria y Rural. Document pour discussion, Santiago, Chili, FAO, avril 2009.

CQFD. *Trousse de formation Genre et Développement*. Comité québécois femmes et développement (CQFD) de lôAssociation québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2004, 148 p. [En ligne]. (http://www.aqoci.qc.ca/ressources/pdf/Guides_2004-03_GuideGED.pdf). Page consultée le 6 juin 2011. ; Martinez, Andrea. *op. cit.*

Desmarais, Annette Aurélie (2008). *La Vía Campesina. Une réponse paysanne à la crise alimentaire.* Montréal : Les Éditions Écosociété, 2008, p. 46-47.

FAO, IFAD, ILO. *Gender dimensions of agricultural and rural employment : Differentiated pathways out of poverty ï Status, trends and gaps*. Rome: Published by the Food and Agricultural Organization of the United Nations, the International Fund for Agricultural Development and the International Labour Office, 2010, 210 p.

FAO. *Sécurité alimentaire*. Notes dôorientation, n° 2 (juin 2006). [En ligne]. (ftp://ftp.fao.org/es/esa/policybriefs/pb_02_fr.pdf). Page consultée le 12 juin 2011.

Franqueville, André. *La Bolivie ï dôun pillage à lôautre*, Paris : Éditions de lôIRD, Institut de recherche pour le développement, Toulouse : Presses universitaires du Mirail, 2000, p. 143.

Giblin, Béatrice. « Nouvelle géopolitique en Amérique latine ». *Hérodote*, n° 123 (2006/4), p. 3-8.

Gravel, Nathalie. *Géographie de lôAmérique latine ï Une culture de lôincertitude*. Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 2009, 339 p.

INE. *Pobreza, desigualdad y desarollo humano.* Instituto nacional de estadística, Estado plurinacional de Bolivia, 2012. [En ligne]. (http://www.ine.gob.bo/indice/EstadisticaSocial.aspx?codigo=30601). Page consultée le 19 mars 2012. ; Trudel Bellefeuille, Janie. *Le rôle de lôÉtat bolivien face à lôimpact de la justice communautaire sur les femmes campesinas.* Maîtrise en droit international, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2011, 116 p.

Jacob, Jean-Pierre, Le Meur, Pierre-Yves (dir.). « Citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud », Introduction du livre. *Politique de la terre et de lôappartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, Paris : Karthala (sous presse), 2009. [En ligne]. (http://gdr.mutins.org/IMG/pdf/Jacob_Le_Meur_Politique_de_la_terre_et_de_l_appartenance_-_Introduction_2009.pdf). Page consultée le 14 septembre 2011.

Klein, Juan-Luis. « LôAmérique latine ï De la crise institutionnelle à la reconstruction sociopolitique? ». Dans KLEIN, Juan-Luis, LASSERRE, Frédéric (Dirs) (2006). *Le monde dans tous ses États, une approche géographique*, Québec : Presses de lôUniversité du Québec, 2006, p. 189-223.

Langlois, Denis. *Le défi bolivien*. Outremont : Athéna éditions, 2008, 206 p.

Lavaud, Jean-Pierre. « Bolivie : vers lôanarchie segmentaire? ». *Hérodote*, n° 123 (2006/4), p. 62-81.

Le Devoir. « Bolivie - Le projet de constitution est adopté avec une mince majorité », *Le Devoir*, 26 janvier 2009. [En ligne]. (http://www.ledevoir.com/international/amerique-latine/229403/bolivie-le-projet-de-constitution-est-adopte-avec-une-mince-majorite). Page consultée le 23 juin 2011.

Lehmann, Henri. *Les civilisations précolombiennes*. Paris : Presses universitaires de France, coll. Que sais-je?, N° 567, 2012, 127 p.

Maluf, R. S., Schmitt, C. J., Grisa, C. Estado de la situación del hambre y políticas de seguridad y soberanía alimentaria y de abastecimiento en los países miembros del MERCOSUR Ampliado, Rapport technique de CERESAN, 2009.

Martinez, Andrea. « Genre et développement : Enjeux et luttes des femmes du tiers-monde ». Chap. in *Introduction au développement international. Approche, enjeux et acteurs*, p. 70-86. Ottawa : Les Presses de lôUniversité dôOttawa, 2008.

Mikkelsen, Britha. *Methods for Development Work and Research. A New Guide for Practitioners.* Second Edition. New Delhi: Sage Publications India Pvt Ltd, 2005, 375 p.

OIT. *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Ratifiée par État plurinational de Bolivie le 11:12:1991*. Organisation Internationale du Travail, Genève, 2011. [En ligne]. (http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/pdconvf.pl?host=status01&textbase=ilofre&document=5549&chapter=19&query=C169%40ref&highlight=&querytype=bool). Page consultée le 12 novembre 2011.

OIT. *C169 Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989*. Organisation Internationale du Travail, Genève, 2011. [En ligne]. (http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convdf.pl?C169). Page consultée le 12 novembre 2011.

Patrinueva. *Bolivia Nueva constitución política del Estado* [En ligne]. (http://www.patrianueva.bo/constitucion/). Page consultée le 10 décembre 2011.

PNUD. *Indicateurs internationaux de développement humain ï Bolivie ï Profil de pays : indicateurs de développement humain* [En ligne] (http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/BOL.html) Page consultée le 3 mars 2013.

PNUD. « Tableau 5. Indice de pauvreté multidimensionnelle ». *Rapport sur le développement humain 2011*. [En ligne]. (http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table5.pdf). Page consultée le 25 novembre 2011.

PNUD. *Rapports sur le développement humain. Indices composites ï au-delà de lôIDH*. [En ligne]. (http://hdr.undp.org/fr/statistiques/indices/). Page consultée le 25 novembre 2011.

Rousseau, Stéphanie. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n° 2 (2009), p. 135-160.

Savoie-Zajc, Lorraine. « Lôentrevue semi-dirigée », Chap. in *Recherche sociale ï De la problématique à la collecte de données*, p. 293-316. Sainte-Foy : Presses de lôUniversité du Québec, 2003, p. 303.

Stiglitz, Joseph E. *La grande désillusion*. Paris: Fayard, 2002, 324 p.

Svampa, Maristella. « Evo ou lôarticulation du "communautaire-indigène" au "national-populaire" ». Dans « La Bolivie dôÉvo ï Démocratique, indianiste et socialiste? », *Alternatives Sud*, vol. 16 (2009 / 3), Paris : Éditions Syllepse, p. 45-61.

Violence et genre : le rôle des femmes en situation de conflit au Pérou

Émilie Martinak
Diplômée d'une maîtrise en anthropologie à l'Université de Montréal

Résumé

Le Pérou a sombré pendant vingt ans dans un contexte de violence politique, causant la disparition de 70 000 personnes. Les hommes représentent 80% des morts ou disparus. En ce sens, les femmes ont dû assumer de nouvelles responsabilités, celles auparavant destinées aux hommes, et ce, afin de mettre en place des stratégies de survie. Elles se sont aussi regroupées et mobilisées autour d'organisations populaires et d'associations de mères, comme l'ANFASEP, notamment pour rechercher les corps des disparus, dénoncer la violation des droits humains et amener la paix. Ce sont elles qui, après de longues marches, ont demandé au président de transition de créer une commission d'enquête, soit la Commission de Vérité et Réconciliation (CVR). Aujourd'hui encore, malgré le conflit achevé, ce sont les femmes qui luttent toujours pour préserver la mémoire du conflit, en diffusant à travers des actions et des recherches les faits passés dans le but que ce conflit ne se répétera pas. Pour ce faire, elles appliquent la politique du « Nunca más » (plus jamais). Ces femmes sont donc des actrices sociales qui luttent pour préserver la paix. Elles ont été les actrices du changement.

Problématique de recherche

Dans quelles mesures les femmes andines ont su mettre en place des réponses collectives à la violence politique et comment sont-elles devenues des actrices du changement ?

Méthodologie

Après voir complété un baccalauréat en anthropologie, j'ai décidé de faire une maîtrise en anthropologie à l'Université de Montréal sur le post-conflit armé péruvien, en tentant de voir comment un événement pouvait être vécu et incorporé. Je me suis intéressée aux migrations de retour, aux luttes et témoignages des femmes vivant à Ayacucho et en contrepartie, au silence qui régnait dans les communautés. J'ai effectué un pré-terrain au Pérou en août 2010 afin de choisir la communauté dans laquelle se dérouleraient mes recherches pour récolter les informations pertinentes à mon sujet. Aux mois de juin et juillet 2011, j'ai fait un terrain d'un mois et demi, soit un mois dans la communauté de Cayara, et deux semaines dans la ville andine principale d'Ayacucho. J'ai pratiqué les méthodes de l'observation participante, mené des entretiens semi-dirigés et des échanges conversationnels.

Introduction

Le Pérou a sombré pendant vingt ans dans un climat de violence politique, opposant lôarmée à des groupes subversifs. Les principales victimes ont été les communautés paysannes des Andes, les Quechuas. Cette violence politique a augmenté les problèmes structuraux, générant des problématiques socioéconomique, politique et culturelle très complexes et dans lesquelles les mères et les femmes paysannes ont dû développer des mécanismes de réponses, côest-à-dire en redéfinissant leur rôle dans la famille, dans la production et dans la communauté. En effet, les hommes, à lôorigine chefs et force productive de la famille, sont devenus les principales victimes des disparitions. En contrepartie, les femmes ont dû assumer de nouvelles responsabilités durant ce conflit, les amenant à bouleverser lôorganisation communale. Par conséquent, en plus de leur rôle de mère et de femme, un nouveau rôle leur a été attribué, celui de lôhomme, puisque dans la plupart des cas, lôhomme avait disparu, était mort ou avait fui. Ainsi, le rôle des genres a été inversé. Ce nouveau rôle a conduit les femmes à construire un nouvel espace social, avec la création notamment dôorganisations populaires et communautaires. Les femmes ont aussi été très présentes dans les champs dôaction armés, champs traditionnellement réservés aux hommes. Elles ont aussi assumé un rôle de protagoniste, et ce, tant dans la lutte contre la violence que dans celle en faveur des droits humains : elles ont initié la défense des droits humains en recherchant les disparus et en enterrant les morts, engagé une lutte pour préserver lôintégrité et dénoncer les violations. Les femmes ont donc joué un rôle capital dans le conflit armé péruvien. Un rôle certes différent de celui joué par les hommes, mais un rôle qui aura de grandes répercussions sur lôorganisation de la communauté et sur leur acceptation en tant que membre à part entière des communautés et de la société péruvienne.

À travers le rôle accompli par les femmes durant ce conflit, nous verrons comment les femmes sont devenues actrices du changement dans un contexte de conflit, mais également, comment elles luttent toujours malgré la fin du conflit, dans le but de faire ressortir la vérité et la justice, mais aussi, pour sauvegarder la mémoire et empêcher la répétition de lôHistoire.

Violence politique : un conflit de vingt années

Environ 70 000 morts, 600 000 déplacés et 50 000 orphelins. Ce sont les chiffres accablants rendus publics le 28 août 2003, par la commission dôenquête, la *Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR)*, après deux années dôinvestigation. Le Pérou a sombré pendant vingt ans dans un contexte de violence politique de 1980 à 2000. La CVR a donc recensé 69 280 morts ou disparus. Le terme *disparu* est très important puisquôil implique que majorité des corps nôont toujours pas été retrouvés. Principalement, ce sont les militaires qui ont participé aux techniques de disparition en enlevant les personnes. Ils procédaient selon plusieurs techniques : les assassinats et enterrements se faisaient dans des montagnes éloignées. À ce jour, plus de 400 fosses communes ont été retrouvées. Les corps étaient parfois jetés des hélicoptères ou encore, brûlés dans les fours crématoires de la prison *Los Cabitos*, à Ayacucho. Ces actions démontrent la barbarie de ce conflit et la violence des principaux acteurs armés.

> Les actes incombant à lôautorité dôinvestigation de la CVR sont tels quôassassinats et séquestrations, disparitions forcées, tortures et autres blessures graves, violations des droits

> collectifs des communautés andines et indigènes, autres crimes et violations graves contre le droit des personnes (Luque Mogrovejo 2003 : 69)

Environ 79% des victimes répertoriées vivaient en zones rurales, et 75% avaient le quechua comme langue maternelle ou une autre langue native à lôexception de lôespagnol. Les hommes représentent 80% des disparus tandis que les femmes, toujours en vie, ont subi des violences physiques comme le viol. Selon la CVR (2003), le conflit a pris place dans des zones géographiques éloignées (campagne des Andes), auprès dôune certaine classe de la population (paysanne), et en fonction dôethnies ciblées (les Quechuas et les Amérindien).

Le conflit sôest déroulé entre quatre acteurs principaux, les groupes subversifs, le Sentier Lumineux (SL) et le MRTA, lôarmée péruvienne (forces de lôordre, Sinchis, police, service dôintelligence) et la population paysanne avec la formation de Comités dôautodéfense (CAD). Ces actes sont imputables aussi bien aux organisations subversives quôaux agents de lôÉtat : le Sentier Lumineux est responsable de 53,68% des disparitions, les forces armées et CAD[207] de 37,26 % et le MRTA[208] de 1,8%.

La cause immédiate du conflit armé interne vient de la décision du Sentier Lumineux de commencer une guerre populaire contre lôÉtat péruvien en utilisant des manières systématiques et des méthodes dôextrême violence et de terreur sans égard aux droits humains. Cette violence subversive était initialement dirigée contre les représentants de *lôordre ancien*, selon les mots du Sentier Lumineux (CVR 2003).

Dôinspiration maoïste et marxiste, la guérilla péruvienne est issue dôune scission du Parti communiste. Le Sentier Lumineux, PCP-SL, signifiant, *Partido Comunista del Perú Sendero Luminoso*, a été fondé en 1970 par Abimael Guzman Reynoso, de son surnom, Gonzalo. Le camarade Gonzalo était considéré par ses membres comme «*la quatrième épée du marxisme*» (après Marx, Lénine et Mao). Guzman était professeur de philosophie à lôuniversité San Cristobal de Huamanga, dans la région dôAyacucho, et côest à partir de lôuniversité que les activités commencèrent et côest auprès de ses collègues et étudiants quôil recrutait les nouveaux membres. Il a utilisé lôespace éducatif pour former un noyau de jeunes universitaires provenant de zones rurales et à travers lesquels il établit des contacts avec les communautés paysannes (Aroni Sulca, 2006). Les étudiants étaient envoyés dans leurs communautés pour faire de la propagande et rallier le plus de monde autour du mouvement du SL.

Le projet idéologique du PCP-SL impliquait la destruction du vieil État : toute personne qui y travaillait ou le représentait était considérée comme ennemie. Cette guerre populaire prônant lôencerclement des villes par les campagnes passe par trois étapes : une campagne dôagitation et de propagande, une offensive généralisée contre lôÉtat et finalement, une guerre totale jusquôà la chute des villes assiégées. Toutefois, les communautés qui refusaient de rejoindre le mouvement étaient systématiquement massacrées. Par contre, tiraillées entre les deux partis, les communautés étaient aussi victimes de massacres commis par lôarmée puisquôelle les soupçonne de collaborer

[207] Comité dôAutodéfense. Ce sont des organisations paysannes afin de lutter contre le Sentier Lumineux, appelé aussi Rondas Campesinas (rondes paysannes).

[208] MRTA est le Mouvement révolutionnaire Tupas Amaru, un mouvement subversif de gauche

avec le SL. Cêest ainsi que prises entre deux feux, les communautés paysannes andines ont été le berceau des dérives de ces groupes armés.

La violence et la mémoire comme objet dêétude

Cêest à la suite dêun premier séjour au Pérou, en tant que volontaire dans un orphelinat, que je me suis rendu compte du climat dans lequel avait vécu le Pérou, de ses séquelles oppressantes pour la population de la région dêAyacucho et de la mémoire collective du pays. De là, jêai décidé dêaxer mon mémoire de maîtrise en anthropologie sur la dichotomie entre les luttes et le silence des femmes, actrices principales de cette période transitionnelle, en me questionnant pour savoir comment un événement, telle la violence, peut-il être vécu et remémoré. Cêest également pour alimenter cet imaginaire de la violence que je me suis engagée sur cette voie de recherche : chercher à mieux comprendre lêincompréhensible, déterrer lêhorreur du vécu et exhumer lêincompréhension du côté violent de la nature humaine.

> La violence est à la fois évidente et insaisissable. Elle est irréfutable. Elle fait plus quêatteindre, elle cogne. En même temps, quand on veut la toucher, quand on veut lêidentifier, elle se disperse en mille éclats. En nous, hors de nous. Elle est toujours là et ailleurs. Elle est dans notre imaginaire. Ce sont là des imaginaires institués de la violence, ceux qui viennent chercher les peurs (Corten et Côté, 2009 :15).

La violence politique est par conséquent porteuse de sens et de significations. Mais que se passe-t-il pour les populations violentées une fois le conflit terminé ? Cêest le but de mon mémoire. Ainsi, je suis allée par deux reprises au Pérou pour effectuer mes recherches. Mes terrains se sont déroulés entre la ville capitale des Andes, Ayacucho, et Cayara, une petite communauté paysanne de 900 habitants, à 7h de bus dêAyacucho.

Cayara se localise dans la zone sud de la région dêAyacucho où très peu dêétudes ont été réalisées sur la violence ou ses conséquences, ce qui semble paradoxal. En effet, cêest pourtant précisément dans cette zone que le conflit a démarré, et où, initialement, se regroupaient les membres et les adeptes du Sentier Lumineux ï ces derniers y trouvent toujours refuge encore aujourdêhui ï et agi autant les forces militaires que les membres des groupes subversifs. Et finalement, cêest également dans cette région quêont eu lieu massacres et tortures, laissant de nombreuses victimes.

Je me suis donc immergée dans cette communauté pour vivre au rythme du soleil avec eux. Je suis arrivée dans le village le 23 juin 2011, au commencement de la fête patronale, pour une première durée de quatre semaines. Jêai choisi ce moment afin de faciliter mon intégration à lêaide dêune occasion festive où jêai assisté à chaque activité. Jêétais visible par ma présence et avec ma caméra. Je buvais la *chicha*[209] quêon mêoffrait, me promenais dans les maisons pour mêinstruire sur la préparation et mangeais les plats préparés. Je me suis également acheté le chapeau traditionnel du village tel que suggéré. Jêai appris les chants traditionnels de *Pumpin*[210] et

[209] La chicha est une boisson alcoolisée faite à base de maïs fermenté. Cêest une bière de maïs.

[210] Le pumpin est la musique traditionnelle de la région de Victor Fajardo, composé de harpe et violon.

les chantais avec les habitants autour dôune harpe. Jôallais aussi travailler dans les champs en aidant autant que possible. Les habitants riaient en me voyant courir après les ânes ou lorsque je chantais la chanson du *Cuya Cuya*[211]. Finalement, la communauté môa acceptée grâce à ma participation active aux tâches et aux coutumes du village.

Jôai donc opté pour une méthode dôobservation participante et jôai privilégié les discussions spontanées aux entrevues, parce que beaucoup plus personnelle, sans retenue, plus facile à obtenir, et peut-être plus authentique : elles étaient plus faciles à obtenir que des entrevues dirigées formelles et où les participants se façonnaient à un mutisme.

Peut-on se tromper de terrain ?

Au début de mon terrain, deux questions me revenaient en boucle : « Ai-je fait le bon choix ? Ai-je choisi le bon village?». Je me posais ces questions principalement à cause du mutisme des gens, de lôinaccessibilité à lôinformation et de lôinactivité du village. Village silencieux, village fantôme : la cohésion communautaire nôétait plus là. Les luttes absentes. Le passé effacé. À quel moment peut-on dire que lôon sôest trompé de terrain ? Les anthropologues péruviens nôavaient-ils pas raison de ne pas venir dans cette région ? Nôy avait-il rien à étudier ?

À Ayacucho, il y a cent vingt ONG, dont une grande partie découle des conséquences de la violence politique. Ils se battent pour les réparations, la préservation de la mémoire, la reconstruction, la reconnaissance, lôaide et lôappui aux populations victimes et à la recherche des corps disparus. Tandis quôà Cayara, on est face à un sentiment de ressentiment, à une désorganisation communale où lôabsence et le refus de parole régnaient. Cette communauté a grandement souffert durant la période de la violence politique. Une base militaire était installée dans la communauté pendant plusieurs années. La vie des Cayarinos était rythmée par la tyrannie de lôarmée.

> Lôarmée avait installé une base dans Cayara. Au début, ils étaient dans lôécole primaire, ensuite, ils sont allés dans lôactuel poste de santé, à lôentrée du village. Il fallait quôon fasse ce quôils disaient. Parfois, ils nous réunissaient sur la place centrale, toute la population. Ils venaient nous chercher. Et lôon devait faire tout ce quôils voulaient. On devait se baisser, se relever, sôasseoir, se coucher, se relever. Toute la journée. Jusquôà la nuit. Aussi, il fallait quôon leur prépare à manger. Ils venaient chez nous et nous demandaient à manger. Ils volaient la nourriture dans les *tiendas*. Si lôon ne faisait pas ce quôils disaient, ils nous tuaient. Et ils laissaient les corps dans le village pour quôon les voie et quôon ait peur. Ils disaient quôils étaient là pour nous protéger, mais côétait faux. Côétait pire. Les Senderistes se cachaient là-haut dans les montagnes. Ils nous observaient. Sôils voyaient quôon donnait à manger aux militaires, quôon était gentil avec eux, le lendemain, ils venaient au village et nous tuaient. On ne pouvait pas choisir lôun ou lôautre. Les deux nous tuaient.
>
> ï Señora Avelina, 2011

En mai 1988, lôarmée a commis un massacre dans la communauté de Cayara où ils ont exécuté

[211] Chanson traditionnelle de Pumpin.

une quarantaine de personnes, femmes enceintes, personnes âgées et enfants. Les corps nôont jamais été retrouvés. La population a beaucoup été affectée par les horreurs quôelle a vues et vécues.

Jôai finalement compris que la richesse de mon terrain était quôil ne se limitait pas à un refus de paroles. Le silence cachait un lourd traumatisme qui était complémentaire à la réalité que vivaient les personnes qui témoignaient. De plus, le silence auquel jôai été confronté môa fait prendre conscience de lôimportance des luttes actuelles menées par les femmes pour la sauvegarde de la mémoire collective du conflit, afin que celui-ci ne se répète pas. Cette dichotomie lutte/silence môa permis dôentrevoir le combat quôont mené les femmes durant ce conflit pour y apporter paix, vérité et justice. Côest ainsi que jôai compris que le conflit armé du Pérou avait une dynamique bien précise, soit celui dôun conflit genré, où les femmes ont joué un rôle essentiel.

Le conflit péruvien : un conflit genré

La perspective des femmes est importante, bien que souvent négligée, dans le cadre du conflit armé péruvien, et ce, pour plusieurs raisons. Dôabord, les hommes et les femmes nôont pas vécu de la même manière le conflit. Les diverses positions sociales et rôles de genre, occupés tant par les hommes que par les femmes, conditionnent leur participation au conflit et les conséquences sur eux. Tandis que les hommes ont été les principales victimes des tortures et des disparitions, les femmes étaient la cible de délits et dôatteintes envers leur dignité et leurs droits humains.

Par la suite, la CVR a ouvert une commission genrée portant sur lôimpact de la violence faite aux femmes en les considérant comme victimes à part entière. Elles ont souffert dôune agression particulière, le viol, une pratique systématique et généralisée durant le conflit, dont les forces de lôordre sont responsables dans 83% des cas (CVR 2003). On peut qualifier le viol de réelle pratique de guerre étant donné quôil a été commis en majorité par lôarmée péruvienne. La CVR considère que la violence sexuelle en général, et en particulier la violence sexuelle contre une femme, constitue une violation des droits fondamentaux et de la personne humaine, dont on ne peut déroger. Côest une forme de torture, de traitement, ou de peine cruelle, inhumaine et dégradante. La CVR a pu uniquement recenser 538 cas de viol. Toutefois, en ouvrant une commission spéciale sur le genre, elle a incorporé la perspective du genre dans son travail. Très peu de commissions se sont centrées sur les femmes en tant que victimes dans les conflits internes (Theidon 2006). En effet, seules les commissions de lôAfrique du Sud et du Guatemala ont été sensibles au genre (Theidon 2006). « All three commissions were considered ñgender sensitiveò because they actively sought out womenôs experiences of violence. This focus reflected the desire to write more ñinclusive truths,ò as well as changes in international jurisprudence » (Theidon 2006).

La CVR a ouvert cette commission, car pendant longtemps, « le viol était considéré comme un tort collatéral ou un effet secondaire des conflits armés et non comme une violation des droits humains, côest pourquoi ces faits nôavaient pas été dénoncés et étaient vus comme normaux et quotidiens » (traduits de la CVR du Pérou). Ce nôest que très récemment que la jurisprudence internationale a reconnu le viol comme un crime. Les violences sexuelles étaient, et sont encore parfois, considérées comme des actes de guerre et non comme des atteintes aux droits humains.

Finalement, on peut penser que si la commission a incorporé la femme dans ses rapports, c'est aussi du fait des rôles majeurs qu'elles ont tenus durant le conflit. Nous verrons par la suite comment elles ont été actrices du changement et porteuses de la paix. Mais il faut aussi mentionner que les femmes ont aussi occupé un espace particulier : militante au sein des guérillas armées. Beaucoup de femmes ont participé à la violence politique à travers leur implication active dans les groupes subversifs ainsi que dans les Comités d'autodéfense (CAD). Les femmes ont pris les armes, ont soutenu les groupes subversifs et se sont battues aux côtés des hommes, passant de l'invisibilité à une visibilité réelle.

Acquisition de nouveaux rôles pour les femmes

Historiquement, la famille paysanne a une structure patriarcale, renforcée par le système social et la religion catholique. L'époux est le chef de la maison et prend toutes les décisions. C'est lui qui représente la famille devant la communauté. De leur côté, les femmes sont assignées aux tâches domestiques et reproductives. La division des tâches est fortement genrée dans ces sociétés. L'espace familial et communal est réservé aux femmes, tandis que les hommes se voient acquérir l'espace productif et public.

La violence politique a principalement affecté les hommes, victimes directes et visées du conflit et représentants 80% des disparus. Ce nombre considérable d'hommes disparus a poussé les femmes à assumer de nouvelles responsabilités afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Le chef de famille n'étant plus là, leur rôle a dû être redéfini. La violence politique a augmenté les problèmes structuraux, générant une problématique socioéconomique, politique et culturelle complexe, dans laquelle les mères paysannes ont dû développer des mécanismes de réponses, redéfinissant leur rôle dans la famille dans les trois espaces de base : la famille, la production, et la communauté (Tello Mendoza, 2001).

Durant la violence politique, les femmes paysannes accomplissent donc des rôles de reproduction (éducation des enfants), des rôles de production (elles vont au *chakra*, plantent les semences, s'occupent des activités économiques) et des rôles de gestion (recherche de solution pour la survie). Cette dernière activité est vraiment nouvelle. Ainsi, elles ne travaillent pas seulement comme des hommes en occupant leurs fonctions traditionnelles, mais elles se sont transformées en hommes pour assumer la défense des communautés. On peut dire que les femmes ont occupé des rôles d'hommes pendant le conflit, tout en gardant leur statut de femmes. Le rôle du genre, en situation de conflit, s'est modifié et redéfini, forçant les hommes et les femmes à s'unir dans des espaces non traditionnels. La dynamique de la violence perturbe la répartition des rôles et du travail entre les sexes.

Une lutte dans le conflit : vers l'occupation de nouveaux espaces

En consacrant toute une partie au genre, la CVR permet de transcender le stéréotype de l'homme-agresseur et de la femme-victime, ce qui permet d'identifier les processus et les espaces d'action, de confrontation et de résistance créés par les femmes. C'est en ce sens qu'elles ont trouvé des solutions collectives pour les tâches domestiques, en s'organisant autour d'organisations

communales, comme des *Club de Madres*, *Comedor Popular* (cantines populaires), *Vaso de Lecche*, ateliers productifs, etc. Ces organisations communautaires de femmes ont joué un rôle important dôincorporation et dôintégration sociale, en organisant la vie quotidienne et alimentant le tissu social, tout en offrant une solution de remplacement aux mouvements armés.

Ces organisations sont dôune grande importance pour les questions de subsistance pour de larges segments de la population. Elles font partie dôune stratégie de survie et de recherche de solutions au problème de lôalimentation dans des contextes de pauvreté (Alvites, Alvites Sosa 2007). Selon ces auteurs, la sphère domestique, qui est une sphère privée, désormais nôest plus du ressort du privé et du domestique, car la pauvreté a obligé les femmes à sôunir et à socialiser autour dôactivités et de produits afin de partager le travail dit domestique (ibid.). Ainsi, les femmes ont mis en place deux types dôactions : sur la scène publique, elles ont créé des organisations de droits humains, et sur la scène privée, elles ont commencé la lutte pour la subsistance familiale. La différenciation de genre se vérifie dans ces champs dôaction où la majorité des militants sont des femmes.

La stratégie la plus importante que les femmes andines ont mise en place fut la création des cantines populaires ou cuisines collectives (*comedor popular*) qui permettaient de joindre des pratiques associatives au travail participatif des femmes de la communauté. Les *comedores populares* permettent dôéviter les crises de famines en réduisant les coûts de lôalimentation puisque lôachat des aliments est regroupé et la préparation des repas se fait en commun. Les femmes associent donc leur force productive, mais aussi les aliments. Ces cantines permettent de joindre des pratiques associatives à un travail participatif. La participation des femmes dans les organisations populaires donne un tournant à la problématique alimentaire et détermine leur incorporation dans lôactivité productive. Jôai accompagné des femmes de Cayara, faisant partie du *programma Juntos*[212], à la fête de la MamaSara (fête du maïs), dans le village voisin de Hualla. Nous sommes parties toute la journée afin de faire découvrir la production agricole de Cayara. Elles exposaient différentes sortes de maïs, céréales et graines et vendaient des tricots de laine faits par elles, montrant ainsi leur implication active dans les activités agricoles, mais également politique. À travers ce festival, les femmes défendaient leur village et en étaient les représentantes (notes de terrains, juillet 2011).

La femme sôest aussi incorporée dans les *Clubes de madres* pour obtenir un appui et développer des stratégies de survie. Ces clubs sont créés à partir de critères de survie alimentaire, de défense des droits humains, de dynamique locale, principalement au niveau de la protection interne, car le gouvernement nôagit pas dans les communautés où ces populations sont qualifiées dôoubliées. À la fin des années 1970, il y avait dix-sept *Clubes de Madres* dans le département dôAyacucho. Avec le conflit armé, ces clubs se sont multipliés et en 1988, les dirigeantes fondent la *Federacion Provincial de Clubes de Madres de Huamanga* (FEDECMA), où sont représentés 270 *clubs de madres* (Venturolli 2009). En novembre 1991 sôorganise leur premier congrès départemental regroupant 1200 représentantes. En 1995, la FEDECMA se compose de onze fédérations provinciales rassemblant 1400 *Clubes de madres*, soit 80 000 femmes affiliées (Coral 2005). Lôassociation se compose dôune représentante de chaque communauté. Ces représentantes

[212] Programme qui a pour but dôaider les femmes les plus pauvres en leur apportant un soutien alimentaire principalement.

se réunissent de temps en temps afin de prendre des décisions communes et former des leaders. La participation des femmes ne se limite donc pas au sein de leur communauté, mais sôétend à lôensemble des Andes *quechuaphone*. La femme est donc sortie de la sphère familiale pour intégrer la sphère communale, mais aussi, pour intégrer une dynamique provinciale et régionale. À lôintérieur des *Clubes de madres*, les femmes assument des charges directives et développent des capacités à diriger et prendre des décisions. Leurs relations avec lôorganisation communale se sont transformées. Côest un nouveau rôle quôelles nôavaient jusquôalors jamais pratiqué : celui de la gestion. Ces expériences leur ont permis de développer des capacités pour exprimer leurs idées publiquement, prendre des décisions et réaliser des gestions institutionnelles. Quelques-unes sont devenues, par la suite, des dirigeantes. Donc cela leur permet une participation plus active dans la vie de la communauté et dans lôorganisation communale.

La mise en place de ces organisations communales permet aux femmes de remplacer le rôle du chef de famille, assassiné ou disparu, sans pour autant être discriminé par les hommes. Les femmes ont donc de nouvelles responsabilités qui augmentent leur autorité et qui leur permettent de prendre des décisions importantes. On assiste donc à une politisation et à lôémancipation de la femme. Ces organisations sociales, sous la direction des femmes qui jouent un rôle très important dans lôanimation et le militantisme, ont aussi amené à la participation citoyenne. En affrontant le pouvoir institutionnel, elles ont acquis un meilleur niveau de citoyenneté et ont développé des stratégies de survie, comme la défense de leurs droits humains.

ANFASEP, une association de femmes à la recherche de la vérité

On ne peut pas parler des femmes en contexte de violence politique au Pérou sans évoquer les femmes de lôANFASEP, soit *lôassociation nationale des familles des séquestrés détenus-disparus du Pérou.* Côest lôassociation la plus importante pendant et post-conflit. Elle a été créée en 1984 par Angelica Mendoza, surnommée Mamá Angelica. En 1983, lôarmée a enlevé son fils alors âgé de 19 ans. Après 15 jours de disparition, Mamá Angelica sôest lancée à sa recherche, marchant de partout à travers les montages pour trouver son corps, allant dans les prisons, les commissariats et les bases de lôarmée. Côest à travers la recherche de son fils quôelle a pris conscience de ce qui se passait dans son pays : atrocités commises et milliers de cadavres démembrés dans les fosses communes. Et pourtant, elle marchait sans cesse, pendant des jours. Côest par son exemple que dôautres femmes se sont jointes à elle afin de rechercher leurs proches disparus. Mamá Angelica a quitté son village natal pour regagner la ville dôAyacucho, et ce, pour mieux affronter les autorités en place. Ces femmes ont amorcé une marche jusquôà Lima «avec lôidée de dénoncer les disparitions devant le gouvernement central » (traduction du site web ANFASEP). Par leur combat, elles ont formé au départ un petit groupe de seulement quelques personnes, sôagrandissant assez pour créer, le 2 septembre 1983, un comité des familles de disparus (CFD). À la fin de lôannée 1984, le CFD est devenu lôassociation ANFASEP et Mamá Angelica fut nommée présidente du conseil directif.

Le but de ce Comité vise à faire connaître les horreurs commises (la zone du conflit étant située principalement dans la province dôAyacucho, zone reculée et marginalisée des Andes, le conflit nôavait pas été suffisamment médiatisé durant les ces premières années) et à retrouver les disparus. Lôassociation permet aussi dôoffrir un appui et un support aux familles en partageant les

informations et en développant des stratégies dôactions, par exemple des manifestations (*marchas)*, des dénonciations publiques, des réunions avec des ONG de droits humains, des réunions avec les autorités locales, nationales et internationales (Maribella, juilet 2011). Bien que tous ces champs dôaction soient en vigueur, les fondations de lôANFASEP reposent sur trois concepts principaux : la vérité, la justice et la réparation. Lôassociation se bat afin de connaître la vérité sur les faits encourus de même que le sort et la localisation des disparus. Ce nôest quôune fois la vérité obtenue que justice pourra être rendue. Ces deux notions, vérité et justice, sont les bases dôune éventuelle réconciliation.

> *Hasta hoy en día seguimos la verdad justicia, seguimos insistiendo. Ojalá pe, un día podemos saber, de repente podemos saber dónde estan ellos, que ha pasado con ellos, no. Eso es. Estamos seguiendo hasta saber la verdad. Esto es nuestro objectivo. Con eso iniciamos esta organización, esta lucha. (...) de nuestros seres queridos no se puede olvidar*[213].
>
> ï Señora Avelina, 2012

Les processus de recherche de leur famille étaient motivés par lôaffect, et côest sans avoir connaissance de leurs droits et des mécanismes légaux, quôelles ont fait irruption dans les espaces publics des localités, provinces et de Lima, la capitale, afin de savoir ce quôil se passait avec leurs proches. Ça a été un dur apprentissage qui les a conduits devant des espaces totalement nouveaux pour elles. Des espaces nouveaux et très complexes dans leur fonctionnement, et très souvent empreint de racisme et discrimination. Il faut rappeler que ces femmes andines parlent le quechua, sont analphabètes pour la plupart et presque aucune dôelles nôa été scolarisée. Pour ainsi dire, très peu parlent espagnol, langue officielle du Pérou. Elles ont donc dû faire face et vaincre la barrière de la langue, car dans toutes les institutions, on ne parle que lôespagnol. En affrontant le pouvoir institutionnel, elles ont acquis un meilleur niveau de citoyenneté et ont développé des stratégies de survie. Pour beaucoup de femmes, lôinitiative de la recherche de leurs proches disparus a marqué le début dôun changement dans leur communauté, en se réappropriant leur rôle. Ainsi, sur la base de la douleur, ces femmes ont gagné lôespace public en plus dôune citoyenneté (et dôune connaissance de leur citoyenneté) plus forte quôavant la période du conflit interne (Alvites, Alvites Sosa 2007).

LôANFASEP est encore très active dans la région dôAyacucho. Elle permet un soutien aux familles de disparus, continue la recherche des corps, enregistre les noms des victimes ainsi que des témoignages troublants et offre des ateliers. Les membres luttent pour obtenir justice et vérité en organisant des activités régulières dans la ville dôAyacucho et dans les communautés avoisinantes. Lors de mon pré-terrain en 2010, jôai pu assister à la confection de la *chalina de la esperanza.* Des hommes et des femmes sôétaient réunis sur la place centrale dôAyacucho afin de tricoter des petits carrés en laine avec lôinscription du nom de leur père ou fils disparu. Ensuite, tous ces carrés seront cousus ensemble pour former une écharpe géante qui sera apportée à Lima. Côest un moment de partage entre les familles de victimes, où tous peuvent afficher leur peine.

[213] Traduction : « Jusquôà aujourdôhui nous recherchons la justice réelle, nous insistons. Jôespère quôun jour nous puissions savoir, que nous puissions savoir où ils sont, ce quôil sôest passé avec eux. Côest ça. Nous continuons jusquôà ce quôon sache la vérité. Côest notre objectif. Côest avec ça quôon a initié cette organisation, cette lutte. On ne peut pas oublier nos proches.

Un atelier de dessin était aussi organisé : chaque personne doit dessiner la personne disparue avec les vêtements quôelle portait. Plusieurs ateliers de cet ordre sont organisés par lôANFASEP dans le but de réunir les familles, de faire connaître leurs revendications à la population locale, mais aussi, de partager une peine commune en lôexorcisant de manière créative et souvent liée aux méthodes traditionnelles.

La politique du « nunca más »

Le gouvernement Fujimori se caractérise par son caractère dictatorial, par sa corruption généralisée et pour son contrôle des médias. À la fin des années 2000, sôintensifie la lutte pour le retour à la démocratie. LôANFASEP va aussi participer très activement à ce processus de manières symboliques. Lors de lôarrivée au pouvoir de Valentin Paniagua, gouvernement provisoire, les mères de lôANFASEP vont se rendre à Lima afin de lui demander dôouvrir une commission dôenquête. « En 2000, viajamos para la ciudad de Lima para reclamar que se forme una comisión de la verdad. En allí hacemos nuestra marcha y todo.»[214] (Señora Adelina, juin 2011). Par la suite, elles ont collaboré étroitement avec la CVR afin de récolter des faits et témoignages pour dénoncer les actions du gouvernement. Côest à la suite de leur participation dans la CVR que lôidée de créer un musée de la mémoire est survenue.

> *En 2003, ya era este informe final de la comisión de la verdad, nosotros reunidos con las mamas, hemos acordado para participar en la comisión de la verdad. Y decíamos porque no presentamos un proyecto para hacer un museo de la memoria. Con eses pensamientos presentamos un proyecto a la embajada de Alemana*[215].
>
> ï Señora Avelina, 2011

La création du musée de la mémoire vient de deux préoccupations importantes soulevées par les femmes de lôANFASEP. La première considération sôattache à la conservation et à la protection de la banderole considérée comme la « *luchadora* » et à la croix de bois, symboles de lôorganisation et des *marchas (*manifestations). La deuxième prend en considération la notion de la mémoire collective. Par conséquent, le musée se crée en opposition à lôoubli de la période du conflit et en opposition au silence des victimes. Il faut parler de ce qui sôest passé, raconter, montrer afin que les gens sachent et se souviennent de cette période pour quôelle ne se répète pas. Tel est le but du *Museo de la memoria*.

Les femmes sont apparues sur la scène publique comme porteuses de la mémoire sociale des violations des droits humains (Jelin, 2002). Côest dans lôexpression publique des mémoires, quelles que soient les formes de manifestations, que la vision des femmes joue un rôle central comme narratrices, médiatrices et analystes.

[214] Traduction : « En 2002 nous avons voyagé jusquôà la ville de Lima pour réclamer que se forme une commission de la vérité. De là, nous avons fait notre manifestation et tout. »

[215] Traduction : « En 203, il y avait le rapport final de la commission de la vérité, nous étions réunis avec les mères et nous avons accepté de participer à la commission. Et lôon sôest dit, pourquoi ne présenterions-nous pas un projet pour faire un musée de la mémoire? De ses idées on a présenté le projet à lôambassade lôAllemagne. »

Conclusion : entre silence et lutte

Après un conflit, ou après avoir subi des torts, les communautés avaient tendance à avoir une amnésie collective ou culturelle en effaçant de leur mémoire ces éléments gênants, amnésie qui permettrait aux membres de reprendre leur vie quotidienne (Gaborit, 2006). Mais lôoubli, ou lôapparence de lôoubli pose bien des problèmes notamment celui du refoulement. Côest en faisant comme si rien ne sôétait passé que les tensions refont surface. Nietzsche disait quôil faut savoir oublier pour vivre. Hannah Arendt sôy oppose en disant quôau contraire, il nôy a pas dôéducation ni de transmission dans un espace démocratique, sans la mémoire de la tradition, fut-ce pour rompre avec cette tradition (Navet, 2003). On pourrait aller encore plus loin et dire quôil nôy a pas de mémoire « qui ne passe pas par un travail dôinterprétation du passé » (Licata, Klein & Gély, 2007 : 9).

Dans les contextes post-conflictuels, on envisage donc deux développements possibles: soit la population refoule lôévénement pour tenter de renouer avec le passé de lôavant-conflit (exemple du Cambodge), soit les acteurs sociaux insistent sur lôimportance du conflit afin de proposer un nouveau départ (Gaborit, 2006). « Lôobjectif est alors de construire une nouvelle mémoire en se démarquant de la situation dôavant- guerre » (Gaborit, 2006 : 26). Ainsi, lôétape de reconstruction (dénonciations, accord de paix, réconciliation, réparation) devient un élément prépondérant de la mémoire collective. Dans le cadre du conflit péruvien, on est face à ses deux situations. Dôun côté, le silence des communautés tend à préserver les générations futures des horreurs vécues, et de lôautre, le témoignage tend à éviter la répétition dôun conflit.

Côest en étant confronté au silence de la communauté dans laquelle jôeffectuais mes recherches que lôimportance de la prise de parole qui se fait à Ayacucho môa frappée. Pourquoi souhaite-t-on oublier dans certains endroits, tandis que dans dôautres, on se bat quotidiennement afin de faire entendre les souffrances vécues? En analysant de plus près le phénomène, je me suis rendu compte que ce sont ces témoignages récurrents, témoignages pour faire connaître la vérité et témoignages pour ne pas oublier, qui permettent la création dôune mémoire collective. Encore plus importants, les acteurs clés des témoignages audibles sont les mêmes actrices qui se sont battues pendant la violence politique pour faire entendre ce que le Pérou vivait. Les femmes sont les principales actrices sociales qui témoignent. Ainsi, si lôon conçoit que ces témoignages créent une certaine mémoire collective qui tend vers une mémoire officielle et que ces témoignages sont tenus principalement par des femmes, on peut se demander si la mémoire officielle du conflit armé ne tend pas à être une *mémoire féminine* ?

Bibliographie

ALVITES Elena, ALVITES Sosa Lucia. 2007. Mujer y violenca politica. Notas sobre el impacto del conflicto armado interno peruano, Feminismo, numéro 9

CORAL, Isabel. 1999. *Mujeres en la guerra : impacto y respuestas*, in S. J. Stern (ed.), Los senderos insólitos del Perú, Lima, IEP, 1999.

CORTEN, André et COTÉ Anne-Élisabeth. 2008. *La violence dans lôimaginaire latino- américain,* Paris Khartala, et PUQ, Québec, 421 pages.

CVR, 2003: Informe Final. Lima, Peru: Comision de la Verdad y Reconciliacion. Available: http://www.cverdad.org.pe/inal/index.php (10/06/2010).

GABORIT, Pascaline. 2006. *Mémoire, oubli et réconciliation dans les sociétés post- conflictuelles: lôexemple du Cambodge.* Revue pluridisciplinaire en sciences de lôhomme et de la société, n 3. Lôoublie, p 22-42.

JELIN, Elizabeth. 2002. *Los trabajos de la memoria*. Siglo XXI, Madrid.

LICATA, Laurent; KLEIN, Olivier; GÉLY, Raphaël. 2007. Mémoire des conflits, conflits des mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe. Social science information, Vol 46, no 4.

LUQUE MOGROVEJO, Rolando. 2003. *Le défi de vivre réconciliés au Pérou.* La revue nouvelle, Après les dictatures, faire la justice et la paix civile.

NAVET, Georges. 2003. Théorie de la violence, politiques de la mémoire et sujets de la démocratie, Lôesprit du temps, Topique, n83, p 43-53.

TELLO MENDOZA, Julio Cesar. 2001. El rol de las mujeres en la comunidad campesinas durante la violencia politica, Ayacucho, Peru.

THEIDON, Kimberly. 2006. *Género en transición: sentido común, mujeres y guerra.* Cuadernos de Antropología Social No 24, pp. 69ï92.

VENTUROLI, Sofia. 2009. Huir de la violencia y construir. Mujeres y desplazamientos por violencia politica en Perù. DEP n11, p 46-63.

ANFASEP : http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-3074.html.

CIRDIS

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société

UQÀM

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société
Département de science politique
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8

www.cirdis.uqam.ca
cirdis@uqam.ca
ISSN : 1929-1027

Collection Collaborations spéciales ï no 2015-01